



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Février 2024

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 19 mars 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

8 février 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le dixième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 7 février 2024 et le 28 février 2024.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - February 2024

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

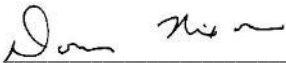
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2024

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 19 mars 2024

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	3
Introduction	3
Méthodologie.....	4
Principales constatations	6
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	6
Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec).....	7
Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), région de la Mauricie, au Québec).....	8
Logement (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	10
Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	11
Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	12
Soins de santé (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)	12
Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])	14
Perspectives en matière d'énergie (Albertains préoccupés par le réseau énergétique)	15
Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec).....	16
Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec).....	17
Immigration (ville de Québec)	18
Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan).....	18
Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	20
Vol de véhicules (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)	21
Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec).....	22
Résultats détaillés.....	24
Chronologie des annonces en février 2024.....	25
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	27



Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec).....	28
Fabrication de véhicules électriques (région de la Mauricie, au Québec).....	31
Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, région de la Mauricie, au Québec).....	32
Emploi (sud-ouest de l'Ontario).....	33
Coût de la vie pour les parents (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s]).....	34
Logement (sud-ouest de l'Ontario, résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	36
Mesures pour rendre le logement plus abordable (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure).....	36
Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	37
Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	38
Soins de santé (résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure).....	41
Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie).....	44
Perspectives en matière d'énergie (Albertains préoccupés par le réseau énergétique).....	45
Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec).....	48
Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec).....	50
Immigration (ville de Québec).....	50
Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan).....	52
Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	56
Vol de véhicules (résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure).....	58
Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec).....	59



Annexes	62
Annexe A - Questionnaires de recrutement	63
Questionnaire de recrutement anglais.....	64
Questionnaire de recrutement français	76
Annexe B – Guides de discussion	84
Guide de discussion anglais	85
Guide de discussion français	109

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public un peu partout au pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux points de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs

besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP demeure au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de huit (8) groupes de discussion en ligne menés entre le 7 février 2024 et le 28 février 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. Tous les groupes ont également pris part à des discussions portant sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers temps.

Le présent cycle de recherche portait également sur l'étude de problématiques liées au changement climatique, aux perspectives énergétiques du Canada, à la fabrication de véhicules électriques (VE) ainsi qu'à la production d'énergie à base d'hydrogène. Plusieurs groupes ont entamé des discussions sur le logement, certains d'entre eux participant à des conversations particulièrement centrées sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable et sur les mesures prises par ce dernier pour augmenter l'offre de logements disponibles. En se concentrant sur l'économie, les participants du groupe basé dans le sud-ouest de l'Ontario ont fait part de leurs points de vue concernant le marché de l'emploi, tandis que d'autres ont pris part à des discussions portant sur le coût de la vie. Les parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s) ont fait part de leur point de vue sur l'état actuel des services de garde d'enfants, tandis que les résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure ont discuté de la qualité et de l'accessibilité du système de soins de santé dans leur région. Les membres de la diaspora ukrainienne résidant dans des centres de taille moyenne ou de grands centres de la Saskatchewan ont pris part à une discussion approfondie sur le conflit en cours en Ukraine.

Au nombre des autres sujets abordés au cours du présent cycle figuraient l'immigration, les questions relatives à l'enseignement postsecondaire, le vol de véhicules, le prochain budget fédéral 2024 ainsi que les défis communautaires.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes ont centré leurs discussions sur des cohortes précises de la population, notamment des Albertains préoccupés par le réseau énergétique, des résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, des parents dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), des étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver ainsi que des membres de la diaspora ukrainienne.

Approche détaillée

- Huit groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes de discussion ont été tenus avec des membres de la population générale du sud-ouest de l'Ontario, de la ville de Québec ainsi que de la région de Mauricie, au Québec.
- Les cinq groupes restants ont été menés auprès de sous-groupes clés, à savoir :
 - Albertains préoccupés par la grille énergétique
 - Ontariens ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure;
 - Parents dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie.
 - Étudiants de niveau postsecondaire;
 - Membres de la diaspora ukrainienne.
- Les deux groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit d'entre eux.
- Dans tous les lieux, 59 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Sud-ouest de l'Ontario	1	ANGLAIS	Mercredi 7 février	18 h à 20 h	Population générale	8

Alberta	2	ANGLAIS	Jeudi 8 février	20 h à 22 h	Albertains préoccupés par le réseau énergétique	7
Centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario	3	ANGLAIS	Mardi 13 février	18 h à 20 h	Ontariens affirmant que les soins de santé constituent une priorité majeure	8
Ontario	4	ANGLAIS	Mardi 20 février	18 h à 20 h	Parents d'enfants inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s)	8
Ville de Québec	5	FRANÇAIS	Mercredi 21 février	18 h à 20 h	Population générale	7
Île de Vancouver	6	ANGLAIS	Jeudi 22 février	21 h à 23 h	Étudiants de niveau postsecondaire	8
Centres de taille moyenne et grands centres de la Saskatchewan	7	ANGLAIS	Mardi 27 février	19 h à 21 h	Membres de la diaspora ukrainienne	7
Région de la Mauricie	8	FRANÇAIS	Mercredi 28 février	18 h à 20 h	Population générale	6
Nombre total de participants						59

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants se sont vu interroger sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un grand nombre d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, notamment l'annonce de détails relatifs au déploiement du Régime canadien de soins dentaires (RCSD), le Sommet national pour lutter contre le vol de véhicules organisé par le gouvernement du Canada, les discussions en cours concernant les coûts encourus lors du développement et de la mise en œuvre de l'application ArriveCan, et l'annonce par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) de la fixation d'un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pour une période de deux ans.



Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient l'aide humanitaire apportée aux populations civiles d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que la récente visite du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux à Kiev, en Ukraine, pour annoncer un engagement de 3 milliards de dollars d'aide financière et militaire à l'Ukraine en 2024. À la question complémentaire de savoir ce qu'ils pensaient de ce soutien additionnel à l'Ukraine, tous les membres du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne estimaient qu'il s'agissait d'une mesure importante à adopter, tandis que presque tous les habitants de la région de la Mauricie, au Québec, se sont dit préoccupés par les éventuelles répercussions financières négatives que cette mesure pourrait avoir sur les Canadiens et sur le coût de la vie.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec)

Les participants de sept groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ces enjeux figuraient l'immigration, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que le niveau d'aide fourni à des pays, et notamment à l'Ukraine, et dans le cadre d'initiatives humanitaires dans d'autres parties du monde.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, notamment pour ce qui est des prestations et des soutiens accordés aux Canadiens, de la protection et de la promotion de la diversité et du multiculturalisme, et de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Les participants ont également recensé une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait mieux faire. Au nombre de ceux-ci figuraient le coût de la vie qui était perçu comme étant élevé à l'heure actuelle, la pénurie de logements abordables dans de nombreuses régions du pays, les enjeux en matière de soins de santé, la lutte contre le changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que le soutien aux Forces armées canadiennes (FAC).

Invités à définir les domaines les plus prioritaires sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer, bon nombre de participants ont réaffirmé qu'il fallait davantage se pencher sur les questions liées à l'inflation et au coût de la vie, aux soins de santé, à l'accès à des logements abordables et à l'atténuation des effets du changement climatique. D'autres domaines prioritaires importants ont été mentionnés, notamment la nécessité d'investir davantage dans l'éducation, la

stabilisation du taux d'immigration, l'édification de nouvelles infrastructures (telles que les routes et les transports publics) et la réduction des dépenses publiques.

Fabrication de véhicules électriques (région de la Mauricie, au Québec)

Les participants de la région de la Mauricie, au Québec, ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la performance du gouvernement fédéral quant au soutien apporté au secteur de fabrication de véhicules électriques (VE). À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie à cet égard, presque tous les participants étaient d'avis qu'il était sur la mauvaise voie, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux se sont dit incertains à ce sujet. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'en dépit des investissements effectués par le gouvernement fédéral pour construire davantage de VE au Canada, le prix de ces véhicules était toujours prohibitif pour une large proportion de Canadiens et qu'il restait encore beaucoup à faire pour rendre les VE plus abordables dans l'intérêt des ménages à faible et moyen revenu. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait davantage investir dans la construction d'infrastructures destinées aux VE, notamment de bornes de recharge, et renforcer le réseau électrique pour le préparer à faire face à la demande accrue qu'une utilisation plus généralisée de VE risquait d'occasionner.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de soutenir le secteur des énergies propres, la plupart des participants se sont dit incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les activités du gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation convenable. Parmi les quelques participants ayant déclaré que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains estimaient que les investissements consacrés aux énergies propres, notamment à l'hydroélectricité, s'étaient avérés efficaces dans leur région et avaient également eu des effets bénéfiques sur l'environnement.

Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), région de la Mauricie, au Québec)

Trois groupes ont entamé des discussions sur l'économie canadienne, en se focalisant sur des questions comme le marché de l'emploi, le coût de la vie et sur les points de vue des participants concernant la gestion du gouvernement du Canada en matière d'économie.

Au début de leurs discussions, les participants du sud-ouest de l'Ontario et de la région de la Mauricie au Québec ont été invités à décrire l'état actuel de l'économie et à exprimer leur opinion quant à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne sa gestion de l'économie au cours des dernières années. Un nombre à peu près égal de participants estimait que le gouvernement du Canada faisait fausse route à cet égard, comparativement à ceux dont l'opinion était plus incertaine. Aucun participant n'était d'avis qu'il était sur la bonne voie.

En discutant de mesures supplémentaires que devrait, à leur avis, prendre le gouvernement du Canada relativement à l'économie, les participants ont suggéré des mesures comme l'octroi d'un soutien financier accru aux ménages à faible revenu, l'adoption de mesures supplémentaires pour accélérer la

construction de nouveaux logements (y compris pour des groupes vulnérables comme celui des personnes âgées), ainsi qu'une focalisation accrue sur la modernisation des technologies employées dans les usines canadiennes.

Emploi (sud-ouest de l'Ontario)

Les participants du sud-ouest de l'Ontario ont été invités à répondre à une série de questions relatives au marché de l'emploi au sein de leurs collectivités respectives et à leurs attentes quant à l'évolution du marché de l'emploi au Canada au cours des cinq à dix prochaines années. Invités à énumérer les secteurs d'activité les plus importants dans leur région, les participants ont mentionné l'industrie des produits de l'automobile, ainsi que les secteurs de l'agriculture et des transports. En discutant des potentiels enjeux économiques dans leur région, certains participants ont exprimé des inquiétudes quant à la viabilité future de la production agricole locale. On estimait que de nombreuses petites exploitations agricoles se trouvaient actuellement confrontées à des difficultés financières ainsi qu'à des défis liés aux effets du changement climatique et à l'impact négatif de ce dernier sur le rendement des cultures.

À la question de savoir quels secteurs d'activité seraient à l'avenir privilégiés au sein de l'économie canadienne, la plupart des répondants estimaient que l'agriculture et l'industrie des produits de l'automobile continueraient d'occuper une place prépondérante au sein de l'économie. On était également d'avis qu'une croissance significative serait probablement observée dans le secteur de la construction, certains participants ayant le sentiment que la construction d'un plus grand nombre de logements résidentiels constituait une priorité urgente pour des municipalités comme celle de London.

En se focalisant tout particulièrement sur l'emploi, les participants estimant que le marché de l'emploi s'orientait actuellement dans la bonne direction étaient aussi nombreux que ceux dont les avis étaient plus partagés. Plusieurs d'entre eux se sont dit d'avis que, bien qu'il y ait actuellement un grand nombre d'emplois offerts dans leur région, la plupart des candidats ne possédaient pas les compétences ou l'expérience requises pour ces postes. En discutant des compétences qui, selon eux, seront recherchées au cours de la prochaine décennie, les participants ont cité des domaines comme ceux des soins de santé, des technologies de l'information, du développement de logiciels et de l'intelligence artificielle (IA).

Coût de la vie pour les parents (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])

Les participants du groupe composé de parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits en garderie ou qui sont à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s) ont pris part à une discussion portant sur le coût de la vie et l'impact actuel de ce dernier sur les familles comprenant des enfants en bas âge. À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement fédéral en matière d'économie, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait actuellement fausse route. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que de nombreux ménages étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés au coût élevé de la vie, à la pénurie de logements abordables et à l'accroissement de leur endettement, et un certain nombre d'entre eux estimaient que les dépenses fédérales, qu'ils percevaient comme étant élevées, avaient eu pour effet d'exacerber ces difficultés.

Lorsqu'on leur a demandé quels problèmes économiques les préoccupaient le plus en tant que parents, bon nombre d'entre eux ont mentionné des difficultés liées à l'inflation et au coût élevé des produits de première nécessité comme les produits d'épicerie, les vêtements et l'essence, ainsi qu'aux frais de scolarité de plus en plus élevés (p. ex., le coût des soutiens éducatifs et notamment des tuteurs ainsi que des difficultés liées à la constitution d'une épargne en prévision des études postsecondaires de leurs enfants).

En donnant des exemples de domaines de leur vie étant devenus moins abordables au cours des dernières années, beaucoup ont réitéré le coût élevé des produits d'épicerie ainsi que les difficultés croissantes auxquelles ils sont confrontés pour procurer une alimentation saine et nutritive à leur famille. Parmi les autres domaines mentionnés figuraient le coût des soins de la vue et des lunettes pour leurs enfants, le coût du lait maternisé pour nourrissons perçu comme étant élevé ainsi que les difficultés financières liées à l'accès à des activités récréatives et parascolaires abordables. Plusieurs participants ont indiqué avoir pris plusieurs mesures, dont la recherche active de soldes, l'achat de produits d'épicerie et de vêtements de marque moins bien connue, la limitation des repas au restaurant et des voyages, pour faire face au coût élevé de la vie à l'heure actuelle.

Tous connaissaient l'existence de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et la plupart d'entre eux avaient entendu parler de la création de la Prestation dentaire canadienne (PDC). Bon nombre de participants estimaient que ces prestations étaient très utiles aux familles canadiennes, y compris la leur. La plupart d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'à elles seules, ces initiatives ne suffiraient pas à elles à remédier aux problèmes liés à l'abordabilité et au coût élevé de la vie, estimant que le gouvernement du Canada devait à l'avenir prendre des mesures plus urgentes pour venir en aide aux familles.

Logement (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Les discussions des participants des deux groupes basés en Ontario se sont centrées sur les mesures que prenait le gouvernement pour rendre le logement plus abordable, tandis que les participants résidant dans l'île de Vancouver ont discuté de la situation du logement au sein de leur propre collectivité ainsi que d'une récente initiative fédérale-provinciale visant à construire un plus grand nombre de logements en Colombie-Britannique (C.-B.).

Mesures pour rendre le logement plus abordable (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Deux groupes ont entamé des discussions portant sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec le logement, les participants se sont souvenus d'un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient

l'élimination de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs, l'octroi d'un financement accru dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements afin d'aider les municipalités à construire de nouveaux logements, la mise en place de programmes comme le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) et de mesures comme l'interdiction temporaire d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens. À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient l'expression « stimuler la construction de logements », la plupart des personnes interrogées ont répondu qu'il s'agissait de favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements abordables au sein des communautés canadiennes. Plusieurs associaient cette expression à des mesures visant à réduire ou à supprimer les règlements de zonage municipaux stipulant où des logements peuvent être construits et les types de logements que les communautés sont autorisées à construire. En discutant de mesures précises qui pourraient être prises à cet égard, les participants estimaient que les municipalités devaient envisager d'ajuster leurs exigences en matière de zonage pour permettre une plus grande densification, rationaliser le processus de délivrance des permis de construction et s'efforcer de convertir les espaces de bureaux et de vente au détail inutilisés en logements résidentiels.

En discutant de l'efficacité des mesures qu'avait jusqu'à présent prises le gouvernement du Canada pour stimuler la construction de logements, plusieurs participants avaient le sentiment que peu de progrès avaient été accomplis à cet égard et que l'offre de logements au sein de leur collectivité n'avait pour ainsi dire pas changé. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'efficacité de ces mesures dépendrait de la coopération des gouvernements provinciaux et municipaux et qu'il faudrait à l'avenir un effort concerté de la part de tous les niveaux de gouvernement pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens.

Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants du groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver ont engagé une brève conversation sur la situation du logement au sein de leur communauté et sur les mesures pouvant être prises pour accroître l'offre de logements. Tous ont décrit la situation actuelle du logement au sein de leur collectivité comme étant très difficile, un certain nombre d'entre eux estimant que les logements étaient devenus excessivement chers au cours des dernières années et que peu d'options sûres et abordables étaient offertes. On était d'avis que pour les étudiants, perçus comme ayant généralement moins de revenus à consacrer au logement que d'autres cohortes de la société, il était particulièrement difficile de se loger.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler d'une collaboration entre le gouvernement du Canada et celui de la Colombie-Britannique pour construire davantage de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral s'était engagé à collaborer avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour fournir un soutien financier à la construction de plusieurs centaines de logements locatifs abordables, quelques participants estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais la plupart d'entre eux ne croyaient pas que cette mesure puisse avoir un impact significatif sur la situation du logement. De l'avis général, tant que les problèmes liés à l'accès à des logements abordables ne seraient pas résolus, se loger demeurera hors de portée pour de nombreux Canadiens à faible ou moyen revenu.

En discutant des mesures supplémentaires qu'ils souhaiteraient que prennent le gouvernement fédéral en matière de logement, les participants ont suggéré plusieurs initiatives, dont l'introduction de règlements plus stricts quant au montant du loyer ou de l'augmentation du loyer que peuvent exiger les propriétaires, l'imposition de pénalités financières accrues aux propriétaires laissant leurs logements vacants ainsi que l'octroi d'un soutien financier plus important aux Canadiens peinant à faire face au coût du logement au sein de leur collectivité.

Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une discussion portant sur le budget annuel du gouvernement fédéral qui devait être présenté le 16 avril 2024. À la question de savoir comment ils qualifiaient la performance globale de l'économie canadienne, tous les participants avaient le sentiment qu'elle était confrontée à des difficultés considérables et un grand nombre d'entre eux ont fait part de préoccupations liées à des enjeux comme l'inflation, le coût de la vie qu'ils percevaient comme étant élevé et de ce qu'ils considéraient comme étant une offre insuffisante d'emplois bien rémunérés à l'intention des Canadiens. Bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage s'attacher à réduire le coût de la vie, à augmenter les salaires et à créer un plus grand nombre d'emplois à temps plein dans des secteurs émergents comme la production d'énergies renouvelables.

Les participants se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de domaines potentiellement prioritaires sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer dans son prochain budget et ont été invités à choisir ceux qui, selon eux, contribueraient le plus à améliorer la vie des Canadiens. La priorité consistant à rendre le logement et le coût de la vie plus abordables a reçu le soutien le plus important de la part des participants. On estimait qu'il s'agissait de l'un des défis les plus importants auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et qu'en s'attaquant à ce problème, on aiderait probablement un maximum de personnes. De nombreux participants ont également choisi l'objectif d'une croissance économique à long terme au moyen d'investissements dans le domaine des technologies et des énergies propres, ainsi que l'initiative visant à améliorer le système de soins de santé. Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à offrir davantage de possibilités de carrières bien rémunérées, à soutenir la classe moyenne, à ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne, à maintenir une politique responsable en matière de dépenses publiques et à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés.

Soins de santé (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Les participants du groupe composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont entamé une discussion sur le système de soins de santé ainsi que sur un plan récemment annoncé par le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer la prestation des soins de santé dans la province. Invités à décrire l'état actuel du système de santé au Canada, si bon nombre de participants avaient le sentiment que les soins de santé étaient

restés relativement abordables et accessibles pour la plupart des Canadiens, un certain nombre d'entre eux ont fait part de préoccupations relatives aux problèmes affectant actuellement le système de soins de santé dans leur région. Au nombre de ces problèmes figuraient la fermeture de salles d'urgence dans certaines collectivités, les longs délais d'attente avant de pouvoir bénéficier de soins d'urgence et de soins primaires, le manque de lits dans les hôpitaux, la perception d'une pénurie généralisée de médecins et d'infirmières ainsi que des difficultés à obtenir des rendez-vous avec des spécialistes ou pour des interventions.

Décrivant leurs propres expériences pour accéder à des services de soins de santé, nombre de participants ont déclaré avoir été personnellement confrontés à de longs temps d'attente et à un engorgement des salles d'urgence et des cliniques sans rendez-vous. Interrogés sur la qualité des soins de santé dans leur région par rapport à d'autres régions et provinces, la plupart d'entre eux estimaient qu'elle était nettement supérieure à celle de nombreuses régions du pays. Tous estimaient cependant que des changements majeurs seraient nécessaires pour maintenir le niveau actuel des soins et pour remédier aux problèmes qu'ils avaient précédemment définis.

À la question de savoir quel était, selon eux, le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous avaient le sentiment qu'il consistait principalement à fournir du financement aux provinces et aux territoires pour les aider à fournir des soins de santé dans leurs domaines de compétence. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour établir des normes nationales que les provinces et territoires devraient respecter pour s'assurer que tous les Canadiens bénéficient de soins de santé suffisants. Seuls quelques participants ont indiqué avoir récemment vu, lu ou entendu parler de mesures que le gouvernement fédéral avait prises dans le domaine des soins de santé. Parmi celles-ci, on croyait savoir que des accords avaient été conclus entre le gouvernement du Canada et les provinces et territoires pour augmenter le financement des soins de santé, à condition d'allouer ces fonds supplémentaires à certains domaines prioritaires.

Après s'être vu fournir de l'information relative à un accord récemment conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer les soins de santé dans cette province en allouant des fonds fédéraux pour améliorer l'accès à des médecins de famille, réduire les temps d'attente et embaucher davantage de travailleurs de la santé, la plupart des participants ont favorablement accueilli cette initiative. En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel il leur a été présenté un certain nombre de domaines prioritaires en matière de soins de santé et demandé lequel d'entre eux contribuerait le plus, à leur avis, à améliorer les soins de santé dans leur région, les participants se sont pour la plupart déclarés en faveur de l'initiative visant à améliorer l'accès à des soins de santé primaires. Bon nombre d'entre eux ont également choisi l'augmentation de la main-d'œuvre dans le secteur de la santé et la réduction des temps d'attente et des retards comme priorités importantes, tandis que seul un petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à accroître le soutien en santé mentale, à faciliter la pratique de professionnels de la santé en Ontario et à améliorer la gestion de l'information en matière de santé.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que ce plan ait un impact majeur, mineur ou aucun impact pour ce qui est d'améliorer la qualité des soins de santé en Ontario, la quasi-totalité des

répondants était d'avis qu'il n'aurait qu'un impact mineur. Si tous les participants se sont déclarés favorables à ce plan du gouvernement canadien, la plupart d'entre eux estimaient que son succès dépendrait essentiellement de sa mise en œuvre et de l'efficacité avec laquelle les gouvernements provinciaux et territoriaux alloueraient ces ressources supplémentaires à l'avenir.

Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])

Un groupe, composé de participants ontariens dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), a entamé une discussion portant sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment adoptées pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants. À la question de savoir combien ils payaient actuellement en frais de garde (ou combien ils pensaient que cela coûterait), les réponses des participants variaient de 350 \$ à plus de 1 100 \$ par mois. Tous ceux qui avaient des enfants inscrits en garderie ont indiqué que cela représentait une part importante du budget mensuel de leur ménage, un certain nombre d'entre eux estimant que ces services leur coûtaient plus cher chaque mois que d'autres dépenses importantes, dont les dépenses d'épicerie ou les mensualités versées pour leur prêt-auto.

Tous les participants estimaient que l'abordabilité et la disponibilité des services de garde d'enfants constituaient à l'heure actuelle les défis les plus importants en matière de garde d'enfants. Un grand nombre de ceux qui avaient obtenu une place en garderie pour leurs enfants (ainsi que ceux qui en cherchaient encore une) ont décrit le processus comme étant très ardu, un certain nombre d'entre eux déclarant avoir été maintenus sur des listes d'attente pendant plus d'un an dans certaines garderies.

Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la qualité des services de garde d'enfants dans leur région n'était pas à la hauteur de leurs espérances. Plusieurs d'entre eux estimaient que les normes de qualité et de sécurité de nombreuses installations de garde d'enfants s'étaient dégradées au cours des dernières années et que le gouvernement provincial n'avait pas exercé une supervision adéquate à cet égard. D'autres participants se sont dit préoccupés par les heures d'ouverture des programmes de garderies locales, estimant que bon nombre des garderies qui avaient d'abord réduit leurs heures d'ouverture pendant la pandémie de COVID-19 avaient depuis lors rendu ces changements permanents, ce qui compliquait de plus en plus la tâche des parents devant concilier leurs engagements professionnels et leurs responsabilités parentales.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait conclu des accords avec toutes les provinces et tous les territoires afin de réduire le coût des services de garde d'enfants à un taux moyen de 10 \$ par jour et de créer 250 000 places en garderie dans tout le pays d'ici 2025-2026. Bon nombre d'entre eux doutaient toutefois de la capacité du gouvernement du Canada à pleinement mettre en œuvre cette initiative d'ici à 2026, estimant que ce délai était trop court pour ce type de programme, qu'ils considéraient comme étant complexe et ambitieux. En abordant plus particulièrement les aspects positifs de ce programme, certains participants estimaient que ces mesures permettraient aux parents (et aux mères en particulier) de réintégrer le marché du travail et de générer des revenus supplémentaires pour leur famille.

Tous étaient d'avis que les investissements visant à réduire le coût des services de garde d'enfants constituaient une mesure importante que devait prendre le gouvernement du Canada dans le cadre de ses efforts visant à rendre le coût de la vie plus abordable. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût élevé des services de garde d'enfants, il était devenu difficile d'économiser de l'argent ou d'en consacrer à d'autres aspects de leur vie. De l'avis général, cette approche aurait un impact positif sur l'économie et conduirait à la création d'emplois dans le secteur de l'éducation de la petite enfance (EPE).

Perspectives en matière d'énergie (Albertains préoccupés par le réseau énergétique)

Les participants résidant en Alberta ont entamé une discussion portant sur la production d'énergie, le secteur pétrolier et gazier ainsi que sur les préoccupations relatives au réseau électrique de leur province. Dans un premier temps, on a demandé aux participants dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier était important à leurs yeux pour l'économie albertaine. Tous estimaient que le pétrole et le gaz étaient des éléments importants de l'économie de leur province, et nombre d'entre eux ont décrit ce secteur comme constituant le principal moteur économique de l'Alberta depuis de nombreuses décennies. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que le pétrole et le gaz continueront à jouer un rôle important sur le plan économique dans les années à venir, plusieurs étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour que l'économie et le réseau énergétique albertains intègrent davantage de sources d'énergies renouvelables à leurs futures activités.

Décrivant ce qui leur venait à l'esprit en entendant l'expression « emplois durables », un certain nombre d'entre eux pensaient qu'il s'agissait d'emplois ne dépendant pas de la consommation de ressources non renouvelables. En ce qui a trait au secteur de l'énergie propre, la plupart des répondants estimaient que les emplois liés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation d'infrastructures d'énergies propres seraient probablement les plus susceptibles d'être durables. Lorsqu'on leur a demandé si la création d'emplois durables dans le secteur des énergies propres serait bénéfique pour l'économie albertaine, les participants ont exprimé des opinions diverses. Si certains d'entre eux étaient d'avis que cela aurait un impact positif sur l'économie provinciale et contribuerait à augmenter la résilience du réseau électrique, un nombre à peu près égal de participants ont dit douter que suffisamment d'emplois soient créés dans le secteur des énergies propres pour répondre aux besoins du grand nombre d'Albertains travaillant actuellement dans le secteur pétrolier et gazier.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connu des conditions de froid extrême au cours des derniers mois au sein de leurs collectivités, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant des effets potentiels de ces conditions météorologiques sur leurs collectivités, tous se sont dit préoccupés par le réseau énergétique provincial et se demandaient s'il serait en mesure de résister à des froids extrêmes dans les années à venir. Bon nombre d'entre eux estimaient que des efforts considérables devaient être déployés pour développer les infrastructures énergétiques de la province afin d'accroître sa capacité à répondre aux besoins énergétiques de sa population grandissante. Plusieurs d'entre eux ont également réaffirmé qu'il fallait privilégier la diversification des sources utilisées pour produire de l'électricité en Alberta en adoptant une stratégie faisant appel à la fois à des ressources renouvelables et non renouvelables.



Si tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait investir dans des énergies et des technologies propres, plusieurs d'entre eux ont réaffirmé l'importance de soutenir le secteur pétrolier et gazier et étaient d'avis que les sources d'énergies non renouvelables continueraient à jouer un rôle crucial pour ce qui est de répondre aux besoins énergétiques de la population albertaine. En discutant des avantages potentiels que présenterait, selon eux, le fait que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans les technologies et l'électricité propres, les participants étaient d'avis que cette approche contribuerait à diversifier l'économie provinciale, à accroître le nombre de sources d'énergie dont disposent les Albertains et à inscrire la province dans ce qu'ils percevaient comme étant un courant en faveur des énergies renouvelables et de la durabilité. À la question de savoir si une plus grande attention portée aux énergies propres et aux technologies propres augmenterait ou diminuerait les risques de pannes d'électricité, la plupart des participants étaient d'avis que les investissements dans ce domaine renforceraient la capacité du réseau électrique et limiteraient les risques de pannes à grande échelle.

Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec)

Les participants de cinq groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et sur les mesures que prend actuellement le gouvernement du Canada pour en atténuer les effets. Dans un premier temps, on a demandé aux participants des groupes basés en Alberta, dans la ville de Québec et dans l'île de Vancouver dans quelle mesure, le cas échéant, le changement climatique les préoccupait. La plupart d'entre eux se sont dit très inquiets, estimant que le changement climatique constituait une menace importante pour les générations actuelles et futures et que ses effets se faisaient sentir de plus en plus fréquemment au fil des ans.

Lors de discussions portant sur les effets potentiels du changement climatique, bon nombre des participants de ces trois groupes étaient d'avis que les régimes météorologiques changeants avaient contribué à ce qu'ils percevaient comme une augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles telles que les feux de forêt, les tempêtes de vent et les inondations de grande ampleur. Un certain nombre d'entre eux craignent que des conditions météorologiques plus imprévisibles et des températures extrêmes ne finissent par déstabiliser la production alimentaire au Canada, ce qui entraînerait des pénuries de nourriture dans les décennies à venir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par les effets du changement climatique dans leur propre collectivité, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux se sont dit particulièrement préoccupés par une hausse des températures pouvant entraîner une recrudescence des incendies de forêt, ainsi que par d'éventuelles restrictions en eau potable au sein de leur collectivité en raison de précipitations et de chutes de neige qu'ils jugeaient inférieures à la moyenne au cours de ces dernières années. Certains participants se sont également dit préoccupés par l'éventuel impact du changement climatique sur le coût de la vie, estimant qu'il pourrait entraîner une hausse du coût des denrées alimentaires et de l'énergie, et

contraindre les propriétaires à dépenser davantage pour rénover leurs demeures afin de les rendre plus durables et plus résistantes au changement climatique à l'avenir.

Il a été demandé aux participants des groupes basés dans le sud-ouest de l'Ontario, dans l'île de Vancouver et dans la région de la Mauricie, au Québec, si, dans ces efforts pour lutter contre le changement climatique, le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne ou la mauvaise voie. Un plus grand nombre d'entre eux estimaient qu'il faisait fausse route, par rapport à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi le petit nombre de participants considérant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, on avait le sentiment que certaines mesures avaient été prises pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, tout en soulignant qu'il s'agissait d'un processus à long terme ne pouvant être mené à bien rapidement. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, bon nombre de participants considéraient que les mesures prises par le gouvernement fédéral ne répondaient pas à l'urgence du problème et qu'il fallait en faire bien plus pour se préparer aux effets du changement climatique et les atténuer.

En discutant de mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, les participants ont suggéré d'investir davantage dans la protection des écosystèmes naturels et de la faune, de rendre les VE plus abordables et d'instituer des initiatives de recyclage plus complètes qui seraient gérées par le gouvernement fédéral.

Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Mauricie, au Québec, ont entamé une brève discussion au sujet de l'énergie à base d'hydrogène. Très peu d'entre eux ont déclaré avoir déjà entendu parler de ce type d'énergie. Après s'être vu fournir de l'information sur la potentielle source d'énergie que constitue l'hydrogène, la plupart des participants étaient d'avis que les investissements dans ce secteur pourraient contribuer de manière significative à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un certain nombre de participants se sont toutefois dit préoccupés par les éventuelles conséquences de cette approche, et certains d'entre eux étaient particulièrement préoccupés des risques liés à l'utilisation de l'hydrogène, car ils avaient l'impression qu'il s'agissait d'un élément hautement inflammable.

À la question de savoir combien d'emplois, le cas échéant, pourraient être créés dans le secteur de l'hydrogène propre, les participants ont fourni des estimations allant de 5 000 à 100 000 nouveaux postes. En discutant des types d'emplois qui pourraient être créés, on s'attendait à des postes liés à la construction et à l'entretien des infrastructures liées à l'hydrogène propre, à la gestion et à la sécurité des installations de production d'énergie à base d'hydrogène, et à la poursuite des travaux de recherche liés à ce type d'énergie et à ses possibles applications.

Discutant du degré de priorité que devrait, selon eux, accorder le gouvernement du Canada aux investissements dans l'énergie à base d'hydrogène par rapport à d'autres sources d'énergies renouvelables (énergie solaire, énergie éolienne et hydroélectrique), les participants ont exprimé des opinions très partagées. Si certains d'entre eux estimaient que ce type d'énergie devait se voir accorder la même priorité que d'autres sources d'énergies renouvelables, d'autres se disaient préoccupés par les

dépenses potentielles liées à cette approche et se demandaient si l'énergie à base d'hydrogène pouvait être produite de manière rentable.

Immigration (ville de Québec)

Les participants de la ville de Québec ont pris part à une discussion portant sur l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada à cet égard, plusieurs se souvenaient avoir entendu dire qu'il avait pris des mesures pour fixer un plafond temporaire sur le nombre de permis d'études d'étudiants étrangers qu'il délivrerait en 2024. Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa gestion du système d'immigration, le nombre de participants estimant qu'il était sur la bonne voie était à peu près égal à celui des participants qui étaient d'un autre avis.

Décrivant les potentiels avantages de l'immigration au Canada, plusieurs participants étaient d'avis que l'arrivée continue de nouveaux immigrants contribuerait à soutenir le marché de l'emploi et entraînerait une augmentation de la productivité économique dans l'ensemble du pays. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que le maintien d'un fort taux d'immigration serait essentiel pour assurer un nombre suffisant de travailleurs et faire face au vieillissement de la population dans les années à venir.

En discutant des défis potentiels associés à l'accueil d'immigrants, un grand nombre de participants ont dit douter de la capacité des nouveaux arrivants à s'intégrer à la culture francophone du Canada. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les répercussions éventuelles que pourrait avoir un fort taux d'immigration dans leur province sur la culture et l'identité québécoises. En décrivant les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour répondre à ces préoccupations, plusieurs participants ont suggéré d'allouer davantage de fonds à l'intégration des nouveaux immigrants au Canada, notamment en leur donnant accès à des possibilités d'emploi et à des ressources en matière de formation linguistique.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait chercher à augmenter, à diminuer ou à maintenir le taux d'immigration actuel, tous les participants étaient d'avis qu'il devait être maintenu. Le maintien du niveau actuel d'immigration était largement considéré comme le meilleur moyen de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et au vieillissement de la population, sans pour autant exacerber les préoccupations liées à une demande croissante en matière de logement, de soins de santé et concernant d'autres infrastructures et services importants.

Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne résidant en Saskatchewan ont tenu une discussion portant sur le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie à la suite à l'invasion de son territoire par les Russes en février 2022. Tous ont indiqué avoir suivi ce conflit de près depuis

son déclenchement il y a deux ans, et nombre d'entre eux ont déclaré chercher quotidiennement à obtenir des nouvelles d'actualité relatives à la guerre.

À la question de savoir quels aspects de la guerre les préoccupaient le plus, bon nombre d'entre eux ont parlé du coût en vies humaines qu'entraînait ce conflit, et notamment du grand nombre de militaires et de civils ukrainiens ayant été blessés ou ayant perdu la vie au cours des deux dernières années. Plusieurs participants se sont dit préoccupés par la perte définitive potentielle du territoire ukrainien envahi par les forces russes et se demandaient s'il serait faisable ou possible pour l'Ukraine de reconquérir ce territoire. Quelques-uns d'entre eux ont également fait part de préoccupations concernant l'état de l'armée ukrainienne, certains d'entre eux étant conscients qu'elle était actuellement confrontée à des pénuries de personnel, d'équipement, d'armes et de munitions.

En discutant de l'influence qu'avait pu avoir le conflit sur leur vision du monde et de la place qu'y occupe le Canada, plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir le sentiment que le monde était désormais beaucoup moins sûr qu'ils ne l'avaient cru avant l'invasion russe. Interrogés sur l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur le monde, un certain nombre d'entre eux estimaient que ce conflit avait incité de nombreux pays à investir plus massivement dans leur armée et à augmenter leur budget de défense. On était d'avis que ce conflit avait eu pour effet d'éroder le paisible ordre mondial qui prévalait selon eux avant le conflit, et certains craignaient qu'à l'avenir, cela incite d'autres pays à poursuivre de semblables objectifs militaristes.

Tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada continue à soutenir l'Ukraine. De l'avis général, cette aide était essentielle, non seulement pour protéger l'Ukraine, mais aussi pour préserver la souveraineté d'autres pays et empêcher la Russie de se livrer à de semblables incursions à l'avenir. À la question de savoir si, le gouvernement fédéral était à leur avis sur la bonne voie en ce qui concerne l'aide apportée à l'Ukraine, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que le Canada avait été un fervent défenseur de l'Ukraine dès le début de ce conflit et qu'il s'inscrivait au nombre des pays s'étant le plus vigoureusement opposés à l'invasion russe. En discutant des aides les plus importantes à apporter à l'Ukraine, bon nombre de participants ont de nouveau souligné qu'un soutien financier et militaire permanent était nécessaire pour permettre à l'Ukraine de disposer des ressources dont elle a besoin pour repousser l'invasion russe.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'une quelconque aide humanitaire que le gouvernement du Canada aurait apportée à l'Ukraine, les participants se souvenaient d'avoir entendu parler de certaines mesures, dont la livraison de denrées alimentaires, d'approvisionnements médicaux, de vêtements et d'autres produits de première nécessité. Un certain nombre d'entre eux avaient également le sentiment que certains Canadiens s'étaient rendus en Ukraine ou dans les régions avoisinantes pour aider les personnes qui avaient été déplacées par le conflit. Tous les participants avaient conscience que le gouvernement du Canada s'était engagé à accueillir et à loger des Ukrainiens déplacés par le conflit. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir personnellement travaillé pour des organismes qui aidaient ces personnes à s'acclimater à la vie au Canada.

Tous connaissaient des gens qui étaient arrivés dans leur collectivité en vertu de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). La plupart d'entre eux ont déclaré appuyer cette initiative,

estimant qu'il s'agissait d'un moyen important d'aider les personnes dont les demeures avaient été détruites et pour lesquelles un éventuel retour en Ukraine pourrait s'avérer difficile. En discutant d'autres mesures de soutien qu'ils jugeaient importantes pour venir en aide aux nouveaux arrivants ukrainiens, les participants ont mentionné plusieurs mesures, dont une formation linguistique en anglais ou en français, la fourniture de logements sûrs et abordables et de possibilités d'emploi ainsi que de places en garderie pour ceux qui ont des enfants en bas âge.

Tous les participants ont positivement réagi à l'annonce de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine (ALECU), plusieurs d'entre eux estimant que cet accord contribuerait à aider l'Ukraine à se redresser sur le plan économique après la guerre. On estimait que cette mesure profiterait également aux membres de la diaspora ukrainienne vivant au Canada, en leur permettant d'importer plus facilement et à un prix plus abordable des produits et des articles culturels ukrainiens. Au sujet des types de soutiens dont l'Ukraine aurait, à leur avis, besoin une fois le conflit résolu, les participants ont mentionné diverses initiatives, dont la reconstruction des infrastructures endommagées ou détruites, une aide aux entreprises ukrainiennes et la fourniture de soins de santé et de soins de santé mentale aux soldats ukrainiens.

À la question de savoir s'ils avaient déjà eu connaissance d'informations relatives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qu'ils avaient jugées fausses ou trompeuses, tous les participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que cette mésinformation avait, plus particulièrement au cours des premiers mois du conflit, présenté les militaires russes comme des libérateurs et véhiculé le message fallacieux selon lequel cette invasion avait été très bien accueillie par le peuple ukrainien. Si, en raison de leurs liens étroits avec l'Ukraine, aucun d'entre eux ne s'attendait à ce que ce type d'informations erronées ait pour effet de modifier leur propre point de vue à l'égard de la guerre, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la mésinformation et la désinformation véhiculées par la Russie, qui avaient eu pour effet d'influencer négativement la position de certains Canadiens s'opposant à tout soutien supplémentaire à l'Ukraine.

Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une discussion sur les problématiques auxquelles sont actuellement confrontés les étudiants au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement fédéral avait fait des efforts pour venir en aide aux étudiants, tous les participants étaient d'avis qu'il avait fait preuve d'inefficacité à cet égard. À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable, si quelques participants ont dit croire qu'il avait supprimé les intérêts sur les prêts étudiants fédéraux et qu'il avait apporté un soutien financier aux étudiants pendant la pandémie de COVID-19, on ne se souvenait cependant d'aucune autre mesure.

Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral avait définitivement supprimé les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis, qu'il avait augmenté les bourses canadiennes pour étudiants de 40 % et qu'il avait apporté des améliorations au programme d'aide au



remboursement des prêts étudiants, les participants ont formulé des commentaires divers et variés. Si la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures représentaient un pas dans la bonne direction, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles suffisent à rendre les études postsecondaires plus abordables.

À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait encore faire pour venir en aide aux étudiants, certains participants ont suggéré de consacrer davantage de fonds à l'extension des services de transport public au sein des collectivités à forte population étudiante et d'offrir des tarifs subventionnés aux étudiants actuellement inscrits à un programme d'études postsecondaires. Quelques-uns d'entre eux ont suggéré que le gouvernement fédéral envisage la possibilité de prendre des mesures pour annuler la dette sur les prêts étudiants fédéraux actuels ainsi que de réduire les frais de scolarité postsecondaires partout au Canada.

Vol de véhicules (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Les participants d'un groupe ont brièvement discuté du phénomène de vol de véhicules et des mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de véhicules, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, les participants ont dit croire que le gouvernement fédéral avait récemment organisé un sommet pour débattre de la meilleure façon de remédier à ce problème.

Après s'être vu présenter de l'information sur une série de mesures et d'initiatives prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants ont réagi positivement, plusieurs d'entre eux disant croire que ce type d'approche multidimensionnelle serait essentiel pour s'attaquer à ce problème et réduire le nombre de vols de véhicules commis au sein de collectivités canadiennes. Un grand nombre de participants se sont déclarés favorables à la mesure visant à améliorer l'échange de renseignements entre la police locale et la police des chemins de fer. On estimait que l'inefficacité des communications entre les différents corps policiers avait largement contribué à ce qui était perçu comme étant une augmentation du nombre de vols de véhicules dans l'ensemble du pays. Plusieurs participants estimaient également qu'il était très important que le gouvernement fédéral accroisse la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à mener un plus grand nombre d'enquêtes et d'examins sur des véhicules volés, en particulier dans les ports canadiens d'où l'on pensait que de nombreux véhicules volés étaient illégalement exportés. Un certain nombre de participants étaient d'avis que l'imposition de sanctions juridiques plus lourdes pour ce type d'activité illégale aurait également un effet dissuasif important sur les personnes qui pourraient envisager de se lancer dans le vol de véhicules.

Au sujet de l'impact potentiel de ces mesures dans la lutte contre le vol de véhicules, un nombre légèrement plus important de participants estimait que ces mesures auraient un impact limité par rapport à ceux qui estimaient qu'il serait considérable. À la question de savoir si, après avoir pris connaissance de cette information, ils appuyaient le plan du gouvernement du Canada pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants ont indiqué y être favorables.



Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec)

Deux groupes composés de participants résidant respectivement dans la ville de Québec et dans la région de la Mauricie ont pris part à des discussions portant sur leurs collectivités locales. Invités à énumérer les principaux problèmes auxquels ces dernières étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants de la ville de Québec ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements abordables, la nécessité de construire davantage d'infrastructures (p. ex., des écoles, des hôpitaux et des services de transport en commun) ainsi que l'importance de mieux protéger et promouvoir la diversité et le multiculturalisme au Québec. Quelques participants de ce groupe étaient également d'avis qu'il fallait se focaliser sur le financement de projets précis dans leur région, comme le projet du troisième lien autoroutier. Au nombre des problèmes urgents auxquels sont confrontées leurs collectivités, les participants de la région de la Mauricie ont mentionné le coût élevé de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé et notamment de médecins et d'infirmières.

À la question de savoir quels étaient, selon eux, les secteurs d'activité les plus essentiels à leur collectivité, les participants des deux groupes ont mentionné l'agriculture, les technologies et le tourisme. Un certain nombre de participants de la ville de Québec ont également désigné le secteur de la culture comme jouant un rôle économique majeur au sein de leur collectivité, tandis que ceux de la région de la Mauricie ont cité l'industrie manufacturière, la sylviculture, les soins de santé et l'éducation comme autant de secteurs d'activité essentiels.

À la question de savoir s'il y avait actuellement des pénuries de main-d'œuvre dans leur région, presque tous les participants des deux groupes étaient d'avis que c'était le cas. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'un problème particulièrement préoccupant dans des secteurs clés comme les soins de santé et l'éducation, et estimaient que cette situation entraînait des conséquences négatives sur la disponibilité des services dans ces domaines. En discutant des causes possiblement sous-jacentes à ces pénuries, les participants ont mentionné une série de facteurs, dont la pandémie de COVID-19, le nombre croissant de personnes approchant de la retraite et le manque d'emplois bien rémunérés offerts par les employeurs. En décrivant les éventuelles mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des mesures visant à augmenter les salaires des Canadiens, à offrir des incitatifs aux personnes travaillant dans des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et à rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin que les nouveaux immigrants puissent plus facilement travailler dans leur domaine d'expertise.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en février 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours de ce mois, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de février 2024.

- Du 1er au 7 février
 - Le 1er février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 3,3 millions de dollars pour une étude de faisabilité portant sur l'hydrogène propre à Gatineau, au Québec.
 - Le 2 février. Le gouvernement du Canada publie une déclaration commune dans le cadre de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, appelant à la protection et au retour des enfants ukrainiens illégalement déportés par la Fédération de Russie.
 - Le 2 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 162 millions de dollars pour offrir un toit aux demandeurs d'asile et financer les frais de logement de locataires à faible revenu.
 - Le 4 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il prolonge de deux ans l'interdiction temporaire d'achat d'immeubles résidentiels au Canada par des non-Canadiens, soit jusqu'au 1er janvier 2027.
 - Le 6 février. Le gouvernement du Canada annonce un complément de 99 millions de dollars à l'Allocation canadienne pour le logement afin d'apporter un soutien financier direct aux locataires à faible revenu.
 - Le 7 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend investir 28 millions de dollars dans la lutte contre l'exportation de véhicules volés, notamment en fournissant des ressources et des moyens supplémentaires à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) pour repérer et fouiller les conteneurs soupçonnés de renfermer des véhicules volés.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du sud-ouest de l'Ontario \(7 octobre\).](#)
- Du 8 au 14 février
 - Le 8 février. Le gouvernement du Canada organise un Sommet national pour lutter contre le vol de véhicules à Ottawa.
 - [Groupe de discussion avec des personnes préoccupées par la grille énergétique en Alberta \(8 octobre\).](#)
 - Le 12 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de près de 200 milliards de dollars sur dix ans pour améliorer les services de soins de longue durée destinés aux Canadiens vieillissants partout au pays.
 - Le 12 février. Le gouvernement du Canada annonce la signature d'un accord avec le gouvernement du Yukon prévoyant l'octroi d'un financement de près de 83 millions de dollars pour améliorer les soins de santé dans la région.

- Groupe de discussion avec des résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure (13 février 2024)
- Du 15 au 21 février
 - Le 19 février. Le gouvernement canadien annonce qu'il fera don de 800 drones à l'Ukraine pour contribuer à ses activités de surveillance militaire.
 - Le 20 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il imposera de nouvelles sanctions en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* pour remédier à la situation au Guatemala, dont des sanctions imposées à quatre personnes liées à des actes de corruption et à des violations des droits de la personne.
 - Le 20 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il fournira des services juridiques gratuits aux ressortissants ukrainiens dans le cadre de l'*Initiative d'aide juridique aux réfugiés ukrainiens*.
 - Groupe de discussion avec des parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie (20 février 2024).
 - Le 21 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 15 millions de dollars (sur trois ans) pour lutter contre le vol de véhicules.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la ville de Québec (21 février 2024).
- Du 22 au 28 février
 - Groupe de discussion avec des étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver (22 février 2024).
 - Le 24 février. Le premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux se rendent à Kiev, en Ukraine, pour annoncer la promesse d'un soutien militaire et financier de plus de 3 milliards de dollars à l'Ukraine dans le cadre de sa défense continue contre l'invasion de son territoire par la Russie.
 - Le 27 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 123 millions de dollars pour la construction de 5 000 logements abordables.
 - Groupe de discussion avec les membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan (27 février 2024).
 - Le 28 février. Le gouvernement du Canada a émis une obligation verte de 4 milliards de dollars sur 10 ans, visant à débloquer des fonds privés pour accélérer des initiatives vertes comme le développement d'infrastructures et la conservation d'espaces naturels.
 - Le 28 février. Le gouvernement du Canada signe un accord avec World Energy GH2 pour financer à hauteur de près de 128 millions de dollars une installation de production d'hydrogène vert à l'échelle commerciale au Canada atlantique.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région de la Mauricie, au Québec (28 février 2024).
- 29 février
 - Le 29 février. Le gouvernement du Canada présente le projet de loi C-64, *Loi concernant l'assurance médicaments*, soit un ensemble de mesures législatives pour la première phase du régime d'assurance médicaments national et universel, comprenant un accès universel à la contraception et aux médicaments contre le diabète.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque séance de discussion, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont les suivantes :

- L'annonce de certains détails relatifs à la mise en place du Régime canadien de soins dentaires (RCSD) visant à réduire les obstacles financiers à l'accès à des soins de santé buccodentaire pour les résidents canadiens admissibles. Les participants avaient le sentiment que la mise en œuvre de ce programme s'effectuerait par étapes au cours des prochains mois;
- Le Sommet national pour lutter contre le vol de véhicules organisé par le gouvernement du Canada qui a eu lieu le 8 février 2024 à Ottawa et qui a réuni des représentants provinciaux, territoriaux et municipaux, des chefs de file de l'industrie et des représentants des forces de l'ordre de partout au pays;
- Les discussions en cours concernant les coûts encourus par le gouvernement du Canada pour le développement et la mise en œuvre de l'application ArriveCan. Ces discussions faisaient suite à la publication d'un audit du vérificateur général du Canada selon lequel le projet avait coûté beaucoup plus cher que ce à quoi on pouvait raisonnablement s'attendre et n'avait pas fait l'objet de pratiques de gestion financière et de supervision suffisantes de la part de ses contractants;
- L'annonce faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle, à partir de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pour une période de deux ans.

Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient :

- L'aide humanitaire continue apportée aux populations civiles d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie qui ont été touchées par les attaques perpétrées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, ainsi que par la riposte militaire israélienne qui s'en est suivie.
- La visite du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux à Kiev, en Ukraine, le 24 février 2024, pour annoncer l'engagement du Canada à fournir une aide financière et militaire de 3 milliards de dollars à l'Ukraine en 2024.

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne de la Saskatchewan et de personnes résidant dans la région de la Mauricie, au Québec, se sont vu poser une question

complémentaire concernant l'impact, le cas échéant, qu'auraient, selon eux, les récents engagements militaires et financiers du gouvernement du Canada envers l'Ukraine dans le cadre de ce conflit. Tous les participants du groupe basé en Saskatchewan étaient d'avis que cette aide serait d'une grande utilité pour l'Ukraine et que le gouvernement fédéral devait fournir ce soutien le plus rapidement possible. En revanche, presque tous les membres du groupe de la région de la Mauricie se sont dit préoccupés par les éventuelles répercussions financières négatives que pourrait avoir cette mesure sur les Canadiens. Ces participants estimaient que de nombreux ménages peinaient actuellement à faire face au coût de la vie perçu comme étant élevé et que le gouvernement fédéral devrait avant tout concentrer ses efforts à aider les Canadiens vivant au Canada plutôt qu'à financer des initiatives dans d'autres parties du monde.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec)

Sept groupes ont entamé des discussions portant sur les problèmes auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement au regard de ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels il y avait, selon eux, matière à amélioration. Ces derniers ont formulé un éventail d'opinions à la fois positives et négatives concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- L'immigration — un certain nombre de participants ont salué les mesures prises par le gouvernement du Canada au cours des dernières années dans le but d'augmenter le taux d'immigration et de faciliter la venue au Canada de personnes issues d'autres régions du monde. On était également d'avis que le gouvernement fédéral s'était montré efficace quant aux soutiens qu'il apportait aux nouveaux arrivants, notamment en ce qui concerne la recherche d'emplois et la prise en charge des formations linguistiques. Plusieurs participants se

sont toutefois dit préoccupés par les conséquences potentielles que pourrait avoir l'accueil d'un nombre croissant d'immigrés. Certains de ces participants estimaient que de nombreux secteurs essentiels, dont le logement, les soins de santé et l'éducation, étaient actuellement mis à rude épreuve et ne seraient pas en mesure de faire face à une nouvelle augmentation de la population;

- La réconciliation — certains participants considéraient que le gouvernement fédéral avait fait des progrès considérables ces dernières années en matière de réconciliation avec les peuples autochtones, notamment en octroyant du financement pour la construction de logements et l'approvisionnement de collectivités autochtones en eau potable. Un certain nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'il restait encore beaucoup à faire à cet égard et avaient l'impression que de nombreuses populations autochtones n'avaient toujours pas accès à des services de base, à de l'eau potable, à des aliments nutritifs ainsi qu'à des logements sûrs et abordables.
- Aide internationale — bon nombre de participants se sont déclarés favorables aux initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Plusieurs d'entre eux ont mentionné l'aide militaire et financière offerte à l'Ukraine dans le contexte de l'invasion de son territoire par la Russie, ainsi que l'aide humanitaire que le gouvernement fédéral a fournie à des populations touchées ou déplacées par des conflits et des catastrophes naturelles partout dans le monde. Quelques participants étaient d'un autre avis, estimant qu'il fallait davantage se concentrer sur les Canadiens vivant au Canada, dont on pensait que nombre d'entre eux étaient actuellement confrontés à des problèmes liés au coût de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables. On estimait que tant que ces problèmes ne seraient pas résolus, le gouvernement fédéral devait limiter l'aide qu'il apporte à l'étranger.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Soutiens aux Canadiens — bon nombre des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral s'était montré efficace quant aux soutiens financiers qu'il apportait aux Canadiens, eu égard notamment aux difficultés auxquelles on estimait que bon nombre d'entre eux étaient confrontés du fait de l'inflation et du coût de la vie jugé élevé. Au nombre des programmes dont les participants ont expressément fait mention figuraient l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la création du Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et le versement de prestations de maternité et de prestations parentales en vertu du programme d'assurance-emploi (AE). Quelques-uns d'entre eux ont également commenté de manière positive la récente décision du gouvernement du Canada d'indexer ses prestations en fonction du taux d'inflation. On était d'avis que cette mesure serait très bénéfique pour les sous-groupes (notamment les personnes âgées) qui tendent dans une plus large mesure à dépendre d'un revenu fixe;
- Diversité et multiculturalisme — plusieurs participants estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada en matière de protection et de promotion de la diversité et du multiculturalisme dans toutes les régions du pays. On estimait que le gouvernement fédéral

s'était résolument attaché à défendre les droits de groupes particuliers, dont les femmes, les minorités visibles et les membres de la communauté 2ELGBTQI+.

- Réponse à la pandémie de COVID-19 — un certain nombre de participants ont indiqué que la réponse à la pandémie de COVID-19 était un domaine dans lequel ils estimaient que la performance du gouvernement fédéral avait été bonne. On était d'avis que le gouvernement du Canada avait fait preuve de célérité pour fournir des aides financières comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) qui, selon eux, avait aidé de nombreuses personnes en situation d'insécurité financière dans les premières phases de la pandémie. On était également d'avis que les mesures prises par le gouvernement fédéral pour fournir des équipements de protection individuelle (ÉPI) aux travailleurs de la santé et pour distribuer le vaccin contre la COVID-19 avaient été efficaces.

Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Le coût de la vie — un certain nombre des participants estimaient qu'il fallait en faire davantage pour faire face au coût actuel de la vie, qu'ils considéraient comme étant élevé. On considérait que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à rendre la vie des Canadiens plus abordable et que des mesures devaient être prises pour aider à réduire le coût des produits de première nécessité, et notamment des produits d'épicerie. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait réduire ses dépenses, estimant que les lourds déficits des dernières années avaient engendré des problèmes comme la hausse de l'inflation. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait également envisager d'augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés, estimant que cela contribuerait à réduire les pressions financières pesant sur les ménages à faibles et moyens revenus;
- Le logement — bon nombre de participants ont désigné le logement comme l'une des principales sources de préoccupation à l'heure actuelle. De l'avis général, le logement devenait de plus en plus inabordable et hors de portée pour de nombreux Canadiens, et davantage d'efforts devaient être déployés pour s'assurer que tous les ménages aient accès à un logement sûr et abordable. Un certain nombre de participants avaient le sentiment que des problèmes comme celui de l'itinérance avaient augmenté au sein de leur collectivité au cours des dernières années. On considérait qu'étant donné l'ampleur et la portée de ce problème, le gouvernement fédéral devait élaborer une stratégie nationale sur le logement pour y remédier;
- Les soins de santé — un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait davantage s'employer à résoudre les problèmes en matière de soins de santé, notamment les longs délais d'attente, les difficultés à obtenir un médecin de famille ainsi que la pénurie de médecins et d'infirmières que connaissent de nombreuses communautés canadiennes. Les participants estimaient que le gouvernement du Canada devait consentir des investissements plus importants afin d'améliorer les soins de santé, notamment en finançant la construction de nouveaux établissements de soins de santé et en offrant des incitatifs (bourses, subventions d'études) aux personnes désireuses d'entreprendre une carrière dans ce domaine;
- Environnement et changement climatique — plusieurs participants considéraient qu'il fallait en faire davantage pour se préparer et remédier aux effets du changement climatique. Un certain

nombre d'entre eux étaient d'avis que, bien que cette question ait été au centre des préoccupations du gouvernement fédéral, les mesures qu'il avait prises à cet égard (notamment la mise en place d'une tarification du carbone) s'étaient, pour la plupart, avérées inefficaces et n'avaient fait que rendre la vie des Canadiens moins abordable. On estimait qu'à l'avenir, une communication plus efficace était nécessaire de la part du gouvernement du Canada pour faire connaître ses objectifs environnementaux et expliquer en quoi les mesures spécifiques qu'il prenait contribueraient à les atteindre.

- Le soutien aux Forces armées canadiennes (FAC) — certains participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait investir davantage dans les FAC, et un certain nombre d'entre eux disait croire que l'armée ne bénéficiait pas d'un financement suffisant à l'heure actuelle. On estimait également qu'il fallait en faire davantage pour venir en aide aux anciens combattants des FAC, dont on pensait qu'un grand nombre d'entre eux se trouvaient en proie à la pauvreté, en situation d'itinérance ou confrontés à des problèmes de toxicomanie et à des troubles de santé mentale.

Invités à énumérer les domaines prioritaires qu'ils jugeaient les plus importants et sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer, bon nombre de participants ont réaffirmé la nécessité de s'attaquer davantage aux problèmes liés à l'inflation et au coût de la vie, aux soins de santé, à l'abordabilité des logements et à l'atténuation des effets du changement climatique. Les participants ont également mentionné comme priorités la nécessité d'investir davantage dans l'éducation, de stabiliser le taux d'immigration, de mettre en place de nouvelles infrastructures (routes et réseaux de transport en commun) et de réduire les dépenses fédérales. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis qu'en raison du paysage géopolitique, qu'ils jugeaient de plus en plus imprévisible, le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité à la sécurité nationale et à la protection des Canadiens contre d'éventuels ennemis.

À la question complémentaire de savoir s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie quant à son soutien à l'industrie des produits de l'automobile, les participants du sud-ouest de l'Ontario ont exprimé des opinions divergentes. Si certains participants s'attendaient à ce que les investissements destinés à la fabrication de véhicules à zéro émission entraînent la création d'emplois ainsi qu'une croissance économique au sein de leurs collectivités, d'autres étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour réduire les coûts de fabrication des constructeurs de véhicules canadiens. Parmi ces participants, on estimait que de nombreux constructeurs de véhicules avaient choisi de construire leurs véhicules dans d'autres pays en raison des coûts découlant de l'exercice d'activités commerciales qu'on jugeait élevés au Canada.

Fabrication de véhicules électriques (région de la Mauricie, au Québec)

Les participants de la région de la Mauricie, au Québec, ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la performance du gouvernement fédéral en matière de soutien au secteur de la fabrication de véhicules électriques (VE). À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie à cet égard, presque tous les participants étaient d'avis qu'il était sur la mauvaise voie, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux se sont dit incertains à ce sujet. Plusieurs d'entre eux

estimaient qu'en dépit des investissements du gouvernement fédéral pour construire davantage de VE au Canada, le prix de ces véhicules était toujours prohibitif pour une large proportion de Canadiens et qu'il restait encore beaucoup à faire pour rendre les VE plus abordables dans l'intérêt des ménages à revenu faible et moyen. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait investir davantage dans la construction d'infrastructures destinées aux VE, notamment de bornes de recharge, et renforcer le réseau électrique pour le préparer à faire face à la demande accrue qu'une utilisation plus généralisée de VE risquait d'occasionner. Si la plupart des participants estimaient que les investissements du gouvernement fédéral destinés à la fabrication de VE auraient des retombées économiques positives, certains d'entre eux s'inquiétaient de l'impact négatif potentiel que pourrait avoir cette approche sur l'environnement. Au nombre des préoccupations particulières exprimées par les participants figuraient les éventuels dommages environnementaux occasionnés par l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication de batteries de VE, ainsi que problématiques associées au recyclage de ces batteries.

Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses efforts pour soutenir le secteur des énergies propres, le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie, la plupart des participants se sont dit incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les activités du gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation objective. Parmi les quelques participants ayant déclaré que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains estimaient que les investissements consacrés aux énergies propres, notamment à l'hydroélectricité, s'étaient avérés efficaces dans leur région et avaient également eu des effets bénéfiques sur l'environnement. Quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment que des projets hydroélectriques (p. ex. des barrages) étaient en cours de planification et considéraient qu'il était important que le gouvernement fédéral continue de financer des projets de ce type.

Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, région de la Mauricie, au Québec)

Trois groupes ont entamé des discussions portant sur l'économie canadienne, en se focalisant sur des enjeux liés au marché de l'emploi et au coût de la vie ainsi que sur les points de vue des participants concernant la gestion économique du gouvernement du Canada.

Au début de leurs discussions, les participants du sud-ouest de l'Ontario et de la région de la Mauricie au Québec ont été invités à décrire l'état actuel de l'économie et à exprimer leur opinion quant à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie concernant sa gestion de l'économie au cours des dernières années. Un nombre à peu près égal de participants estimait que le gouvernement du Canada faisait fausse route à cet égard, comparativement à ceux dont l'opinion était plus incertaine. Aucun participant ne l'estimait sur la bonne voie. Parmi les participants dont les

opinions étaient plus partagées, certains considéraient que si certains secteurs de l'économie, comme le logement et le coût de la vie, étaient devenus de plus en plus inabordables, un certain nombre de ces problèmes (comme le taux d'inflation élevé) se faisaient sentir à l'échelle mondiale et que le gouvernement fédéral faisait de son mieux pour y remédier. Parmi ceux qui pensaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui a trait à sa gestion économique, on estimait que de nombreux ménages à faible et moyen revenu éprouvaient des difficultés à joindre les deux bouts et qu'au lieu de s'améliorer ces problèmes semblaient s'aggraver. Un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par le fait qu'un nombre croissant de Canadiens s'endettaient de plus en plus pour faire face au coût de la vie, tandis que quelques participants craignaient que les gens ne commencent à quitter le Canada si la situation économique ne s'améliorait pas.

À la question complémentaire de savoir s'ils se souvenaient de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement fédéral pour faire face aux problèmes économiques auxquels sont confrontés les Canadiens, les participants de la région de la Mauricie, au Québec, se sont souvenus d'une série de mesures. Au nombre de celles-ci, le versement unique d'un remboursement pour l'épicerie aux Canadiens admissibles, l'initiative visant à fournir du financement supplémentaire aux collectivités s'engageant à éliminer les formalités administratives et à accélérer la construction de nouveaux logements en vertu du Fonds pour accélérer la construction de logements, et les soutiens financiers fournis durant la pandémie de COVID-19, dont la Prestation canadienne d'urgence (PCU). En discutant de mesures supplémentaires que devrait, à leur avis, prendre le gouvernement du Canada relativement à l'économie, les participants ont suggéré des mesures comme l'octroi d'un soutien financier accru aux ménages à faible revenu, l'adoption de mesures supplémentaires pour accélérer la construction de nouveaux logements (y compris pour des groupes vulnérables comme celui des personnes âgées), ainsi qu'une focalisation accrue sur des mesures visant à moderniser les technologies employées dans les usines canadiennes.

Emploi (sud-ouest de l'Ontario)

Les participants du sud-ouest de l'Ontario ont été invités à répondre à une série de questions relatives au marché de l'emploi au sein de leurs communautés respectives et à leurs attentes quant à l'avenir du marché de l'emploi canadien au cours des cinq à dix prochaines années. Invités à énumérer les secteurs d'activité les plus importants dans leur région, les participants ont mentionné les secteurs de la construction automobile, de l'agriculture et des transports. Un certain nombre de personnes résidant à London ou dans les environs a cité le centre de traitement d'Amazon ainsi que l'usine de fabrication de cellules de batteries pour véhicules électriques (EV) en cours de construction à St Thomas comme étant d'importants employeurs dans la région. En discutant des potentiels enjeux économiques dans leur région, certains participants ont exprimé des doutes quant à la viabilité future de la production agricole locale. On estimait que de nombreuses petites exploitations agricoles éprouvaient actuellement des difficultés financières et qu'elles étaient confrontées à des défis liés aux effets du changement climatique et à l'impact négatif de ce dernier sur le rendement des cultures.

À la question de savoir quels secteurs d'activité seraient à l'avenir privilégiés au sein de l'économie canadienne, la plupart des répondants estimaient que les secteurs de l'agriculture et l'industrie des

produits de l'automobile continueraient d'occuper une place prépondérante dans l'économie. On était également d'avis qu'une croissance significative serait probablement observée dans le secteur de la construction, certains participants ayant le sentiment que la construction d'un plus grand nombre de logements résidentiels constituait une priorité urgente pour des municipalités comme celles de London.

En se focalisant tout particulièrement sur l'emploi, les participants estimant que le marché de l'emploi s'orientait présentement dans la bonne direction étaient aussi nombreux que ceux dont les avis étaient plus partagés. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, bien qu'il y ait actuellement un grand nombre d'offres d'emploi dans leur région, la plupart des candidats ne possédaient pas les compétences ou l'expérience requises pour accéder à ces postes. À la question de savoir si le marché de l'emploi allait, à leur avis, s'améliorer, se détériorer ou demeurer inchangé, plusieurs participants estimaient qu'il allait probablement s'améliorer, tandis que d'autres s'attendaient à une diminution éventuelle du nombre d'emplois dans certains secteurs, comme ceux qui dépendent d'énergies non renouvelables. En discutant des compétences qui, selon eux, seront recherchées au cours de la prochaine décennie, les participants ont cité des domaines comme ceux des soins de santé, des technologies de l'information, du développement de logiciels et de l'intelligence artificielle (IA). Si la plupart d'entre eux avaient bon espoir de pouvoir continuer à avoir un bon emploi dans les années à venir, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'ils devraient probablement faire des études ou suivre des formations supplémentaires pour obtenir un emploi dans un domaine recherché.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne ou la mauvaise voie quant aux efforts qu'il déploie pour s'assurer que les travailleurs reçoivent la formation dont ils ont besoin pour demeurer concurrentiels sur le marché du travail, tous se sont dit incertains, et la plupart d'entre eux ont indiqué ne pas en savoir assez sur cette question pour pouvoir fournir une évaluation adéquate. En outre, la quasi-totalité des participants s'est dite incertaine lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en matière de création d'emplois de qualité pour les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce dernier devait en faire davantage pour promouvoir les aides et les subventions à l'éducation et à la formation professionnelle mises à disposition des Canadiens, estimant que bon nombre d'entre eux n'étaient pas au courant de l'existence de ces programmes.

Coût de la vie pour les parents (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])

Les participants du groupe composé de parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits en garderie ou qui sont à la recherche d'une place en garderie pour leur(s) enfant(s) ont pris part à une discussion portant sur le coût de la vie et l'impact actuel de ce dernier sur les familles comprenant des enfants en bas âge. À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement fédéral en matière d'économie, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait actuellement fausse route. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que de nombreux ménages étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés au coût élevé de la vie, à la pénurie de logements abordables et à l'accroissement de leur endettement. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que les

dépenses fédérales, perçues comme étant élevées, avaient eu pour effet d'exacerber davantage ces difficultés. Parmi le petit nombre de participants estimant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains considéraient qu'il avait apporté un soutien efficace aux personnes confrontées à des difficultés financières, notamment en mettant en place des programmes comme le Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et en fournissant une aide financière lors de la pandémie de COVID-19 dans le cadre d'initiatives comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Lorsqu'on leur a demandé quels étaient les problèmes économiques qui les préoccupaient le plus en tant que parents, bon nombre d'entre eux ont mentionné des problèmes liés à l'inflation et au coût élevé des produits de première nécessité, notamment des produits d'épicerie, des vêtements et de l'essence, ainsi qu'aux frais de scolarité de plus en plus élevés (dont le coût des soutiens éducatifs et notamment des tuteurs ainsi qu'à la constitution d'une épargne en prévision des études postsecondaires de leurs enfants). Les participants étant d'avis que le gouvernement du Canada comprenait les difficultés auxquelles font face les parents étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui disaient croire que le gouvernement fédéral était conscient de ces problèmes, on estimait que même s'il prenait des dispositions pour s'y attaquer, ces mesures n'avaient jusqu'à présent permis de réaliser que peu de progrès tangibles. Pour ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada ne les comprenait pas, on était d'avis que de nombreux fonctionnaires fédéraux n'avaient aucune expérience de première main pour gérer ces questions et, par conséquent, ne comprenaient pas l'ampleur et la portée de ces problèmes ou ne savaient pas comment les résoudre.

En fournissant des exemples de domaines de leur vie étant devenus moins abordables au cours des dernières années, beaucoup ont réitéré le coût élevé des produits d'épicerie et les difficultés croissantes auxquelles ils sont confrontés pour procurer une alimentation saine et nutritive à leur famille. Parmi les autres domaines mentionnés figuraient le coût des soins de la vue et les lunettes pour leurs enfants, le coût du lait maternisé perçu comme étant élevé pour les nourrissons ainsi que les difficultés liées à l'accès à des activités récréatives et parascolaires abordables. Plusieurs participants ont indiqué avoir pris plusieurs mesures pour faire face au coût actuellement élevé de la vie, dont la recherche active de soldes, l'achat de produits d'épicerie et de vêtements dont la marque est moins bien connue ainsi que la limitation des repas au restaurant et des voyages.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de politiques, de programmes, de services ou de prestations du gouvernement du Canada destinés à venir en aide aux parents, les participants se sont souvenus d'une série de mesures et d'initiatives. Outre le RCSD, au nombre des programmes mentionnés figuraient l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), l'établissement d'accords avec les provinces et territoires pour réduire le coût des services de garde d'enfants à un prix moyen de 10 dollars par jour et par enfant, des initiatives visant à soutenir les acheteurs d'une première propriété, dont le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), et l'indexation des prestations fédérales sur le taux d'inflation. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'initiatives précises, tous les participants ont déclaré connaître l'ACE et la plupart d'entre eux avaient entendu parler de la création de la Prestation dentaire canadienne (PDC). Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les renseignements suivants :

L'Allocation canadienne pour enfants est un programme de soutien du revenu destiné aux familles canadiennes. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable aux familles canadiennes admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée au taux d'inflation.

Le gouvernement du Canada a mis en place la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les frais dentaires de familles admissibles dont le revenu annuel est inférieur à 90 000 \$.

Tous les participants ont réagi positivement à ces renseignements et bon nombre d'entre eux ont déclaré que ces prestations étaient très utiles aux familles canadiennes, y compris la leur. La plupart des participants étaient toutefois d'avis qu'à elles seules, ces initiatives ne suffiraient pas à remédier aux problèmes liés à l'abordabilité et au coût élevé de la vie, estimant que le gouvernement du Canada devait à l'avenir prendre des mesures plus urgentes pour venir en aide aux familles.

Logement (sud-ouest de l'Ontario, résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Les discussions des participants des deux groupes basés en Ontario se sont focalisées sur les mesures que prenait le gouvernement pour rendre le logement plus abordable, tandis que les participants résidant dans l'île de Vancouver ont discuté de la situation du logement au sein de leur propre collectivité ainsi que d'une récente initiative conjointe fédérale-provinciale visant à construire plus de logements partout en Colombie-Britannique (C.-B.).

Mesures pour rendre le logement plus abordable (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Deux groupes ont entamé des discussions portant sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec le logement, les participants se sont souvenus d'un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient l'élimination de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux immeubles locatifs, l'octroi d'un financement accru en vertu du Fonds pour accélérer la construction de logements afin d'aider les municipalités à construire de nouveaux logements, la mise en œuvre de programmes comme le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) ainsi que l'adoption de mesures comme l'interdiction temporaire d'achat d'immeubles résidentiels par des non-

Canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné la récente initiative visant à plafonner le nombre de permis d'études délivrés aux étudiants étrangers en 2024, estimant que cette mesure avait en partie pour but de réduire la demande de logements.

À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en entendant l'expression « stimuler la construction de logements », la plupart des participants ont répondu qu'elle sous-entendait la construction d'un plus grand nombre de logements abordables au sein des collectivités canadiennes. Plusieurs d'entre eux associaient cette expression à des actions visant à réduire ou à supprimer les règlements de zonage municipaux déterminant où et quels types de logements les collectivités peuvent construire. Quelques participants étaient également d'avis que « stimuler la construction de logements » sous-entendait d'aider les Canadiens à accéder au marché du logement en leur facilitant l'obtention d'un prêt hypothécaire et en réduisant les taux d'intérêt sur les prêts au logement. En discutant de mesures précises qui pourraient être prises à cet égard, les participants estimaient que les municipalités devaient envisager d'ajuster les exigences relatives au zonage pour permettre une plus grande densification, de rationaliser le processus d'octroi des permis de construction et s'efforcer de convertir les espaces de bureaux et de vente au détail inutilisés en logements résidentiels. Tous les participants estimaient que « stimuler la construction de logements » commençait dès les premières étapes de la planification du processus de construction. On était d'avis que ce terme englobait des priorités comme le fait de s'assurer que les nouveaux développements étaient financièrement viables, que les logements construits seraient à la portée des Canadiens à revenu faible ou moyen et que les exigences en matière de zonage n'empêcheraient pas la mise en œuvre d'un plus grand nombre de projets de construction multi résidentielle (plutôt que de logements unifamiliaux). Tout en appuyant les initiatives visant à construire davantage de logements, certains participants ont dit craindre qu'une réduction des exigences en matière de zonage et qu'une accélération du rythme de construction des logements incitent les promoteurs à accorder moins d'attention aux normes de sécurité des bâtiments et conduisent à la construction de logements de moins bonne qualité.

En discutant de l'efficacité des mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement pour stimuler la construction de logements, plusieurs participants avaient le sentiment que peu de progrès avaient été réalisés à cet égard et que l'offre de logements au sein de leur collectivité n'avait pour ainsi dire pas changé. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'efficacité de ces mesures dépendrait de la coopération des gouvernements provinciaux et municipaux et que dans l'intérêt des Canadiens, un effort concerté était nécessaire de la part de tous les niveaux de gouvernement pour rendre le logement plus abordable.

Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants du groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver ont entamé une brève conversation portant sur la situation du logement au sein de leur collectivité et sur les mesures pouvant être prises pour accroître l'offre de logements. Tous ont décrit la situation actuelle du logement comme étant très difficile, un certain nombre d'entre eux estimant que le logement était devenu excessivement cher au cours des dernières années et que peu d'options sûres et abordables étaient offertes. On était d'avis que pour les étudiants, perçus comme ayant généralement moins de

revenus à consacrer au logement que d'autres cohortes de la société, il était particulièrement difficile de se loger.

Si un petit nombre de participants avaient le sentiment que le niveau de financement du gouvernement fédéral pour la construction de nouveaux projets de logement avait récemment augmenté et qu'il accordait des aides aux locataires à faible revenu (comme le supplément unique de 500 dollars à l'Allocation canadienne pour le logement), peu d'entre eux se souvenaient d'initiatives précises en ce sens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler d'une collaboration entre les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique pour construire davantage de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique ont conclu, dans le cadre de l'initiative BC Builds, un partenariat dans le but de remédier aux coûts élevés des projets d'habitation. Ce programme vise à construire des milliers de logements locatifs abordables en offrant plus de 4 milliards de dollars de financement à faible coût destiné à des projets de construction.

Si quelques participants estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, la plupart d'entre eux ne pensaient pas que cette mesure puisse avoir un impact significatif sur la situation du logement. Parmi ces derniers, il était généralement admis que tant que les problèmes d'accès à des logements abordables ne seraient pas résolus, le logement resterait hors de portée pour de nombreux Canadiens à faible ou moyen revenu. À la question de savoir quelles étaient les mesures qu'ils souhaiteraient que prenne le gouvernement fédéral à cet égard, les participants ont suggéré l'application de règlements plus stricts quant aux montants de loyer ou d'augmentation de loyer que peuvent exiger les propriétaires, l'application de sanctions financières plus lourdes aux propriétaires qui laissent leurs logements inoccupés et l'octroi d'un soutien financier plus important aux Canadiens qui peinent à faire face au coût du logement au sein de leur collectivité.

Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une conversation sur le budget annuel du gouvernement fédéral, dont le dépôt était prévu le 16 avril 2024. À la question de savoir comment ils qualifiaient la performance globale de l'économie canadienne, tous les participants avaient l'impression que cette dernière était confrontée à des difficultés considérables et un grand nombre d'entre eux ont exprimé des préoccupations relatives à des enjeux comme l'inflation, le coût de la vie qu'ils percevaient comme étant élevé et ce qu'ils considéraient comme étant une offre insuffisante d'emplois bien rémunérés à l'intention des Canadiens. Bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage s'attacher à réduire le coût de la vie, à augmenter les salaires et à créer un plus grand nombre d'emplois à temps plein dans des secteurs émergents comme la production d'énergies renouvelables. Plusieurs d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait en faire plus pour augmenter la production et

la fabrication internes au Canada, un certain nombre d'entre eux estimant que l'économie canadienne était trop tributaire de l'importation de biens d'autres pays.

Les participants se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de potentielles priorités dont devrait prendre en compte le gouvernement fédéral dans son prochain budget et ont été invités à choisir ceux qui, selon eux, contribueraient le plus à améliorer la vie des Canadiens. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *Abordabilité du logement/coût de la vie;*
- *Soutenir la classe moyenne;*
- *Ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne;*
- *Accroître l'offre de logements;*
- *Accroître l'offre de bonnes carrières;*
- *Favoriser une croissance économique à long terme par le biais d'investissements dans les technologies et les énergies propres;*
- *Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite;*
- *Assurer la pérennité des prestations de vieillesse;*
- *Lutter contre le changement climatique;*
- *Assurer la saine gestion d'un plan responsable en matière de dépenses publiques;*
- *Améliorer le système de soins de santé;*
- *Augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés.*

La priorité consistant à rendre abordable la vie des Canadiens et à remédier au problème de l'augmentation du coût de la vie a reçu le soutien le plus important de la part des participants. On estimait qu'il s'agissait de l'un des défis les plus fondamentaux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens et qu'en s'attaquant à ce problème, on aiderait probablement un maximum de personnes. Un grand nombre de participants ont choisi l'objectif visant à atteindre une croissance économique à long terme par le biais d'investissements dans les technologies et les énergies propres. Parmi ces participants, on estimait qu'une telle initiative aurait pour effet de stimuler l'économie canadienne, de rendre son secteur énergétique plus résilient et d'harmoniser la production d'énergie au Canada à ce que l'on considérait comme étant une tendance mondiale croissante en faveur des énergies renouvelables. Plusieurs participants ont également choisi l'initiative consistant à améliorer le système de soins de santé. De l'avis général, un nombre croissant de Canadiens sont confrontés à des difficultés liées à l'impossibilité d'accéder à un médecin de famille au sein de leur collectivité, aux longs délais d'attente avant de pouvoir obtenir des soins d'urgence et primaires, et à ce qui était considéré comme étant une pénurie croissante de professionnels de la santé, et notamment de médecins et d'infirmières. Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à offrir davantage de possibilités de carrières durables et bien rémunérées, à soutenir la classe moyenne, à ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne, à maintenir une politique responsable en matière de dépenses publiques, ainsi qu'à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés. Aucun d'entre eux n'a choisi les mesures visant à augmenter l'offre de logements, à fournir une aide à l'épargne-retraite, à assurer la pérennité des prestations destinées aux personnes âgées ou à la lutte contre le changement climatique.



Les participants se sont ensuite vu présenter des phrases ou des termes particuliers tirés de cette liste d'éventuelles priorités budgétaires et ont été invités à faire part de ce qui leur venait à l'esprit en les entendant. Lorsqu'on leur a demandé ce que le terme « Canadiens les plus fortunés » évoquait dans leur esprit, les participants ont indiqué qu'il désignait des particuliers comme les propriétaires de grandes entreprises, les promoteurs immobiliers, les personnes possédant d'importants portefeuilles d'investissement ainsi que les familles dont le patrimoine est transmis d'une génération à l'autre. À la question de savoir à combien ils estimaient le revenu annuel moyen des Canadiens les plus fortunés, les participants ont avancé des estimations allant de 150 000 dollars à plus de 10 millions de dollars par année. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que la richesse était un terme quelque peu subjectif et que le statut de « fortuné » pouvait varier en fonction de l'endroit où l'on résidait au pays.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient faire partie de la *classe moyenne*, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. En décrivant ce que signifiait pour eux « appartenir à la classe moyenne », certains participants considéraient que cela renvoyait à un mode de vie selon lequel on n'était pas contraint de vivre d'un chèque de paie à l'autre et permettant de disposer d'un solde suffisant à la fin de chaque mois pouvant être consacré à l'épargne ou à des dépenses discrétionnaires. Un certain nombre de participants avaient toutefois le sentiment que de nombreux ménages de la classe moyenne peinaient également à faire face au coût actuel de la vie et que ce terme n'était plus synonyme d'aisance financière.

À la question de savoir ce que signifiait, selon eux, l'expression « ouvrir des voies vers la classe moyenne », la plupart des participants étaient d'avis que cela impliquait des mesures visant à faciliter l'accès des particuliers à la formation et à l'éducation dont ils ont besoin pour obtenir un emploi bien rémunéré, ainsi qu'à créer un plus grand nombre de possibilités d'emploi dans l'intérêt des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux estimaient que cette expression pouvait également sous-entendre toute initiative visant à offrir davantage de possibilités à certains segments de la population (notamment les personnes handicapées) pouvant être confrontés à des obstacles supplémentaires pour rejoindre la classe moyenne. Tous les participants considéraient comme médiocre la performance actuelle du gouvernement fédéral pour ce qui est de venir en aide à la classe moyenne. À la question de savoir quelles mesures devraient être prises à cet égard, les participants étaient d'avis qu'il fallait davantage s'attacher à rendre la vie des Canadiens plus abordable, à veiller à ce qu'ils aient tous accès à un nombre suffisant de logements et à faciliter leur accès à une éducation et à une formation professionnelle sans qu'ils aient à contracter de lourdes dettes.

À la question de savoir s'ils considéraient que « bon emploi » était synonyme de « bonne carrière », la plupart d'entre eux ont répondu que ces deux termes étaient liés, mais que certaines différences les distinguaient. Les participants estimaient que, dans l'ensemble, une bonne carrière sous-entendait un parcours professionnel dans lequel on avait la possibilité d'évoluer, de progresser et de travailler à plus long terme. En revanche, un bon emploi désignait un emploi vraisemblablement bien rémunéré et agréable, mais qui ne correspondait pas nécessairement au type de travail que l'on souhaitait faire à long terme.

En discutant de ce qui leur venait à l'esprit en entendant les termes « technologies propres » et « énergies propres », les participants ont mentionné des technologies comme celles de la capture du

carbone, du développement de sources d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydroélectrique), des innovations liées à la production d'énergie nucléaire et les nouvelles technologies comme celles des véhicules électriques (VE). Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait accroître ses investissements dans le domaine des technologies et des énergies propres, bon nombre d'entre eux estimant que cette approche présentait des avantages à la fois économiques et environnementaux. Les participants ont réaffirmé que le secteur des technologies et des énergies propres gagnerait en importance dans les années à venir et permettrait probablement de créer un grand nombre de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises au Canada. On estimait qu'en réalisant ces investissements dès maintenant, le gouvernement du Canada pourrait faire figure de leader mondial dans ces domaines.

Soins de santé (résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Les participants du groupe composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont entamé une discussion sur le système de soins de santé ainsi que sur un plan récemment annoncé par le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer la prestation des soins de santé dans la province. Tous les participants ont mentionné les soins de santé comme constituant une priorité majeure avant de participer à cette discussion. Invités à décrire l'état actuel du système de santé au Canada, si bon nombre de participants avaient le sentiment que les soins de santé étaient demeurés relativement abordables et accessibles pour la plupart des Canadiens, un certain nombre d'entre eux ont fait part de préoccupations relatives aux problèmes affectant actuellement le système de soins de santé dans leur région. Au nombre de ces problèmes figuraient la fermeture de salles d'urgence dans certaines collectivités, les longs délais d'attente avant de pouvoir bénéficier de soins d'urgence et de soins primaires, le manque de lits dans les hôpitaux, la perception d'une pénurie généralisée de médecins et d'infirmières ainsi que des difficultés à obtenir des rendez-vous ou des interventions auprès de spécialistes. Les participants se sont également dit préoccupés par l'implication croissante d'entreprises privées dans le secteur des soins de santé en Ontario. On estimait que si on laissait cette tendance se poursuivre, elle conduirait à terme à un appauvrissement du système public de soins de santé au Canada. Quelques-uns d'entre eux ont également dit craindre que des médecins et d'autres professionnels de la santé quittent le Canada afin de gagner des salaires plus élevés et d'obtenir des conditions de travail plus favorables dans des pays comme les États-Unis (É.-U.).

Décrivant leurs propres expériences en matière d'accès à des services de soins de santé, bon nombre de participants ont déclaré avoir été personnellement confrontés à de longs temps d'attente et à un engorgement des salles d'urgence et des cliniques sans rendez-vous. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le système de soins de santé était devenu trop complexe, se souvenant de cas où ils avaient dû consulter plusieurs médecins différents avant de pouvoir obtenir un rendez-vous avec un spécialiste. À la question de savoir quel était, selon eux, le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous les participants avaient le sentiment qu'il consistait principalement à fournir des fonds aux provinces et aux territoires pour les aider à fournir des soins de santé dans leurs domaines de compétence. Tous estimaient que des changements majeurs seraient cependant nécessaires pour maintenir le niveau actuel des soins et pour remédier aux problèmes qu'ils avaient précédemment définis.

À la question de savoir quel était, selon eux, le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous les participants avaient le sentiment qu'il consistait principalement à fournir du financement aux provinces et aux territoires pour les aider à offrir des soins de santé dans leurs domaines de compétence. Quelques-uns d'entre eux ont dit croire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour fixer des normes nationales que les provinces et les territoires devraient respecter pour s'assurer que tous les Canadiens bénéficient de soins de santé suffisants. À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait à leur avis conscience des enjeux liés aux soins de santé qui les préoccupaient le plus, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Toutefois, très peu d'entre eux estimaient que des mesures suffisantes avaient été prises pour répondre à ces préoccupations. Seuls quelques participants ont indiqué avoir récemment vu, lu ou entendu parler de mesures que le gouvernement fédéral avait prises dans le domaine des soins de santé. Parmi ceux-ci, on disait croire que des accords avaient été conclus entre le gouvernement du Canada et les provinces et territoires pour augmenter le financement des soins de santé, à condition d'allouer ces fonds supplémentaires à certains domaines prioritaires. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont récemment annoncé un nouvel accord de 3,1 milliards de dollars pour améliorer les soins de santé en Ontario. En vertu de cet accord, l'Ontario octroiera des fonds fédéraux en matière de soins de santé afin d'améliorer l'accès à des médecins de famille, de réduire les temps d'attente et d'embaucher davantage de travailleurs de la santé.

La plupart d'entre eux ont réagi positivement à cette information, estimant que ces investissements contribueraient à résoudre les problèmes liés à la pénurie de travailleurs de la santé, aux longs délais d'attente et à l'accès limité à des médecins de famille. Les participants se sont ensuite vu présenter de l'information portant sur les objectifs précis de ce plan :

- *Augmenter les effectifs dans le secteur des soins de santé en créant de nouveaux postes de médecins, d'infirmières et de personnel de soutien, et en augmentant le nombre d'inscriptions à des formations dans le domaine de la santé.*
- *Améliorer l'accès à des soins primaires en créant des équipes de médecins de famille, d'infirmières praticiennes et d'autres professionnels de la santé, en particulier dans des zones mal desservies.*



- *Réduire les temps d'attente et les arriérés d'opérations chirurgicales en augmentant le nombre de professionnels de la santé et en améliorant l'accès aux soins.*
- *Faciliter l'exercice des professionnels de la santé en Ontario en supprimant les obstacles à la reconnaissance des titres de compétence étrangers et en simplifiant les procédures de délivrance des permis.*
- *Améliorer la gestion et l'échange d'informations en matière de santé;*
- *Renforcer le soutien en matière de santé mentale en créant des carrefours bien-être pour les jeunes et en adoptant des mesures visant à élargir les programmes de psychothérapie.*

Cette information a suscité des réactions diverses de la part des participants. Si certains d'entre eux ont parlé en termes positifs des mesures visant à supprimer les obstacles à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, à renforcer les mesures de soutien en matière de santé mentale et à accroître le personnel de santé, d'autres ont exprimé des doutes quant à la faisabilité de ces objectifs. Les participants estimaient que des problèmes comme la pénurie de travailleurs de la santé et les longs délais d'attente constituaient des préoccupations de longue date et qu'il serait probablement difficile de les résoudre dans un court laps de temps.

Ces derniers se sont ensuite livrés à un exercice consistant à choisir laquelle de ces deux priorités contribuerait le plus, selon eux, à améliorer les soins de santé dans leur région. L'initiative visant à améliorer l'accès à des soins primaires a reçu le plus haut niveau d'appui de la part des participants. On estimait qu'en priorisant cet aspect du système de soins de santé, on aiderait le plus grand nombre de personnes et on pourrait également apporter des améliorations à d'autres composantes du système de soins de santé. Bon nombre de participants ont également choisi comme priorités importantes d'augmenter la main-d'œuvre dans le domaine des soins de santé et de réduire les temps d'attente et les arriérés. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que ces deux priorités étaient étroitement liées et étaient d'avis que le moyen le plus efficace de réduire les temps d'attente et les arriérés serait d'augmenter le nombre de médecins et d'autres travailleurs de la santé. Seul un petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à renforcer les soutiens en matière de santé mentale, à permettre aux professionnels de la santé d'exercer plus facilement en Ontario et à améliorer la gestion de l'information portant sur des questions de santé.

Interrogés à savoir s'ils s'attendaient à ce que ce plan ait un impact majeur, mineur ou aucun impact pour ce qui est d'améliorer la qualité des soins de santé en Ontario, la quasi-totalité des répondants était d'avis qu'il n'aurait qu'un impact mineur. Si tous les participants se sont déclarés favorables à ce plan du gouvernement canadien, la plupart d'entre eux estimaient que son succès dépendrait essentiellement de sa mise en œuvre et de l'efficacité avec laquelle les gouvernements provinciaux et territoriaux alloueraient ces ressources supplémentaires à l'avenir.

Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie)

Un groupe, composé de participants de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, a entamé une discussion portant sur les mesures récemment adoptées par le gouvernement du Canada pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants. Le nombre de participants ayant déclaré être à la recherche d'une place en garderie était légèrement plus élevé que celui des participants ayant déjà inscrit leurs enfants dans un programme de garde d'enfants. À la question de savoir à combien s'élevaient leurs frais de garde (ou à combien ils estimaient qu'ils s'élèveraient), les participants ont fourni des réponses variant de 350 \$ à plus de 1 100 \$ par mois. Tous ceux d'entre eux qui avaient des enfants inscrits dans une garderie ont indiqué que cela représentait une part importante du budget mensuel de leur ménage, un certain nombre d'entre eux estimant qu'ils payaient plus pour ces services chaque mois que pour d'autres dépenses importantes comme les dépenses d'épicerie ou les mensualités de leur véhicule.

Tous les participants estimaient que l'abordabilité et la disponibilité des services de garde d'enfants constituaient à l'heure actuelle les défis les plus importants en matière de garde d'enfants. Un grand nombre de ceux qui avaient obtenu une place en garderie (ainsi que ceux qui en cherchaient encore une) ont décrit le processus comme étant très ardu, un certain nombre d'entre eux déclarant avoir été maintenus sur des listes d'attente pendant plus d'un an dans certaines garderies. Quelques-uns d'entre eux n'avaient pas pu trouver de services de garde d'enfants à temps plein et s'étaient inscrits à un programme à temps partiel, ce qui les obligeait à concilier leurs horaires de travail et les soins à apporter à leurs enfants. Si un plus petit nombre d'entre eux ont déclaré qu'il leur avait été relativement facile d'obtenir des services de garde, dans la plupart des cas, ces participants estimaient que cela était probablement dû au fait qu'ils avaient opté pour une structure privée, plus coûteuse, dans laquelle les places en garderie étaient plus faciles à obtenir.

Bon nombre d'entre eux s'accordaient à dire que la qualité des services de garde d'enfants dans leur région n'était pas à la hauteur de leurs espérances. Plusieurs d'entre eux estimaient que les normes de qualité et de sécurité de nombreuses installations de garde d'enfants s'étaient dégradées au cours des dernières années et que le gouvernement provincial n'avait pas exercé de surveillance adéquate à cet égard. D'autres participants se sont dit préoccupés par les heures d'ouverture des programmes de garde d'enfants locaux, estimant que bon nombre des garderies qui avaient d'abord réduit leurs heures d'ouverture pendant la pandémie de COVID-19 avaient depuis lors rendu ces changements permanents, ce qui compliquait de plus en plus la tâche des parents devant concilier engagements professionnels et responsabilités parentales.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec la garde d'enfants, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante :



Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et les territoires afin de réduire le coût des services de garde d'enfants à un taux moyen de 10 \$ par jour et de créer 250 000 places en garderie dans tout le pays d'ici 2025-2026. En Ontario, les frais moyens encourus par les parents pour des services de garde réglementés et financés destinés à des enfants de moins de 6 ans ont été réduits de 50 % depuis décembre 2022. Cet accord permettra aux familles ontariennes de bénéficier de services de garde d'enfants à un coût moyen de 10 dollars par jour d'ici à la fin du mois de mars 2026.

Si tous les participants ont positivement réagi à cette information, bon nombre d'entre eux doutaient toutefois de la capacité du gouvernement du Canada à pleinement mettre en œuvre cette initiative d'ici à 2026, estimant que ce délai était trop court pour ce programme qu'ils jugeaient complexe et d'envergure. Un certain nombre d'entre eux craignaient également que cette mesure entraîne une augmentation de l'impôt payé par les Canadiens. En abordant plus particulièrement les aspects positifs de ce programme, certains participants estimaient que ces mesures permettraient aux parents (et aux mères en particulier) de réintégrer le marché du travail et de générer des revenus supplémentaires pour leur famille. Si bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ce programme ait un impact positif sur les familles comprenant de jeunes enfants, la plupart des participants estimaient que leurs propres enfants étaient trop âgés pour pouvoir pleinement bénéficier de cette initiative.

Tous étaient d'avis que les investissements visant à réduire le coût des services de garde d'enfants constituaient une mesure importante que le gouvernement du Canada devait prendre dans le cadre de ses efforts visant à rendre le coût de la vie plus abordable. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût élevé des services de garde d'enfants, il était devenu difficile d'économiser de l'argent ou d'en consacrer à d'autres aspects de leur vie. De l'avis général, cette approche aurait un impact positif sur l'économie et conduirait à la création d'emplois dans le secteur de l'éducation de la petite enfance (EPE). Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait faire davantage pour augmenter les salaires des travailleurs en garderie, estimant que ces personnes jouaient un rôle extrêmement important et qu'une augmentation des salaires inciterait probablement davantage de personnes talentueuses à poursuivre une carrière dans ce secteur. Un petit nombre de participants estimait que le gouvernement fédéral devait assumer un rôle plus actif dans la prestation de services de garde d'enfants et ouvrir ses propres garderies administrées par l'État. On estimait que cela contribuerait probablement à rendre les services de garde d'enfants plus abordables et plus accessibles au Canada.

Perspectives en matière d'énergie

(Albertains préoccupés par le réseau énergétique)

Les participants résidant en Alberta ont entamé une discussion portant sur la production d'énergie, le secteur pétrolier et gazier ainsi que sur leurs préoccupations relatives au réseau électrique de leur province. Dans un premier temps, on a demandé aux participants dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier était, selon eux, important pour l'économie albertaine. Tous estimaient que le pétrole et le gaz constituaient des éléments importants de l'économie de leur province, et bon nombre d'entre eux ont décrit ce secteur comme étant le principal moteur économique de l'Alberta depuis de

nombreuses décennies. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le secteur pétrolier et gazier avait injustement fait l'objet de critiques concernant ses effets néfastes sur l'environnement et estimaient que les normes de production de l'Alberta dans ce domaine comptaient parmi les plus propres au monde. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que le pétrole et le gaz continueraient de jouer un rôle important sur le plan économique dans les années à venir, plusieurs étaient d'avis qu'il fallait faire davantage pour que l'économie et le réseau énergétique albertains intègrent à l'avenir davantage de sources d'énergies renouvelables à leurs activités. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'une transition vers des énergies renouvelables serait essentielle à la santé économique future de la province. On estimait en outre que le gouvernement albertain devait à l'avenir avoir pour principal objectif de développer une économie plus diversifiée en dehors du secteur de l'énergie. En discutant des secteurs d'activité qui, selon eux, seraient les plus déterminants pour l'avenir de l'économie albertaine, les participants ont mentionné la production d'énergies renouvelables (dont l'énergie solaire, éolienne et nucléaire), les technologies de l'information, l'agriculture, la sylviculture et le tourisme.

Décrivant ce qui leur venait à l'esprit en entendant l'expression « emplois durables », un certain nombre d'entre eux pensaient qu'il s'agissait d'emplois ne dépendant pas de la consommation de ressources non renouvelables. En ce qui a trait au secteur de l'énergie propre, la plupart des répondants estimaient que les emplois liés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation d'infrastructures d'énergie propre seraient probablement les plus susceptibles d'être durables. Lorsqu'on leur a demandé si la création d'emplois durables dans le secteur de l'énergie propre serait bénéfique pour l'économie albertaine, les participants ont exprimé des opinions diverses et variées. Si certains étaient d'avis que cette mesure aurait un impact positif sur l'économie provinciale et contribuerait à accroître la résilience du réseau électrique, un nombre à peu près égal de participants ont dit douter que suffisamment d'emplois soient créés dans le secteur des énergies propres pour répondre aux besoins du grand nombre d'Albertains travaillant actuellement dans le secteur pétrolier et gazier. Ces participants estimaient que la majorité des emplois créés dans ce secteur seraient principalement axés sur la construction de nouvelles infrastructures et que bon nombre de ces emplois disparaîtraient une fois ces projets réalisés. Quelques-uns d'entre eux ont également indiqué douter que des sources renouvelables comme les énergies éolienne et solaire suffisent à répondre aux besoins énergétiques des Albertains, en particulier pendant les mois d'hiver les plus froids.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connu des conditions de froid extrême au cours des derniers mois dans leurs collectivités, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant des effets potentiels de ces conditions météorologiques dans leurs collectivités, tous les participants se sont dit préoccupés par le réseau énergétique provincial et se demandaient s'il serait à l'avenir en mesure de résister à des froids extrêmes. Quelques-uns d'entre eux s'inquiétaient également de l'impact que pourraient avoir des températures de plus en plus froides sur les membres de leur collectivité se trouvant en situation d'itinérance et n'ayant pas accès à un refuge sûr et au chaud. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le mois dernier, l'Agence albertaine de gestion des situations d'urgence a émis une alerte d'urgence indiquant que le réseau énergétique de l'Alberta était exposé à un risque élevé de pannes de courant rotatives en raison du froid extrême et de la forte demande en électricité. L'alerte demandait aux



Albertains de limiter leur consommation d'électricité à l'essentiel, en éteignant par exemple les appareils électriques inutiles, en réduisant au minimum l'utilisation d'appareils de chauffage individuel, en cuisinant avec un micro-ondes plutôt qu'avec une cuisinière.

Bon nombre d'entre eux estimaient que des efforts considérables devaient être consentis pour développer les infrastructures énergétiques de la province dans l'objectif d'accroître la capacité de cette dernière à répondre aux besoins énergétiques de sa population grandissante. Plusieurs d'entre eux ont également réaffirmé qu'il fallait privilégier une diversification des sources utilisées pour produire de l'électricité en Alberta, en adoptant une stratégie faisant appel à la fois à des ressources renouvelables et non renouvelables. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les sources d'énergie nucléaire, et notamment les petits réacteurs modulaires (PRM), pourraient s'avérer particulièrement efficaces à cet égard. À la question de savoir si le gouvernement du Canada pouvait faire quelque chose pour accroître la fiabilité du réseau électrique, plusieurs participants estimaient qu'il devait avant tout s'attacher à consacrer davantage de fonds à la construction de nouvelles infrastructures énergétiques. On estimait que cela devrait se faire à la fois en augmentant le financement des gouvernements provinciaux et en offrant un soutien financier aux entreprises privées de ce secteur pour les aider à accroître leur capacité de production énergétique.

Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses efforts pour soutenir le réseau électrique, le gouvernement fédéral était sur la bonne ou la mauvaise voie, de nombreux participants se sont déclarés incertains. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait avant tout d'un domaine de responsabilité provincial et ne savaient pas quel était le degré d'implication du gouvernement du Canada dans ce dossier. Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral investissait dans les énergies et les technologies propres afin de contribuer à la réduction des émissions, les participants ont été interrogés sur la signification de ces termes. Pour la plupart d'entre eux, les termes « énergie propre » et « technologie propre » désignaient les sources d'énergie et les technologies à base d'énergies renouvelables et favorisant une plus grande stabilité environnementale à long terme. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Cette approche pourrait comprendre des investissements dans la construction de réseaux électriques alimentés par des sources d'énergie propres (éolienne, solaire et hydroélectrique) et l'offre d'incitatifs à l'adoption et à la fabrication de technologies propres (dont des panneaux solaires et des éoliennes), pour n'en nommer que quelques-unes.

Si tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devait investir dans les énergies et les technologies propres, plusieurs d'entre eux ont réaffirmé qu'un soutien devait être apporté au secteur pétrolier et gazier et étaient d'avis que pour répondre aux besoins énergétiques de la population albertaine, les sources d'énergie non renouvelables continueraient à jouer un rôle crucial. En discutant des avantages potentiels que présenterait, selon eux, le fait que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans les technologies et l'électricité propres, les participants étaient d'avis que cette approche contribuerait à diversifier l'économie provinciale, à accroître le nombre de sources d'énergie dont disposent les Albertains et à inscrire la province dans ce qu'ils percevaient comme étant un courant favorable aux énergies renouvelables et à la durabilité. Un certain nombre

d'entre eux estimaient que ces investissements devaient principalement être destinés à des entreprises canadiennes et ne souhaitaient pas que ces dépenses accrues profitent à des concurrents étrangers.

À la question de savoir si une plus grande attention portée aux énergies et aux technologies propres entraînerait plus de risques ou moins de risques de pannes d'électricité, la plupart des participants étaient d'avis que des investissements dans ce domaine renforceraient la capacité du réseau électrique et limiteraient les risques de pannes à grande échelle. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois précisé qu'ils ne pensaient pas qu'un réseau électrique reposant entièrement sur des énergies renouvelables suffise à répondre aux besoins énergétiques des Albertains pendant les mois d'hiver. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce qu'une plus grande attention portée au développement du secteur des énergies propres ait un impact positif sur les travailleurs albertains, un certain nombre de participants étaient d'avis que cela dépendrait en grande partie de la manière dont cette initiative serait mise en œuvre et de l'importance accordée à la création d'emplois à long terme (plutôt que temporaires) et de parcours de carrière dans ce secteur.

Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec)

Les participants de cinq groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et sur les mesures que prend actuellement le gouvernement du Canada pour en atténuer les effets. Dans un premier temps, on a demandé aux participants des groupes basés en Alberta, dans la ville de Québec et dans l'île de Vancouver dans quelle mesure, le changement climatique les préoccupait, le cas échéant. La plupart d'entre eux se sont dit très inquiets, estimant que le changement climatique constituait une menace importante pour les générations actuelles et futures et que ses effets se faisaient sentir de plus en plus fréquemment au fil des ans. Moins inquiet, un petit nombre d'entre eux estimait que si les conditions météorologiques sur Terre étaient probablement en train de changer dans une certaine mesure, cela faisait partie d'un cycle naturel plutôt que d'être une conséquence de l'activité humaine.

En discutant effets potentiels du changement climatique, bon nombre des participants de ces trois groupes étaient d'avis que les variations des régimes météorologiques avaient contribué à ce qu'ils percevaient comme une augmentation de la fréquence de catastrophes naturelles, notamment des feux de forêt, des tempêtes de vent et des inondations de grande ampleur. Un certain nombre d'entre eux ont dit craindre que des conditions météorologiques plus imprévisibles et des températures extrêmes ne finissent par déstabiliser la production alimentaire au Canada, ce qui entraînerait des pénuries de nourriture dans les décennies à venir. Quelques participants craignaient également que le

changement climatique ne provoque une crise de réfugiés dans certaines parties du monde, certaines zones devenant inhabitables en raison des facteurs que sont la sécheresse, la chaleur extrême et l'élévation du niveau de la mer.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par les effets du changement climatique dans leur propre collectivité, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont également répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux se sont dit particulièrement préoccupés par une hausse des températures pouvant entraîner une recrudescence de feux de forêt, ainsi que par d'éventuelles restrictions en eau potable au sein de leur collectivité en raison de précipitations et de chutes de neige qu'ils jugeaient inférieures à la moyenne au cours de ces dernières années. Certains participants se sont également dit préoccupés par les éventuels effets du changement climatique sur le coût de la vie, estimant qu'il pourrait entraîner une hausse du coût des denrées alimentaires et de l'énergie, et contraindre les propriétaires à dépenser davantage pour rénover leurs maisons afin de les rendre plus durables et plus résistantes au changement climatique à l'avenir.

Il a été demandé aux participants des groupes basés dans le sud-ouest de l'Ontario, dans l'île de Vancouver et dans la région de la Mauricie, au Québec, si, dans ces efforts pour lutter contre le changement climatique, le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne ou la mauvaise voie. Ils étaient plus nombreux à estimer qu'il faisait fausse route que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi le petit nombre de participants considérant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains avaient le sentiment que certaines de ces mesures avaient été prises pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, tout en soulignant qu'il s'agissait d'un processus à long terme qui ne pourrait pas être mené à bien rapidement. On estimait qu'en prenant des mesures comme la tarification du carbone et les investissements dans les énergies renouvelables, le gouvernement du Canada faisait de son mieux pour promouvoir une plus grande durabilité au sein des ménages et des entreprises du pays. Parmi les participants qui estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, bon nombre de participants considéraient que les mesures prises par le gouvernement fédéral ne tenaient pas compte de l'urgence du problème et qu'il fallait en faire bien plus pour se préparer aux effets du changement climatique et les atténuer. Quelques-uns d'entre eux estimaient que les mesures prises en ce sens, comme la tarification fédérale du carbone et les mesures incitant les Canadiens à passer aux véhicules électriques (VE), s'étaient avérées relativement inefficaces pour réduire les émissions et avaient également eu pour effet de rendre la vie plus inabordable pour de nombreux ménages.

En discutant de mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, les participants ont suggéré d'investir davantage dans la protection des écosystèmes naturels et de la faune, de rendre les VE plus abordables et d'instituer des initiatives de recyclage plus complètes qui seraient gérées par le gouvernement fédéral.

Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Mauricie, au Québec, ont entamé une brève discussion portant sur l'énergie à base d'hydrogène. Si peu de participants ont déclaré avoir déjà entendu parler de l'hydrogène propre, un petit nombre d'entre eux ont dit croire que des études avaient été menées sur ce type d'énergie à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'électricité propre (l'électricité produite à partir de sources hydroélectriques, éoliennes et solaires) et d'autres sources d'énergies renouvelables peuvent être converties en hydrogène en émettant peu ou pas d'émissions.

Une fois produit, l'hydrogène peut être utilisé comme source d'énergie durable pour une variété de processus industriels, dont la fabrication de l'acier. Elle peut également être convertie en électricité, qui peut ensuite servir à diverses fins, et notamment à alimenter des véhicules, des centrales électriques et des bâtiments.

Si la plupart des participants estimaient que les investissements consacrés à l'énergie à base d'hydrogène pourraient favorablement contribuer à réduire les émissions, un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les éventuelles conséquences d'un recours à cette source d'énergie. Quelques-uns d'entre eux mettaient particulièrement en doute la sûreté de cette approche, d'autant plus qu'ils avaient le sentiment que l'hydrogène était un élément hautement inflammable. À la question de savoir combien d'emplois, le cas échéant, pourraient être créés dans le secteur de l'hydrogène propre, les participants ont avancé des estimations allant de 5 000 à 100 000 nouveaux postes. En discutant des types d'emplois qui pourraient être créés, on s'attendait à ce que ce soit des postes liés à la construction et à l'entretien d'infrastructures liées à l'hydrogène propre, à la gestion et à la sûreté des installations de production d'énergie à base d'hydrogène, et à la poursuite des travaux de recherche liés à ce type d'énergie et à ses possibles applications.

À la question de savoir dans quelle mesure le gouvernement du Canada devait, selon eux, prioriser des investissements dans la production d'énergie à base d'hydrogène plutôt que dans d'autres sources d'énergies renouvelables (solaire, éolienne et hydroélectrique), les participants ont exprimé des points de vue différents. Si certains d'entre eux estimaient que ce type d'énergie devait se voir accorder la même priorité que d'autres sources d'énergies renouvelables, d'autres se disaient préoccupés par les potentielles dépenses liées à cette approche et se demandaient si l'énergie à base d'hydrogène pouvait être produite de manière rentable.

Immigration (ville de Québec)

Les participants de la ville de Québec ont pris part à des discussions portant sur l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de quelconques mesures ou initiatives du gouvernement du Canada à cet égard, plusieurs se souvenaient avoir entendu dire

qu'il avait pris des mesures pour fixer un plafond temporaire sur le nombre de permis d'études d'étudiants étrangers qu'il délivrerait en 2024. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a annoncé la mise en place d'un plafond temporaire de réception des permis d'étude sur une période de deux ans. Le gouvernement du Canada s'attend à ce que le plafond ait pour résultat l'approbation de 364 000 permis d'étude en 2024.

S'il voyait là un pas dans la bonne direction, bon nombre de participants estimaient que le nombre attendu de 364 000 permis d'études en 2024 était encore trop élevé et que ce plafond devait encore être abaissé. Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa gestion du système d'immigration, les participants estimant qu'il était sur la bonne voie étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi les participants considérant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains estimaient que le fort taux d'immigration des dernières années avait eu pour effet d'augmenter le coût de la vie et que cette mesure contribuerait à rendre plus abordable la vie des Canadiens et à réduire la demande dans des domaines clés comme celui du logement. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, les participants se sont dit préoccupés par ce qu'ils percevaient comme étant un manque de collaboration entre les gouvernements du Canada et du Québec en la matière, par les difficultés d'intégration des nouveaux immigrants au sein de la société canadienne et par les problèmes rencontrés par les immigrants pour faire reconnaître leurs titres de compétences et obtenir une autorisation de travailler dans leur domaine de prédilection.

Décrivant les potentiels avantages de l'immigration au Canada, plusieurs participants étaient d'avis que l'arrivée continue de nouveaux immigrants contribuerait à soutenir le marché de l'emploi et favoriserait une augmentation de la productivité économique dans l'ensemble du pays. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il était crucial de maintenir un taux d'immigration élevé pour garantir un nombre suffisant de travailleurs et faire face au vieillissement de la population dans les années à venir.

À la question de savoir s'ils étaient d'accord ou en désaccord avec l'énoncé selon lequel *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour pallier les pénuries de main-d'œuvre et développer l'économie*, le nombre de participants qui étaient d'accord avec l'énoncé était égal à celui des participants qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux d'entre eux qui étaient d'accord, on était d'avis que les immigrants représentaient une composante essentielle de l'avenir de la main-d'œuvre canadienne et qu'une immigration continue serait à l'avenir essentielle à la prospérité économique du pays. Parmi les participants ayant exprimé leur désaccord, on estimait qu'un grand nombre d'immigrants arrivés au Canada n'avaient pas pu mettre leurs compétences à profit en raison d'obstacles liés à la reconnaissance de leurs titres de compétences. On était d'avis que tant que cette question ne serait pas réglée, il serait difficile pour de nombreux immigrants de mettre leurs compétences et leur formation au service de l'économie canadienne.

En discutant des défis potentiels associés à l'accueil de nouveaux immigrants, un grand nombre de participants ont dit douter de la capacité de ces derniers à s'intégrer à la culture francophone du Canada. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les



répercussions éventuelles que pourrait avoir, sur la culture et l'identité québécoises, un taux d'immigration élevé dans leur province. Quelques-uns d'entre eux estimaient que les efforts déployés pour contrôler et éventuellement plafonner le nombre de personnes demandant l'asile à leur arrivée au Canada devraient être plus importants. On estimait qu'en raison du nombre élevé de demandeurs d'asile ces dernières années, nombreuses étaient les collectivités qui s'étaient vues dans l'impossibilité d'accueillir ces nouveaux arrivants de manière satisfaisante, ce qui avait entraîné une demande accrue de services et notamment de refuges et de banques alimentaires. En décrivant les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour répondre à ces préoccupations, plusieurs participants ont suggéré d'allouer davantage de fonds à l'intégration des nouveaux immigrants au Canada, notamment en leur donnant accès à des possibilités d'emploi et à des ressources en matière de formation linguistique.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait chercher à augmenter, à diminuer ou à maintenir le taux d'immigration actuel, tous les participants étaient d'avis que le niveau actuel devait être maintenu. Le maintien du niveau actuel d'immigration était largement considéré comme le meilleur moyen de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et au vieillissement de la population, sans pour autant exacerber les préoccupations liées à une demande croissante en matière de logement, de soins de santé et à d'autres infrastructures et services importants. Un petit nombre de participants estimait que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures pour créer une stratégie d'immigration plus ciblée principalement axée sur le recrutement d'immigrants qualifiés dans des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre.

Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne résidant en Saskatchewan ont tenu une discussion portant sur le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie à la suite de l'invasion par les Russes de son territoire en février 2022. Tous ont indiqué avoir suivi ce conflit de près depuis son déclenchement il y a deux ans, et nombre d'entre eux ont déclaré chercher quotidiennement à obtenir des nouvelles d'actualité relatives à cette guerre. Plusieurs d'entre eux ont mentionné être fréquemment en contact avec des membres de leur famille et leurs amis en Ukraine afin d'obtenir les nouvelles les plus récentes au sujet du conflit et s'assurer qu'ils sont toujours en sécurité.

À la question de savoir quels aspects de la guerre les préoccupaient le plus, beaucoup ont parlé du coût en vies humaines qu'entraînait ce conflit, et notamment du grand nombre de militaires et de civils ukrainiens qui ont été blessés ou tués au cours des deux dernières années. Plusieurs participants se sont dit préoccupés par la perte définitive potentielle du territoire ukrainien envahi par les forces russes et se demandaient s'il serait faisable ou possible pour l'Ukraine de reconquérir ce territoire. Quelques-uns d'entre eux ont également fait part de préoccupations concernant l'état de l'armée ukrainienne, certains d'entre eux étant conscients qu'elle était actuellement confrontée à des pénuries de personnel,

d'équipement, d'armes et de munitions. Tous les participants ont déclaré avoir été personnellement affectés par ce conflit. Un certain nombre d'entre eux avaient des amis ou des proches qui avaient été blessés lors des combats ou qui, en raison du conflit, avaient été forcés de quitter leur demeure. Plusieurs participants ayant précédemment vécu en Ukraine et qui avaient développé un sentiment d'appartenance à ce pays se sont dit profondément bouleversés par les attaques dont ce dernier a fait l'objet et inquiets du sort de ceux qui y vivaient encore.

En discutant de l'influence éventuelle qu'avait eue le conflit sur leur vision du monde et de la place qu'y occupe le Canada, plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir le sentiment que la situation était désormais beaucoup moins sûre qu'ils ne l'avaient cru avant l'invasion russe. Quelques-uns d'entre eux ont fait remarquer qu'avant cette guerre, il ne leur semblait pas possible qu'un conflit de cette nature puisse encore se produire. Un certain nombre d'entre eux ont également indiqué se sentir moins en sécurité au Canada en raison de ce conflit, et ce d'autant plus que la Russie se trouvait à proximité immédiate du Nord canadien. Interrogés sur l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine dans le monde, un certain nombre d'entre eux estimaient que ce conflit avait incité de nombreux pays à investir plus massivement dans leur armée et à augmenter leur budget de défense. On était d'avis que ce conflit avait eu pour effet d'éroder le paisible ordre mondial qui, selon eux, prévalait avant le conflit, et certains participants craignaient que cela n'incite à l'avenir d'autres pays à poursuivre des objectifs militaristes semblables.

Tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada continue à soutenir l'Ukraine. De l'avis général, ce soutien était essentiel, non seulement pour protéger l'Ukraine, mais aussi pour préserver la souveraineté d'autres pays et empêcher la Russie de se livrer à de semblables incursions à l'avenir. En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de choisir un mot pour décrire l'approche du gouvernement fédéral vis-à-vis de la guerre en Ukraine, la plupart ont choisi des mots à connotation positive comme « fort », « confiance » et « soutien ». Un petit nombre d'entre eux ont choisi des mots comme « indécis », estimant que le gouvernement du Canada pouvait faire davantage pour apporter une aide financière et militaire à l'Ukraine. À la question de savoir si, le gouvernement fédéral était à leur avis sur la bonne voie en ce qui concerne l'aide apportée à l'Ukraine, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que le Canada avait été un fervent défenseur de l'Ukraine dès le début de ce conflit et qu'il avait été l'un des pays à s'opposer le plus vigoureusement à l'invasion russe. Un petit nombre d'entre eux estimait toutefois que, si le gouvernement canadien s'était montré généreux quant à son soutien financier, il aurait pu en faire davantage pour fournir des armes et des munitions de plus gros calibre à l'Ukraine afin de protéger son territoire.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait en faire plus ou moins en réponse à la guerre en Ukraine, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant des aides les plus importantes à apporter à l'Ukraine, bon nombre de participants ont de nouveau souligné qu'un soutien financier et militaire permanent était nécessaire pour permettre à l'Ukraine de disposer des ressources dont elle a besoin pour repousser l'invasion russe. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que le gouvernement du Canada devait continuer à apporter un soutien diplomatique à la résolution de ce conflit en collaborant avec ses alliés et d'autres membres de la communauté internationale pour

mettre fin aux combats et lever les blocus sur les exportations ukrainiennes essentielles (dont les exportations céréalières) qui avaient, selon eux, été imposés par la Russie.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'une quelconque aide humanitaire que le gouvernement du Canada aurait apportée à l'Ukraine, les participants se souvenaient d'avoir entendu parler de certaines mesures, dont la fourniture de denrées alimentaires, de fournitures médicales, de vêtements et d'autres produits de première nécessité. Un certain nombre d'entre eux avaient également le sentiment que certains Canadiens s'étaient rendus en Ukraine ou dans les régions avoisinantes pour aider les personnes qui avaient été déplacées par le conflit. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de sanctions imposées par le gouvernement fédéral à des particuliers ou à des entités russes, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. S'ils estimaient que ces sanctions auraient probablement un certain effet à long terme, la plupart des participants étaient d'avis qu'elles ne parviendraient pas à dissuader la Russie ou à mettre fin au conflit. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que des sanctions supplémentaires devaient être imposées, notamment des exigences plus strictes concernant les visas ou une éventuelle interdiction pour les citoyens russes de se rendre au Canada, ainsi qu'une interdiction totale d'importer et de vendre des produits de fabrication russe au Canada.

Tous les participants étaient au courant que le gouvernement du Canada s'était engagé à accueillir et à loger les Ukrainiens déplacés par le conflit. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir personnellement travaillé pour des organismes qui aidaient ces personnes à s'acclimater à la vie au Canada. Dans l'ensemble, la plupart des participants estimaient important que le gouvernement du Canada aide le plus grand nombre possible d'Ukrainiens à fuir le conflit. Un certain nombre d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par l'impact que cela pourrait à l'avenir avoir sur la population ukrainienne, et ce, à plus forte raison, si un grand nombre d'Ukrainiens décidaient de rester au Canada sur le long terme. Quelques participants étaient d'avis qu'il fallait redoubler d'efforts pour différencier les personnes ayant recours à ce programme parce qu'elles ont été déplacées par le conflit de celles qui profitaient de leur citoyenneté ukrainienne (et qui n'habitent peut-être même pas en Ukraine) pour venir vivre au Canada. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a créé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) pour aider les Ukrainiens et les membres de leur famille à venir au Canada le plus rapidement possible et pour leur permettre de travailler et d'étudier durant leur séjour au Canada.

L'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine a permis aux ressortissants ukrainiens vivant à l'étranger d'obtenir un visa de visiteur pour venir temporairement au Canada, jusqu'à ce qu'ils puissent retourner en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur leur offre également la possibilité de demander un permis de travail en même temps ou d'obtenir le statut d'étudiant s'ils sont âgés de moins de 18 ans et souhaitent étudier au Canada. En vertu des mesures spéciales prévues dans le cadre de l'AVUCU, le dernier jour pour entrer au Canada est le 31 mars 2024. Les personnes arrivées avant cette date peuvent demander une prolongation de leur séjour pour une durée maximale de trois ans ou jusqu'à expiration de leur passeport.

Tous les participants connaissaient des gens qui étaient arrivés dans leur collectivité en vertu de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). La plupart d'entre eux ont exprimé leur soutien à ce programme, estimant qu'il était important d'offrir aux personnes dont les demeures ont été détruites et pour lesquelles un retour en Ukraine pourrait s'avérer difficile, une voie à suivre pour rester au Canada de manière permanente. Un certain nombre d'entre eux estimaient que cette mesure aurait probablement des retombées positives sur l'économie canadienne, puisqu'elle mettrait à profit l'expertise et les compétences de ceux qui arriveraient au pays en vertu de l'AVUCU. Quelques participants ont exprimé des opinions plus partagées. Parmi ces derniers, on estimait que s'il était important que le Canada ouvre à ces personnes une voie vers la résidence permanente, ils ne souhaitaient pas que la priorité soit accordée à des Ukrainiens plutôt qu'à des personnes vivant au Canada et ayant également été déplacées par des conflits dans d'autres parties du monde. En discutant d'autres mesures de soutien qu'ils jugeaient importantes pour venir en aide aux Ukrainiens nouvellement arrivés au Canada, les participants ont mentionné plusieurs, dont une formation linguistique en anglais ou en français, la fourniture de logements sûrs et abordables et de possibilités d'emploi ainsi que des places en garderie pour les personnes ayant des enfants en bas âge. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que des aides en matière de santé mentale devaient être mises à disposition des personnes ayant fui le conflit, estimant que nombre d'entre elles vivaient probablement une forme ou une autre de traumatisme.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements du gouvernement du Canada.

Lors de la visite du président ukrainien en septembre 2017, le gouvernement du Canada s'est engagé à fournir une aide financière et militaire de 650 millions de dollars sur trois ans, comprenant la fourniture à l'Ukraine de 50 véhicules blindés fabriqués au Canada. Cette mesure vient s'ajouter au soutien militaire qu'apporte actuellement le Canada à l'Ukraine en formant ses soldats et son personnel, en lui fournissant de l'équipement et du matériel, ainsi que des armes et des munitions.

Tous les participants ont réaffirmé que ce type de soutien militaire était essentiel pour que l'Ukraine puisse continuer à défendre son territoire. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait se donner pour priorité de fournir cette aide dès que possible, étant donné qu'ils avaient l'impression que l'armée ukrainienne était actuellement à court d'armes et de munitions.

Si un grand nombre d'entre eux avaient eu vent de l'annonce de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU), peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à son sujet. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'Accord de libre-échange Canada-Ukraine vise à améliorer les relations commerciales entre le Canada et l'Ukraine. L'Accord de libre-échange Canada-Ukraine vise à améliorer les relations commerciales entre le Canada et l'Ukraine.

À cette fin, cet accord prévoit un traitement spécial des marchandises échangées entre les deux pays et établit de nouvelles règles pour le commerce des services et les investissements. L'Accord comporte désormais des articles supplémentaires portant tout particulièrement sur le commerce équitable, ce qui inclut un soutien aux petites entreprises, la garantie que le commerce profite de manière égale tant aux

hommes qu'aux femmes, et qu'il soit avantageux pour les populations autochtones. Cet accord vise à apporter un soutien à l'Ukraine dans le cadre de la reconstruction de son économie après l'invasion de la Russie.

Tous les participants ont positivement réagi à l'annonce de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU), plusieurs d'entre eux estimant que cet accord contribuerait au redressement économique de l'Ukraine après la guerre. On estimait que cette mesure profiterait également aux membres de la diaspora ukrainienne vivant au Canada, en leur permettant d'importer plus facilement et à un prix plus abordable des produits et des articles culturels ukrainiens. Au sujet des types de soutiens dont ils prévoyaient que l'Ukraine aurait besoin une fois le conflit résolu, les participants ont mentionné diverses initiatives, dont la reconstruction des infrastructures endommagées ou détruites, une aide financière aux entreprises ukrainiennes et la fourniture de soins de santé et de soins en matière de santé mentale aux soldats ukrainiens. La plupart des participants estimaient qu'il était très important que le gouvernement du Canada continue à soutenir l'Ukraine au sortir de la guerre. On était d'avis que cela serait non seulement bénéfique pour les Ukrainiens, mais aussi pour les nombreux pays dont une part importante de l'approvisionnement alimentaire dépend selon eux des exportations agricoles ukrainiennes.

À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance d'informations relatives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qu'ils jugeaient fausses ou trompeuses, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux avaient déjà eu connaissance de ce type d'informations en ligne ou par le biais d'organismes de radiodiffusion basés en Russie, dont Russia Today (RT). On était d'avis que cette mésinformation avait, plus particulièrement au cours des premiers mois du conflit, présenté les militaires russes comme des libérateurs et véhiculé le message fallacieux selon lequel cette invasion avait très bien été accueillie par le peuple ukrainien. Si, en raison de leurs liens étroits avec l'Ukraine, aucun d'entre eux ne s'attendait à ce que ce type d'informations erronées ait une incidence sur leur propre point de vue sur la guerre, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la mésinformation et la désinformation véhiculées par la Russie, estimant qu'elles avaient eu pour effet d'influencer négativement l'opinion de certains Canadiens s'opposant à tout soutien supplémentaire à l'Ukraine. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont salué la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'interdire des chaînes comme RT au Canada et espéraient qu'à l'avenir, davantage d'efforts seraient déployés pour lutter contre la mésinformation et la désinformation.

Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une discussion sur les obstacles auxquels sont actuellement confrontés les

étudiants au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement fédéral avait fait des efforts pour venir en aide aux étudiants, tous les participants étaient d'avis qu'il avait été plutôt inefficace à cet égard. À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable, si quelques participants disaient croire qu'il avait supprimé les intérêts sur les prêts étudiants fédéraux et qu'il avait apporté un soutien financier aux étudiants pendant la pandémie de COVID-19, aucune autre mesure n'a pu être citée. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information relative aux nombreuses mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des étudiants de niveau postsecondaire. Au nombre de ces mesures figuraient :

- *L'élimination définitive des intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.*
- *L'augmentation des bourses d'études canadiennes de 40 %, portant ainsi à 4 200 \$ le montant offert par année d'études aux étudiants inscrits à temps plein.*
- *L'amélioration du programme d'aide au remboursement afin qu'une personne dont le revenu annuel est inférieur à 40 000 dollars ne soit plus obligée de rembourser ses prêts étudiants, le seuil de revenu augmentant en fonction de la taille du ménage.*

Si la plupart des participants estimaient que ces mesures représentaient un pas dans la bonne direction, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles suffisent à elles seules à rendre les études postsecondaires plus abordables. Plusieurs d'entre eux ont déclaré ne pas avoir été au courant de ces mesures et estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour communiquer les mesures qu'il prenait pour venir en aide aux étudiants. Concernant l'initiative visant à améliorer le programme d'aide au remboursement, certains se demandaient pourquoi le seuil d'admissibilité à ce programme avait été fixé à 40 000 \$, estimant que ce seuil était trop bas et qu'il empêcherait une proportion importante de diplômés de l'enseignement postsecondaire d'avoir accès à cette aide.

À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait faire d'autre pour venir en aide aux étudiants, certains participants ont suggéré de consacrer davantage de fonds à l'extension des services de transport public au sein des collectivités à forte population étudiante et d'offrir des tarifs subventionnés aux étudiants actuellement inscrits à un programme d'études postsecondaires. Quelques-uns d'entre eux ont suggéré que le gouvernement fédéral envisage de prendre des mesures visant à annuler la dette sur les prêts étudiants fédéraux actuels ainsi qu'à réduire les frais de scolarité postsecondaires partout au Canada.

Vol de véhicules (résidents de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)

Les participants d'un groupe ont brièvement discuté du phénomène de vol de véhicules et des mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de véhicules, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, on avait l'impression que le gouvernement fédéral avait récemment organisé un sommet pour débattre de la meilleure façon de répondre à ce problème. Un petit nombre d'entre eux avaient également le sentiment que le gouvernement du Canada avait cherché à augmenter les sanctions légales imposées aux personnes se livrant à ce type de comportement illégal. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'est récemment réuni avec des représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, des dirigeants de l'industrie automobile et des représentants des forces de l'ordre de tout le pays à l'occasion du sommet national pour lutter contre le vol de véhicules.

Le gouvernement du Canada coordonne des initiatives d'un bout à l'autre du pays et prend des mesures immédiates pour lutter contre le vol de véhicules, à savoir :

- *Étudier la possibilité d'apporter d'éventuelles modifications au Code pénal, notamment en revoyant les infractions et les sanctions existantes relatives au vol de véhicules.*
- *Collaborer avec des entreprises canadiennes, y compris l'industrie automobile, afin de mettre au point des solutions innovantes pour protéger les véhicules contre le vol.*
- *Rechercher tous les moyens d'interdire les dispositifs utilisés pour voler des véhicules, comme le Flipper Zero (un outil de piratage portatif pouvant copier les signaux sans fil pour ouvrir un véhicule à distance sans clé).*
- *Accroître la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à mener davantage d'enquêtes et d'exams sur des véhicules volés.*
- *Favoriser un meilleur échange de renseignements entre la police locale et la police des chemins de fer afin qu'elles puissent identifier et retrouver les véhicules volés avant qu'ils n'arrivent dans les ports.*
- *Collaborer avec des partenaires œuvrant partout au Canada et à l'étranger dans le domaine de la sécurité afin d'accroître la collaboration et l'échange de renseignements.*
- *Moderniser les Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada pour s'assurer qu'elles tiennent compte des progrès technologiques visant à décourager et à prévenir le vol de véhicules.*
- *Travailler, en collaboration avec les autorités portuaires, à l'élaboration de mesures et de plans de sécurité visant à remédier aux vulnérabilités liées à la manutention des marchandises.*

Tous les participants ont favorablement accueilli ces mesures, bon nombre d'entre eux estimant qu'une approche multidimensionnelle de ce type serait essentielle à la résolution de ce problème et à la réduction du nombre de vols de véhicules au sein des communautés canadiennes. Un grand nombre d'entre eux se sont déclarés favorables à la mesure visant à améliorer l'échange de renseignements entre la police locale et la police des chemins de fer. On estimait que l'inefficacité des communications entre les différents corps policiers avait largement contribué à ce qui était perçu comme une augmentation des vols de véhicules dans l'ensemble du pays. Plusieurs participants estimaient également qu'il était essentiel que le gouvernement fédéral accroisse les pouvoirs de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) pour qu'elle puisse mener un plus grand nombre d'enquêtes et d'examins sur des véhicules volés, en particulier dans les ports canadiens d'où l'on pensait que de nombreux véhicules volés étaient illégalement exportés. De l'avis général, il était également essentiel d'envisager d'éventuelles modifications au Code pénal afin de revoir et d'alourdir les peines liées au vol de véhicules. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'imposition de sanctions juridiques plus lourdes pour ce type d'activité illégale constituerait un moyen efficace de dissuader les personnes susceptibles d'envisager de se livrer au vol de véhicules. Si quelques-uns d'entre eux considéraient que la mesure visant à interdire les dispositifs utilisés pour voler des véhicules, et notamment le Flipper Zero, pourrait contribuer à freiner temporairement les vols de véhicules, un certain nombre de participants étaient d'un autre avis. Parmi ceux-ci, certains estimaient que compte tenu de la rapidité avec laquelle la technologie évoluait actuellement, les voleurs continueraient probablement de trouver de nouveaux moyens de s'introduire dans les véhicules et de les voler, et qu'il fallait avant tout veiller à renforcer l'application de la loi et les conséquences juridiques liées à ces délits.

Au sujet de l'impact potentiel de ces mesures dans la lutte contre le vol de véhicules, les participants estimant que ces actions auraient un impact limité étaient légèrement plus nombreux que ceux qui étaient d'avis qu'elles auraient un impact important. À la question de savoir si, après avoir pris connaissance de cette information, ils appuyaient le plan du gouvernement du Canada pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants ont indiqué y être favorables. De l'avis général, ce plan proposait une stratégie exhaustive pour s'attaquer à ce problème, et on était d'avis qu'à l'avenir, ces mesures contribueraient, au moins en partie, à réduire le nombre de vols de véhicules.

Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec)

Deux groupes composés de participants résidant respectivement dans la ville de Québec et dans la région de la Mauricie ont entamé des discussions portant sur leurs collectivités locales. Invités à énumérer les principaux problèmes auxquels ces dernières étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants de la ville de Québec ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements abordables, la nécessité de construire davantage d'infrastructures (p. ex., des écoles, des hôpitaux et des services de transport en commun) ainsi que l'importance de mieux protéger et promouvoir la diversité et le multiculturalisme dans la province. Quelques participants de ce groupe étaient

également d'avis qu'il fallait se focaliser sur le financement de projets précis dans leur région, comme le projet du troisième lien autoroutier. Au nombre des problèmes urgents auxquels sont confrontées leurs collectivités, les participants de la région de la Mauricie ont mentionné le coût élevé de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé et notamment de médecins et d'infirmières. Les participants des deux groupes ont indiqué que la santé mentale constituait une préoccupation croissante au sein de leur collectivité et qu'ils estimaient que le gouvernement fédéral devait à l'avenir consacrer davantage de ressources à cet effet.

À la question de savoir quels étaient, selon eux, les secteurs d'activité les plus essentiels à leur collectivité, les participants des deux groupes ont mentionné l'agriculture, la technologie et le tourisme. Un certain nombre de participants de la ville de Québec ont également désigné le secteur de la culture comme jouant un rôle économique majeur au sein de leur collectivité, tandis que ceux de la région de la Mauricie ont cité l'industrie manufacturière, la sylviculture, les soins de santé et l'éducation comme autant de secteurs d'activité essentiels. En discutant des secteurs d'activité qui, selon eux, avaient le plus besoin de soutien à l'heure actuelle, un certain nombre de participants de la ville de Québec considéraient que les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie nécessitaient un soutien supplémentaire, tandis que les participants résidant dans la région de la Mauricie estimaient qu'il fallait en faire plus pour soutenir les petites entreprises de leur région. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que des aides financières supplémentaires devraient être accordées aux personnes contraintes de parcourir de longues distances pour se rendre à leur travail (comme les personnes travaillant dans le secteur des transports), afin de les aider à assumer les hausses du prix de l'essence.

À la question de savoir s'il y avait actuellement des pénuries de main-d'œuvre dans leur région, presque tous les participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'un problème particulièrement préoccupant dans des secteurs clés comme les soins de santé et l'éducation, et estimaient que cette situation avait des conséquences négatives sur la disponibilité des services dans ces domaines. En fonction de leurs régions respectives, les personnes résidant en Mauricie ont cité les secteurs du transport et l'industrie manufacturière comme étant des secteurs confrontés à une pénurie de main-d'œuvre, tandis que les participants de la ville de Québec ont fait état de difficultés liées à un manque de travailleurs qualifiés dans le secteur des technologies. En discutant des éventuelles causes sous-jacentes à ces pénuries, les participants ont mentionné une série de facteurs, dont la pandémie de COVID-19, le nombre croissant de personnes approchant de la retraite et le manque d'emplois bien rémunérés offerts par les employeurs. En décrivant les éventuelles mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des mesures visant à augmenter les salaires des Canadiens, à offrir des incitatifs aux personnes travaillant dans des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et à rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin que les nouveaux immigrants puissent plus facilement travailler dans leur domaine d'expertise.

Les participants résidant dans la ville de Québec ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires concernant la construction de nouvelles infrastructures dans leur collectivité. À la question de savoir dans quels types d'infrastructures le gouvernement fédéral devait, selon eux, investir, les participants ont fourni un éventail de suggestions. Au nombre de celles-ci figurait la



construction de nouveaux hôpitaux et de nouvelles écoles, d'espaces communautaires (comme des parcs et des terrains de jeux), d'infrastructures de transport actif (comme des pistes cyclables et des sentiers pédestres) et l'aménagement d'espaces représentatifs du patrimoine culturel de la région. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures ou d'initiatives qu'avait récemment prises le gouvernement du Canada concernant la mise en place d'infrastructures dans leur région, si quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment qu'il avait accordé des fonds pour le projet de tramway de la ville, ils ne pouvaient se souvenir d'aucune autre activité. Décrivant les types de projets d'infrastructure locaux qui, selon eux, seraient les plus déterminants pour leur région, les participants ont énuméré des mesures visant notamment à réparer et à améliorer les routes, à étendre les réseaux de transport en commun et à rénover les bâtiments et les espaces de bureaux inutilisés pour y construire davantage de logements résidentiels.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement anglais

FIN
Recruiting Script – February 2024
English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Mercredi 7 février	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Southwestern Ontario	General Population	DN
2	Thurs, Feb 8 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MST)	Alberta	Albertans Concerned About the Energy Grid	TBW
3	Tues, Feb 13 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Mid-Size and Major Centres Ontario	Ontarians who say Healthcare is their top Priority	DN
4	Tues, Feb 20 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Ontario	Parents with Children in or Seeking Child Care	DN
6	Thurs, Feb 22 nd	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	Vancouver Island	Post-Secondary Students	TBW
7	Tues, Feb 27 th	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Mid-Size and Major Centres Saskatchewan	Ukrainian Diaspora	MP

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.



Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

- English **CONTINUE**
- French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we’re organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a “round table” discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

- Yes **CONTINUE**
- No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

- | | |
|--|----------------------|
| A market research firm | THANK AND END |
| A marketing, branding, or advertising agency | THANK AND END |
| A magazine or newspaper | THANK AND END |
| A federal/provincial/territorial government department or agency | THANK AND END |
| A political party | THANK AND END |
| In public/media relations | THANK AND END |
| In radio/television | THANK AND END |
| No, none of the above | CONTINUE |

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

- Yes **THANK AND END**
- No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Southwestern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Brantford, Chatham, Guelph, Kitchener, London, Orangeville, Owen Sound, Stratford, Windsor, Woodstock</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Alberta	<p>Cities/towns could include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/TOWNS ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Mid-Size and Major Centres Ontario	<p>Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor</p> <p>Major Centres: Population of 300,000+</p> <p>Cities include Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton, London, Markham, Vaughan, Kitchener, Windsor, Richmond Hill, Burlington, Greater Sudbury, Oshawa, Barrie</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4

Vancouver Island	<p>Cities include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Mid-Size and Major Centres Saskatchewan	<p>Major Centres: Population of 100,000+ Cities include: Saskatoon, Regina</p> <p>Mid-size Centres: Population of 15,000-100,000 Cities include: Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, Lloydminster</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY – SASKATOON AND REGINA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 7
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	GROUP 6 – CONTINUE ALL OTHER GROUPS - THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	
30-34	
35-44	
45-49	
50-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 4 AND 6 WILL SKEW YOUNGER.

4. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE – ALL GROUPS
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	
	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 4a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX.

5. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR GROUP 3** Thinking about the issues presently facing [IF **GROUP 2** = Alberta; IF **GROUP 3** = Ontario], from the following list, which two or three issues do you feel are the top priorities?

Healthcare
 Energy Security/Reliability/The Energy Grid
 Housing Affordability
 Environmental Issues/Climate Change
 Indigenous Issues and Reconciliation
 Immigration
 The Economy
 Crime and Public Safety
 The Cost of Living
 Inequality and Poverty

GROUP 2 MUST SELECT ENERGY SECURITY/THE ENERGY GRID AS ONE OF TWO/THREE ISSUES TO CONTINUE. GROUP 3 MUST SELECT HEALTHCARE AS ONE OF TWO/THREE ISSUES TO CONTINUE.

5a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Thinking about the next 10 years, how concerned, if at all, are you about the ability of Alberta’s energy grid to keep up with demand?

Very concerned	CONTINUE
Somewhat concerned	CONTINUE
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

SKEW TO THOSE WHO SAY THEY ARE VERY CONCERNED.

5b. **ASK ONLY IF GROUP 3** You mentioned healthcare as one of the most important issues facing Ontario today. Is it your impression that the state of the healthcare system has ...

Improved	THANK AND END
Worsened	CONTINUE
Remained about the same	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

6. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you have any children under the age of 18?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

6a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Are any of your children under the age of 18 currently attending daycare?

Yes, they currently are in daycare	CONTINUE TO Q6b.
No, but I am currently looking to enroll my child/children in daycare within the next 12 months	
No, they are not currently attending, and I am not looking to enroll them in daycare within the next 12 months	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE CURRENTLY IN DAYCARE AND THOSE WHO ARE LOOKING TO ENROLL THEIR CHILD IN DAYCARE WITHIN THE NEXT 12 MONTHS.

6b. **ASK ONLY IF GROUP 4** IF ‘YES, CURRENTLY IN DAYCARE’ AT Q6a, ASK: Which of the following best describes the program your child/children is/are currently enrolled in?
IF ‘NO, LOOKING TO ENROLL’ AT Q6a, ASK: Which of the following best describes the type of daycare program you are looking to enroll your child in?

Daycare centre, 5 days a week	CONTINUE TO Q6c.
Daycare centre, part time	
Home daycare, 5 days a week	
Home daycare, part time	

Before and after school program	
VOLUNTEERED	THANK AND END
Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF DAYCARE. SKEW TO THOSE WITH CHILDREN ATTENDING DAYCARE FULL TIME (5 DAYS A WEEK).

6c. **ASK ONLY IF GROUP 4** Could you please tell me the age(s) of your children who are under the age of 18?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

7. **ASK ONLY IF GROUP 6** Are you currently enrolled in a post-secondary program?

Yes	CONTINUE TO Q7a.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

7a. **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following post-secondary institutions are you enrolled in?

University – Undergraduate	CONTINUE
University – Postgraduate	
College	
Technical/Trade School	
Fine Arts School	
VOLUNTEERED	THANK AND END
Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX BY POST-SECONDARY INSTITUTION.

8. **ASK ONLY IF GROUP 7** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Ukrainian?

Yes	CONTINUE TO Q8a
No	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

8a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE - GROUP 7**
 No **CONTINUE TO Q8b.**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8b. **ASK ONLY IF GROUP 7** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE - GROUP 7
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
 3-5 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
 Participant has a computer/webcam

11. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
 No **CONTINUE**

12. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
 3-5 **CONTINUE**



- 13. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

- 14.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.18**

- 15.** How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

- 16.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

- 17.** On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

- 18. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 6** What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

- 19. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 7** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

- 20. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023. That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE FOR ALL GROUPS
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 21. ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Automotive
 Construction
 Educational Services
 Finance & Insurance
 Health Care



Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

22. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – février 2024
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	21 février	6:00-8:00	6:00-8:00 (HNE)	Ville de Québec	Population générale	MP
8	28 février	6:00-8:00	6:00-8:00 (HNE)	Région de Mauricie	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais	REMERCIER ET CONCLURE
Français	CONTINUER
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude]	REMERCIER ET CONCLURE
Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région de Mauricie	Les villes peuvent notamment comprendre : Mauricie : Trois-Rivières, Shawinigan, La Tuque, Louiseville, Saint-Tite, Saint-Luc-de-Vincennes ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	CONTINUER – GROUPE 5
Ville de Québec	Ville de Québec. LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LEDIT CENTRE.	CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 35 ans	
36 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **DEMANDER A TOUS** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo **CONTINUER**
 Appartement **CONTINUER**
 Maison unifamiliale **CONTINUER**
 Maison en rangée **CONTINUER**
 Autre, veuillez préciser : _____ **CONTINUER**

ASSURER UN BON MÉLANGE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**
 Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
 3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
 Le participant a un ordinateur avec caméra Web



11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat



Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé
Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui
Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide de discussion anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE FEBRUARY 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes and jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora** Moderator to inform participants that we will be discussing Ukraine; emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare, Vancouver Island Post-Secondary Students, Mauricie Region

- **Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare, Quebec City, Vancouver Island Post-Secondary Students, Mauricie Region** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare** Where did you hear, read, or see this information?
 - **Vancouver Island Post-Secondary Students** What are your reactions to this news?
 - **Mauricie Region** What do you think about what you saw, read, or heard?
 - **Mauricie Region** IF NOT MENTIONED: What about the Government of Canada's recent visit to Ukraine where it committed \$3 billion in financial and military assistance for Ukraine in 2024?
 - **Mauricie Region** Before today, who was aware of this announcement?
 - **Mauricie Region** What are your reactions to this announcement?
 - **Mauricie Region** How much of an impact, if any, will this have?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (15-40 minutes) Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare, Quebec City, Vancouver Island Post-Secondary Students, Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora, Mauricie Region

- What does the Government of Canada do well?
 - Southwestern Ontario What about when it comes to managing issues around the environment and climate change? Would you say that the federal government is generally on the right track or wrong track?
 - What are some examples of work the Government of Canada has done to deal with the environment and climate change? What do you think about this?
 - Southwestern Ontario What about when it comes to supporting the automotive industry? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - What are some examples of work the federal government has done to support the automotive industry? What do you think about this?

- Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare, Quebec City, Vancouver Island Post-Secondary Students, Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora, Mauricie Region What does the Government of Canada need to improve on?

- Southwestern Ontario, Alberta Concerned about the Energy Grid, Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare, Quebec City, Vancouver Island Post-Secondary Students, Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora, Mauricie Region In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Quebec City Why are these issues important to prioritize?
 - Vancouver Island Post-Secondary Students IF NOT MENTIONED: What about climate change?
 - Vancouver Island Post-Secondary Students IF NOT MENTIONED: What about housing?
 - Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora What about when it comes to the situation in Ukraine?

- Mauricie Region What about when it comes to managing issues in the economy? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - Mauricie Region What are some examples of work the federal government has done to deal with the economy?

- **Mauricie Region** How effective have these actions been? Why do you feel this way?
 - **Mauricie Region** What would you like to see from the Government of Canada when it comes to the economy?
- **Mauricie Region** What about when it comes to supporting the electric vehicle manufacturing industry? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - **Mauricie Region** What are some examples of work the federal government has done to support the electric vehicle manufacturing industry?
 - **Mauricie Region** IF NOT MENTIONED: What about in the manufacturing of EV batteries?
 - **Mauricie Region** What impacts, if any, do investments in electric vehicle manufacturing have for the economy? What about for the environment?
- **Mauricie Region** What about when it comes to supporting the clean energy sector? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - **Mauricie Region** What are some examples of work the federal government has done to support the clean energy sector?
 - **Mauricie Region** What impacts, if any, do investments in clean energy have on your region?

CLIMATE CHANGE **Vancouver Island Post-Secondary Students**

- How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you say that?
- What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
 - Does climate change have any impact on things like wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires? IF YES: What are these impacts?
 - Does climate change have any impacts on the cost of living? IF YES: What are these impacts?
- How concerned are you about the potential impacts of climate change on your community?
- To the best of your knowledge, has the Government of Canada done anything to address climate change? How effective have these actions been?

- Overall, would you say the Government of Canada has been on the right track or on the wrong track when it comes to addressing climate change? Why do you feel this way?
- What would you like to see from the Government of Canada when it comes to climate change?

HOUSING Vancouver Island Post-Secondary Students

- How would you describe the housing situation in your community?
- To the best of your knowledge, has the Government of Canada done anything to address issues related to housing? How effective have these actions been?
- Have you seen, read, or heard anything this week about the Government of Canada and the Government of British Columbia working together to help build more homes?

The Government of Canada and the Government of British Columbia have partnered on the BC Builds initiative to address the high costs of housing projects. This program aims to build thousands of affordable rental homes by offering more than \$4 billion in low-cost financing for projects.

- What are your reactions to this? What impacts do you think this might have?
- What else would you like to see from the Government of Canada when it comes to addressing issues related to housing?

AFFORDABILITY MEASURES (20 minutes) Southwestern Ontario, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority

Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority Shifting topics again...

- Southwestern Ontario IF NOT MENTIONED ABOVE: What about housing affordability?
- Southwestern Ontario, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address housing?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this? What do you think about what you heard?
- Southwestern Ontario, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority If the Government of Canada announced that it is “unlocking housing”, what does that mean to you? In other words, what types of measures or actions might that include?

- And now thinking specifically of ‘unlocking more housing supply,’ what does that mean to you? What type of measures or actions might that include?
- What stage of development would you consider housing supply to be unlocked?
 - AS NEEDED: Would it be at the initial approval stage of new housing projects, when construction projects are starting up, when new homes are made available to consumers, or something else?
- **Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority** And what if the Government of Canada announced that it is “fast tracking housing”? What does that mean to you? What type of measures or actions might that include?
- **Southwestern Ontario, Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority** How effective do you believe the Government of Canada's measures to unlock housing supply have been so far? Why do you feel this way?

Economy (25 minutes) Southwestern Ontario

And switching topics now...

- How would you rate the state of the Canadian economy right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- Generally, how would you describe the Government of Canada’s management of the economy? Are they generally on the right track or the wrong track? What makes you say that?
- And thinking more locally, what are the biggest industries in your local communities?
 - FOR EACH INDUSTRY MENTIONED: Do you expect this industry will grow, shrink, or stay the same size over the next several years? In your opinion, what is causing or influencing this to happen?
 - What are some of the biggest challenges when it comes to economic growth in your community?

And now turning back to the Canadian economy in general...

- When you think about the future of the Canadian economy, what industries do you expect will be prioritized?
 - If these are prioritized, would that be good for your community? Would this bring new opportunities to your communities? Or, would it present new challenges?

Jobs (30 minutes) Southwestern Ontario

And now I'd like to talk specifically about the job market...

- Overall, how would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- Thinking about five years from now, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? What makes you say that? Why do you feel this way?
- Thinking five to ten years in the future ...
 - Which skills do you think will be in demand?
 - For those of you in the workforce or looking to enter it, how confident do you feel, if at all, that you will have a good job five to ten years from now? Why do you feel this way?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to ensuring workers get the skills training they need to stay competitive? What makes you say that?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or otherwise support workers?
 - What should the Government of Canada do to help?

ENERGY OUTLOOK (20 minutes) Alberta Concerned about the Energy Grid

- How important, if at all, is the oil and gas sector to Alberta's economy?
- How would you describe the current state of the oil and gas sector in Alberta?
- How important, if at all, is it for the Albertan economy to diversify beyond oil and gas? Why?
 - Which sectors will be most important to the future Albertan economy?
 - AS NEEDED: Do you see other energy sectors (aside from oil and gas) as being important for Alberta's future economy?
 - IF YES: Which one(s)? What makes you say that?
 - IF NO: What makes you say that?

- Has anyone heard the term “sustainable jobs” before? What does it mean?
- What comes to mind when you think about sustainable jobs in the clean energy sector?
 - Do you think the creation of sustainable jobs in the clean energy sector would benefit the Albertan economy? What about you and your family? Why or why not?

CLIMATE CHANGE [IMPACTS] (25 minutes) Alberta Concerned about the Energy Grid, Quebec City

Quebec City Now I’d like to talk about climate change...

- **Alberta Concerned about the Energy Grid, Quebec City** How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you say that?
- **Alberta Concerned about the Energy Grid, Quebec City** What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** Does climate change have any impact on the severity of weather?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** IF YES: What impacts does it have?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** IF NO: Why do you feel this way?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** IF NOT MENTIONED: Do you think there is a connection between climate change and the frequency and severity of major winter storms or extremely cold weather in Canada?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** IF YES: How so?
 - **Alberta Concerned about the Energy Grid** IF NO: Why do you say that?
 - **Quebec City** Does climate change have any impacts on things like agriculture, wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
 - **Quebec City** What impact is climate change having on the economy or on the cost of living, if any?
 - **Quebec City** What about on Canadians’ health?
- **Alberta Concerned about the Energy Grid, Quebec City** How concerned are you, if at all, about the potential impacts of climate change on your community?
- **Alberta Concerned about the Energy Grid, Quebec City** Have you seen any impacts of climate change in your community?
 - IF YES: What have you seen?
- **Quebec City** Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?

- **Quebec City** Have you heard of anything the federal government is doing to prepare for the impacts of climate change?
 - **Quebec City** What would you want them to do?

ELECTRICITY GRID (30 minutes) Alberta Concerned about the Energy Grid

- Has your community experienced extreme cold lately?
 - IF YES: Have you seen any impacts from extreme cold in your community?
 - IF YES: What have you seen?
 - IF NOT MENTIONED: What about impacts on electricity systems?

As you know, last month, the Alberta Emergency Management Agency issued an Alberta Emergency Alert indicating that extreme cold resulting in high power demand had placed the Alberta energy grid at a high risk of rotating power outages. The alert asked Albertans to limit their electricity use to essentials only, such as turning off unnecessary electrical appliances, minimizing the use of space heaters, cooking with a microwave instead of a stove, etc.

- In your opinion, how could a situation like this be avoided in the future, if at all?
- Is there anything the Government of Canada could do to support the reliability of the electricity grid?
- Have you seen, read, or heard anything about what the Government of Canada is doing when it comes to the electricity grid?
 - IF YES: What have you heard?
- Do you think the Government of Canada is on the right or wrong track when it comes to its approach to the electricity sector? What makes you say that?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada is investing in clean electricity and clean technologies to help reduce emissions.

- What comes to mind when you think of clean electricity? What about clean tech?
- Should the Government of Canada be encouraging investments in clean electricity? What about in clean tech?
 - CLARIFY AS NEEDED: This could include investments in building power grids that use clean energy sources (like wind, solar, and hydroelectric), and providing incentives for the adoption and manufacturing of clean technologies (like solar panels and wind turbines), to name a few.

- Do you see any positives or benefits from the Government of Canada encouraging investments in clean electricity and clean tech?
- Do you have any concerns about the Government of Canada encouraging investments in clean electricity and clean tech?
- Do you think more clean electricity and clean tech will lead to more risks of power outages, fewer risks, or do you think these risks will stay about the same? What makes you say that?
- Do you think developing the clean electricity sector will have a positive impact, a negative impact, or no impact on someone like you? What about on workers in Alberta?

HEALTHCARE PRIORITIES (55 minutes) Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority

When we invited you to this session, you all indicated healthcare was a priority issue...

- How would you describe the healthcare system in Canada today?
 - What are your biggest concerns?
- How would you describe your experiences accessing healthcare services? When you need healthcare, how easy or difficult is it for you to access it?
- How do you think the quality of the healthcare system in your area compares to other regions or provinces in Canada? Is it better, worse or the same?
- Would you say that when it comes to Canada's healthcare system, major changes are needed, only minor changes are needed, or no changes are needed at all?
- What role does the Government of Canada have in healthcare?
 - In your opinion, does the Government of Canada understand the healthcare issues you're most worried about? Why or why not?
- What recent news, if any, have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on healthcare?
 - PROBE: Have you heard anything about agreements between the Government of Canada and the Government of Ontario to improve healthcare in Ontario?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY

The Government of Canada and the Government of Ontario recently announced a new \$3.1 billion agreement to improve healthcare in Ontario. Under this agreement, Ontario will allocate federal healthcare funding to help increase access to family doctors, reduce wait times, and hire more healthcare workers.

- We'll get into some of the details in a moment, but what are your initial reactions to this announcement?

Now I'm going to show you some details of this plan...

SHOW ON SCREEN

To address healthcare shortages, the Government of Canada will support Ontario to:

Expand the healthcare workforce by adding new positions for physicians, nurses, and support workers, and increasing healthcare education enrollments.

Enhance access to primary care by creating teams of family doctors, nurse practitioners, and other health professionals, particularly in underserved areas.

Reduce wait times and surgery backlogs with more healthcare workers and improved care access.

Make it easier for health professionals to practice in Ontario by removing barriers to foreign credential recognition and simplifying licensing processes.

Improve health information management and sharing.

Boost mental health support by adding Youth Wellness Hubs and expanding psychotherapy programs.

- What are your initial reactions after seeing some of the details for this plan?

POLL: I'm going to show you a poll. I'd like you to select which two items you think are most important in addressing healthcare shortages. You may select up to two items.

Expand the healthcare workforce

Enhance access to primary care

Reduce wait times and surgery backlogs

Make it easier for health professionals to practice in Ontario

Improve health information management and sharing

Boost mental health support

- **GO THROUGH EACH SELECTION:** Why do you believe this to be particularly important?
- Are there any measures listed that you do not think should be there? Why do you say that?
- Overall, do you think this plan will have a major, minor or no impact on the quality of healthcare in Canada? Why?
- Would you say you support the Government of Canada's healthcare plans, oppose them, or neither? Why?

AUTOMOBILE THEFT (25 minutes) Ontario Indicated Healthcare is a Top Priority

Changing topics now...

- Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address auto theft?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this? What do you think about what you heard?

Recently, the Government of Canada met with provincial, territorial, and municipal government officials, industry leaders and law enforcement representatives from across the country at the National Summit on Combatting Auto Theft.

- Have you seen, read, or heard anything about this summit?
 - IF YES: What did you see, read, or hear?

I'm now going to show you some actions the Government of Canada is taking...

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada is coordinating efforts across the country and taking immediate actions to combat auto theft by:

- **Examining potential amendments to the Criminal Code**, including by reviewing existing offences and penalties related to auto theft.
- **Working with Canadian companies, including the automotive industry**, to develop innovative solutions to protect vehicles against theft.
- **Pursuing all avenues to ban devices used to steal vehicles**, such as the Flipper Zero (a portable hacking tool that can copy the wireless signals for remote keyless entry).
- **Increasing the capacity of the Canada Border Services Agency (CBSA)** to conduct more investigations and examinations of stolen vehicles.
- **Supporting better information sharing between local police and railway police** so they can identify and find stolen cars before they get to ports.
- **Working with security partners across Canada and internationally** to increase collaboration and information sharing.
- **Modernizing the Canadian Motor Vehicle Safety Standards** to ensure they consider technological advancements to deter and prevent auto theft.
- **Working with port facilities on actions and security plans** that will address cargo handling vulnerabilities.
- What are your initial reactions after seeing this?
- Are there any measures listed that you think are particularly important?

- Are there any measures listed that you do not think should be there? Why do you say that?
- Overall, do you think these actions will have a major, minor or no impact on auto theft in Canada? Why?
- Would you say you support the Government of Canada's plans to combat auto theft, oppose them, or neither? Why?

PARENTS – COST OF LIVING (45 minutes) Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare

- Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- As a parent, which economic issues are you most worried about and impacted by?
 - Does the Government of Canada understand the economic issues you're most worried about and impacted by? Why or why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about affordability and the cost of living?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that support parents?
- Who here is aware of...?
 - The Canada Child Benefit (CCB)
 - The Canada Dental Benefit (CDB)
 - IF AWARE: What do you know about each program?

CLARIFY AS NECESSARY: The Canada Child Benefit (CCB) is a means-tested income support program for Canadian families. It is delivered as a tax-free monthly payment available to eligible Canadian families to help with the cost of raising children. The CCB is indexed to inflation.

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has a Canada Dental Benefit (CDB) to help lower dental costs for eligible families earning less than \$90,000 a year.

NOTE TO MODERATOR IF ASKED WHAT 'ELIGIBLE FAMILIES' MEANS:

Parents and guardians may be eligible if they pay for dental care for a child under 12 years old who does not have access to a private dental insurance plan

- What are your reactions to these benefits?
 - Do you have any questions about either of these benefits?
- When it comes to affordability and the cost of living, how big of an impact, if any, do you think these benefits will have on you and your family?
 - Would you consider the Canada Child Benefit and the Canada Dental Benefit to be affordability measures designed for parents? Why or why not?

CHILDCARE (40 minutes) Ontario Parents with Children in or Seeking Daycare

When you were recruited for this focus group, you indicated that you currently have childcare arrangements for your children or are in the process of finding childcare.

- By a show of hands, who here currently has childcare arrangements for their children, that is your children are attending a daycare centre, home daycare, etc.? Who here is in the process of making childcare arrangements?
 - How much do your childcare arrangements cost/how much do you anticipate it will cost you?
 - How do these costs compare with your other living expenses?
 - Have these costs changed over time?
 - How easy or difficult was/is it to find and secure a spot for your child?
 - Has the availability of childcare spaces changed over time?
 - How would you describe the quality of childcare options in your area?
 - Has the quality changed over time?
 - IF ANY CHANGES: What is behind this change?
 - Overall, what would you say are your biggest challenges when it comes to childcare? Is it affordability, availability, or something else?
- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada and childcare?

PROMPT: The Government of Canada has agreements in place with provinces and territories to lower the cost of childcare to an average of \$10/day and create 250,000 childcare spaces across Canada by

2025-2026. In Ontario, the average parent's fees for regulated and funded childcare for children under the age of 6 has been reduced by 50% since December 2022. This agreement will deliver on average \$10-a-day childcare for Ontario families by the end of March 2026.

- What is your reaction to this plan?
 - Was there anything about this plan you weren't previously aware of?
 - Do you have any questions or concerns about this plan?
 - What impacts, if any, has this plan had on your family? What impacts do you think it will have on your family in the future?
 - What are your thoughts on how the childcare plan has been rolled out so far?
- When you think of various policies the Government of Canada could implement to reduce the cost of living, do you think investing to lower the cost of childcare is an important one? Why or why not?
- What impacts do you think more affordable and accessible childcare could have on the economy? Would you say these impacts are more positive or negative? Why do you feel this way?
 - IF NOT MENTIONED: What impact could it have on parents' ability to work?
- Is there anything else you would like to add about your experiences or suggestions regarding childcare?

COMMUNITY CHALLENGES (20-25 minutes) Quebec City, Mauricie Region

Now I'd like to focus on your local community...

- **Quebec City, Mauricie Region** What are the top issues in Quebec City specifically that the Government of Canada should be prioritizing/What are the most important community challenges that the Government of Canada should prioritize in your region?
 - **Quebec City** IF NOT MENTIONED: What about investing in local infrastructure?
- **Quebec City** What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada and infrastructure in Quebec City?
 - **Quebec City** Have you noticed any changes or developments in the local infrastructure?

- **Quebec City** Generally, what type of local infrastructure projects do you think are the most important to Quebec City? What would make the biggest difference to you personally?

Quebec City Shifting away from infrastructure ...

- **Quebec City, Mauricie Region** What are the most important sectors and industries for your local community?
- **Quebec City, Mauricie Region** Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?

Mauricie Region NOTE TO MODERATOR: *For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?*

- **Quebec City, Mauricie Region** Are labour shortages an issue in your community/Are labour shortages an issue in your region?
 - **Quebec City, Mauricie Region** IF YES: Are labour shortages affecting certain sectors in particular?
 - **Quebec City, Mauricie Region** IF YES: Which ones?
 - **Quebec City, Mauricie Region** In your opinion, what's behind these labour shortages?
 - **Quebec City, Mauricie Region** What do you believe are some potential solutions to help reduce labour shortages?

IMMIGRATION (30 minutes) **Quebec City**

Shifting to another topic ...

- What news have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada and immigration?
 - AS NEEDED: What about the Government of Canada and international students?

PROMPT: The Government of Canada has announced a temporary 2-year cap on new international student study permits. With this cap, the Government of Canada is expecting 364,000 approved study permits in 2024.

- What are your reactions to this decision? What impacts do you think this could have?



- With this decision in mind, would you say the Government of Canada is more on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why do you feel this way?
 - IF WRONG TRACK: What would the Government of Canada need to do to get on the right track?
- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- What do you think are some of the benefits of welcoming new immigrants to Canada?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: “Canada needs to welcome more new immigrants to fill labour shortages and grow the economy.”
 - Why do you feel this way?
- Do you have any concerns about welcoming new immigrants?
 - IF YES: What are your concerns? What should the Government of Canada do to address these concerns?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- Before we move to the next section, do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?

STUDENT ISSUES (25 minutes) Vancouver Island Post-Secondary Students

- Do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to students? Do you feel it prioritizes students when making decisions? Why or why not?
 - What could the Government of Canada do to reach out to students more effectively?
- Who here is aware of any work the Government of Canada has done to help make post-secondary studies and paying off student loans more affordable?

I'm going to show you a few things the Government of Canada has done and ask for your reactions.

SHOW ON SCREEN:

- **Permanently eliminating the federal interest** on Canada Student Loans and Canada Apprentice Loans.
- **Increasing Canada Student Grants** by 40%, to provide up to \$4,200/academic year for full-time students.
- **Improving the repayment assistance plan** so that an individual earning under \$40,000 a year no longer has to make student loan payments, with the income threshold increasing by family size.
- How do you feel about these measures? What impacts, if any, do you think these measures will have?
- Is there anything else that you think the Government of Canada should do to help students?

BUDGET (30 minutes) Vancouver Island Post-Secondary Students

Moving on to another topic ...

- In your opinion, how is the Canadian economy doing overall? Why do you feel this way? (AS NEEDED: What about when it comes to growth, jobs, inflation?)
 - IF ECONOMY DOING POORLY: What would need to happen for you to start feeling optimistic about the Canadian economy?

As you may be aware, the Government of Canada will soon be introducing a new budget outlining their spending priorities for the next fiscal year.

POLL: I'm going to show you a poll. I'd like you to select which items you think the Government of Canada should prioritize in the upcoming budget. You may select up to three items. **TECH SUPPORT TO SHARE TITLES ON SCREEN AND MODERATOR TO READ THROUGH PRIOR TO CONDUCTING POLL.**

Affordability/Cost of living
Supporting the middle class
Unlocking pathways to the middle class
Growing the housing supply
More opportunities for good careers
Long-term economic growth through clean tech and energy
Helping Canadians save for retirement
Protecting seniors' benefits

Fighting climate change

Maintaining a responsible plan for government spending

Improving the healthcare system

Raising taxes on the wealthiest Canadians

- MODERATOR TO GO THROUGH EACH SELECTION: Why did you make this selection?
- When you hear “wealthiest Canadians”, who or what comes to mind?
 - How much do you think the “wealthiest Canadians” make per year, on average?
(Prompt as needed: \$150,000 or more, \$250,000, \$500,000, more?)
- SHOW OF HANDS: Who feels they are part of the middle class?
- In your opinion, what does it mean to be middle class?
 - What does a middle-class lifestyle look like to you?
- What do you think it means to ‘unlock pathways to the middle class’?
 - What are the pathways to the middle class?
 - How can the Government of Canada best support those trying to join the middle class?
 - What type of investments do you think would help Canadians join and remain in the middle class?
 - Should the Government of Canada be prioritizing these types of investments? Why or why not?
- How would you describe the Government of Canada’s performance overall on supporting the middle class?
 - How confident are you, if at all, that the Government of Canada will be able to deliver on supporting the middle class and those working to join it?
- What is a ‘good career’? Is a ‘good career’ different than a ‘good job’?
 - IF YES: In which ways? Is one better to aspire to over another?
- What comes to mind when you think of clean technology? What about clean energy?
- Should the Government of Canada be encouraging investments in clean tech? What about in clean energy?
 - AS NEEDED: This could include investments in the manufacturing of batteries for electric vehicles, improving charging infrastructure for electric vehicles, building a

national power grid that uses clean energy sources (like wind, solar, and hydroelectric), providing incentives for the adoption and manufacturing of green technologies (like solar panels and wind turbines), and developing clean fuel sources (like hydrogen), to name a few.

- Do you think investments in clean tech and energy lead to long-term economic growth? Why or why not?

UKRAINE (90 minutes) Mid-Size and Major Centres Saskatchewan Ukrainian Diaspora

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days? What do you think about what you saw, read, or heard?
 - IF NOT MENTIONED: What about the Government of Canada's recent visit to Ukraine where it committed \$3 billion in financial and military assistance for Ukraine in 2024?
 - Before today, who was aware of this announcement?
 - What are your reactions to this announcement?
 - How much of an impact, if any, do you think this will have?
- How closely, if at all, have you been following the war in Ukraine?
 - IF FOLLOWING: Can you share what you know or have heard about it?
- How concerned, if at all, are you about the war in Ukraine?
 - IF CONCERNED: What aspects of the war are most concerning to you?
- Does the war in Ukraine affect you or anyone you know personally?
- How has it influenced, if at all, your view of the world and Canada's place in it?
- In your opinion, how do you think the war in Ukraine has impacted the world?
 - Do you see any direct or indirect impacts on Canada?
- Do you think it's important for Canada to help Ukraine? Why or why not?

We're going to use the chat function for the next question. Please take a minute now to locate the chat function and ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

- If you had to choose one word to describe the Government of Canada's approach to the war in Ukraine, what word would you use? Please write your answer in the chat.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose this word?

- Would you say the Government of Canada has been more on the right track or more on the wrong track when it comes to their approach to the war in Ukraine? Why do you feel this way?
 - IF RIGHT TRACK: What makes you say that? (Moderator to probe for Canada's financial and military assistance, humanitarian aid, temporary visas, etc.)
 - IF WRONG TRACK: What should the Government of Canada do to get on the right track?
- Has your view on the federal government's performance changed over time?
 - IF YES: What changed your opinion?
- In your opinion, should the Government of Canada be doing more or less in response to the war in Ukraine? Why do you feel this way?
- What types of support, if any, are most important for Ukraine right now? PROMPT AS NEEDED: Humanitarian aid, military aid, diplomatic support, deepening economic partnerships...
- Are you aware of any humanitarian aid provided by Canada to Ukraine so far?
 - IF YES: What are your thoughts on the humanitarian aid provided by Canada to Ukraine so far?
 - How would you describe the level of humanitarian aid that's been given?
- Are you aware of any sanctions the Government of Canada has placed on Russia following its invasion of Ukraine?
 - IF YES: What are your thoughts on the sanctions the Government of Canada has placed?
 - Do you think sanctions against Russia are an effective way to support Ukraine? Why or why not?
- Are you aware of the Government of Canada's commitment to help displaced Ukrainians come to Canada?
 - IF YES: What are your thoughts on the number of displaced Ukrainians coming to Canada?
 - Do you feel the government is doing enough, should do more, or should do less to welcome displaced Ukrainians to Canada? Why do you feel this way?

CLARIFY: The Government of Canada created the Canada-Ukraine authorization for emergency travel (CUAET) to help Ukrainians and their family members come to Canada as quickly as possible and to provide them with the ability to work and study while in Canada.

For Ukrainian nationals outside Canada, the CUAET gave them a visitor visa to come to Canada temporarily, until it is safe to return to Ukraine. This visitor visa also offered them the option to apply for a work permit at the same time or to be given status as a student if they are under 18 and want to study in Canada. March 31, 2024, is the last day to enter Canada under the CUAET special

measures. Those who have arrived before this date, can apply to extend their stay for up to 3 years at a time or until their passport expires.

- Do you know anyone who has arrived under CUAET?
- Are you aware of the pathway to permanent residence for Ukrainians and their family members?
- Do you support or oppose this plan? Why is that?
 - How do you think this will impact Canada? What about your community?
- What supports do you think are important to help Ukrainians after they arrive in Canada?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada providing military aid to Ukraine?

CLARIFY: During President Zelenskyy's visit to Canada in September 2023, the Government of Canada committed to providing \$650 million in financial and military aid over three years, which includes supplying Ukraine with 50 armored vehicles made in Canada. This comes in addition to Canada's ongoing military support to Ukraine through training Ukrainian soldiers and personnel, providing equipment and supplies, and providing weapons and ammunitions.

- What are your reactions to this?
- Do you support or oppose Canada providing Ukraine with this type of military and financial aid? Why or why not?
- Who here has seen, read, or heard anything recently about the Canada-Ukraine Free Trade Agreement? Can you share what you know about it?

CLARIFY: The Canada-Ukraine Free Trade Agreement is designed to improve the business relationship between Canada and Ukraine. It does this by giving special treatment to goods traded between the two countries and by setting up new rules for trading services and investment. The agreement now has added sections that focus on fair trade, which includes support for smaller businesses, ensuring trade benefits both men and women equally, and benefits Indigenous Peoples. This agreement is intended to support Ukraine as it rebuilds its economy after the invasion by Russia.

- How important, if at all, is having a free trade agreement with Ukraine?
- What kind of long-term support, if any, do you think Ukraine will need from Canada and the international community after the conflict is resolved?
 - How important, if at all, is it for Canada to keep supporting Ukraine through its economic reconstruction?



- How much of an impact, if any, do you think Canada's overall support for Ukraine has had? Why do you feel this way?
- Have you come across information relating to Russia's invasion of Ukraine that seemed false or misleading? Can you provide any examples?
- As far as you know, when it comes to the war in Ukraine, is false or misleading information about what's happening in the region a major issue, a minor issue, or not really an issue at all?
- What impact, if any, is false or misleading information having on your ability to formulate an opinion based on fact about the conflict?

HYDROGEN-BASED ENERGY (25 minutes) Mauricie Region

- Who here is familiar with clean hydrogen?
 - IF FAMILIAR: What have you seen, read, or heard about clean hydrogen?

SHOW ON SCREEN

Clean electricity (electricity generated from sources like hydroelectricity, wind, and solar), and other sources of renewable energy can be converted into hydrogen with little or no emissions.

Once produced, hydrogen can be used as a sustainable energy source for a variety of industrial processes, like steel manufacturing. It can also be converted to electricity, which can be used in a wide range of applications, like powering vehicles, power plants, and buildings.

- When you think about clean hydrogen, do you have any questions or concerns that come to mind?
- How much of an impact, if at all, would hydrogen-based energy have on reducing emissions? How do you know?
- How many jobs, if any, do you think could be created in the clean hydrogen sector? What types of jobs might these be? How much of an impact, if at all, could these jobs have on your local economy?
- When thinking about investments in clean energy more broadly, how much of a priority should clean hydrogen be for the Government of Canada, compared to other investments in clean energy?
 - Why do you feel this way?



CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide de discussion français

GUIDE DU MODÉRATEUR FEVRIER 2024

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- Le modérateur des membres de la diaspora ukrainienne de centres de moyenne taille et de grands centres de la Saskatchewan informera les participants que la discussion portera sur l'Ukraine; Insister sur le fait que leur participation est volontaire et qu'ils peuvent faire une pause ou demander à sauter une question si celle-ci est dérangement.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 à 15 minutes) Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie

- Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie Où avez-vous vu, lu ou entendu cette information?
 - Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - Région de la Mauricie Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?

- **Région de la Mauricie** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la récente visite du gouvernement canadien en Ukraine au cours de laquelle il s'est engagé à fournir une aide financière et militaire de trois milliards de dollars à l'Ukraine en 2024?
 - Avant aujourd'hui, qui avait connaissance de cette annonce?
- **Région de la Mauricie** Quel sera, selon vous, l'impact de cette décision, le cas échéant?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (15-40 minutes) **Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta** préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
 - **Sud-ouest de l'Ontario, région de la Mauricie** Qu'en est-il de sa gestion des enjeux liés à l'environnement et le changement climatique?
 - Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement du Canada pour traiter de l'environnement et du changement climatique? Que pensez-vous de cela?
 - **Sud-ouest de l'Ontario** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de soutenir l'industrie automobile? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour soutenir l'industrie automobile? Que pensez-vous de cela?
- **Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie** Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- **Sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituent une priorité majeure, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie, Ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?

- **Ville de Québec** Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
- **Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ :
- **Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ :
Qu'en est-il du logement?
- **Membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan** Qu'en est-il de la situation en Ukraine?

- **Région de la Mauricie** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de gérer des enjeux liés à l'économie?
 - **Région de la Mauricie** Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour traiter de l'économie?
 - **Région de la Mauricie** À quel point ces mesures ont-elles été efficaces? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - **Région de la Mauricie** Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada en ce qui concerne l'économie?

- **Région de la Mauricie** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de soutenir l'industrie de la fabrication de véhicules électriques? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - **Région de la Mauricie** Pouvez-vous citer quelques exemples de mesures prises par le gouvernement fédéral pour soutenir la fabrication de véhicules électriques?
 - **Région de la Mauricie** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en lien avec la fabrication de batteries pour véhicules électriques?
 - **Région de la Mauricie** Quels impacts, le cas échéant, les investissements dans la fabrication de véhicules électriques ont-ils sur l'économie? Qu'en est-il des impacts sur l'environnement?

- **Région de la Mauricie** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de soutenir le secteur des énergies propres? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - **Région de la Mauricie** Pouvez-vous citer quelques exemples d'actions menées par le gouvernement fédéral pour soutenir le secteur des énergies propres?
 - **Région de la Mauricie** Dans quelle mesure des investissements dans les énergies propres impactent-ils votre région, le cas échéant?

CHANGEMENT CLIMATIQUE Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
 - Le changement climatique a-t-il des impacts sur des éléments comme l'agriculture, la faune et la flore et entraîne-t-il des conditions météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - SI OUI : Quels sont ces impacts?
 - Le changement climatique a-t-il des répercussions sur le coût de la vie?
 - SI OUI : Quels sont ces impacts?
- Dans quelle mesure les impacts potentiels du changement climatique sur votre collectivité vous préoccupent-ils?
- À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il pris des initiatives pour lutter contre le changement climatique? Dans quelle mesure ces initiatives ont-elles été efficaces?
- Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de lutter contre le changement climatique? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada en ce qui concerne le changement climatique?

LOGEMENT - Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver :

- Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité?
- À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il pris des mesures pour résoudre les problèmes liés au logement? Dans quelle mesure ces initiatives ont-elles été efficaces?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit cette semaine au sujet de la collaboration entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique pour construire plus de logements?

Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique ont conclu un partenariat dans le cadre de l'initiative BC Builds, dans le but de remédier aux coûts élevés des projets d'habitation. Ce programme vise à construire des milliers de logements locatifs abordables en offrant plus de 4 milliards de dollars de financement à faible coût destiné à des projets.

- Quelles sont vos réactions à cela? Quels impacts aura-t-il?
- Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes liés au logement?

MESURES POUR RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE (20 minutes) sud-ouest de l'Ontario, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure

Résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure :
Changeons à nouveau de sujet

- **Sud-ouest de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNE : Qu'en est-il en matière d'abordabilité du logement?
- **Sud-Ouest de l'Ontario, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu concernant ce que fait le gouvernement du Canada pour s'attaquer à la situation du logement?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu? Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?
- **Sud-Ouest de l'Ontario, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure** Si le gouvernement du Canada annonçait qu'il s'employait à « stimuler la construction logement », qu'est-ce que cela signifierait pour vous? En d'autres termes, quels types de mesures ou d'initiatives cela pourrait-il supposer?
 - Et maintenant, en pensant tout particulièrement au fait de « stimuler l'offre de logements », qu'est-ce que cela signifie pour vous? Quels types de mesures ou d'actions cela pourrait-il supposer?
 - À quel stade du développement considèreriez-vous que l'offre de logements devrait être stimulée?
 - AU BESOIN : Serait-ce au stade de l'approbation initiale de nouveaux projets d'habitation, au démarrage d'un projet de construction, au moment où les nouveaux logements sont mis à la disposition des consommateurs, ou à un autre stade?
- **Résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure** Et si le gouvernement du Canada annonçait qu'il s'emploie à accélérer la construction de

logements »? Qu'est-ce que cela signifie d'après vous? Quels types de mesures ou d'actions cela pourrait-il supposer?

- **Sud-Ouest de l'Ontario, résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure** Dans quelle mesure diriez-vous que les mesures prises par le gouvernement du Canada pour stimuler l'offre de logements ont été efficaces jusqu'à présent? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

ÉCONOMIE (25 minutes) sud-ouest de l'Ontario

Et maintenant, changeons à nouveau de sujet

- Comment évalueriez-vous l'état de l'économie canadienne à l'heure actuelle? Diriez-vous qu'il est bon, mauvais, ou ni bon ni mauvais? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Comment décririez-vous généralement la gestion du gouvernement du Canada de l'économie? Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- Et plus localement, quels sont les secteurs d'activité les plus importants au sein de vos collectivités?
 - POUR CHAQUE SECTEUR MENTIONNÉ : Pensez-vous que ce secteur d'activité va croître, décroître ou demeurer inchangé dans les années à venir? À votre avis, quels sont les facteurs déterminants ou les causes de cette évolution?
 - Quels sont les plus grands défis à relever en matière de croissance économique au sein de votre collectivité?

Revenons maintenant à l'économie canadienne en général...

- Lorsque vous pensez à l'avenir de l'économie canadienne, quels secteurs d'activité seront, selon vous, priorités?
 - Serait-il bénéfique pour votre collectivité que ces secteurs d'activité soient priorités? Cela offrirait-il de nouvelles possibilités à votre collectivité? Ou cela poserait-il de nouveaux défis?

EMPLOI (30 minutes) sud-ouest de l'Ontario

J'aimerais maintenant que l'on parle plus particulièrement du marché de l'emploi...

- Globalement, comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle? Est-elle bonne, mauvaise ou ni bonne ni mauvaise? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Dans cinq à dix ans...
 - Quelles sont les compétences qui, selon vous, seront les plus recherchées?
 - Pour ceux et celles d'entre vous qui sont sur le marché du travail ou qui cherchent à l'intégrer, dans quelle mesure êtes-vous confiant(e), le cas échéant, de pouvoir avoir un bon emploi d'ici cinq à dix ans? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de s'assurer que les travailleuses et les travailleurs obtiennent les formations axées sur les compétences nécessaires au maintien de leur compétitivité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada?
- Avez-vous connaissance de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à créer des emplois, à fournir des formations axées sur des compétences ou pour soutenir les travailleurs?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider?

PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ÉNERGIE (20 minutes) Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique :

- Dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier est-il important, le cas échéant, pour l'économie de l'Alberta?
- Comment décririez-vous l'état actuel du secteur pétrolier et gazier en Alberta?
- Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que l'économie albertaine se diversifie en dehors du pétrole et du gaz? Pourquoi?
 - Quels sont les secteurs les plus importants pour l'économie albertaine de demain?
 - AU BESOIN : Considérez-vous que d'autres secteurs énergétiques (autres que le pétrole et le gaz) sont importants pour l'économie albertaine de demain?
 - SI OUI : Lequel/lesquels? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Quelqu'un ici a-t-il déjà entendu le terme « emplois durables »? Que signifie ce terme, d'après vous?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à des emplois durables dans le secteur de l'énergie propre?
 - La création d'emplois durables dans le secteur de l'énergie propre serait-elle, à votre avis, profitable pour l'économie albertaine? Et pour vous et votre famille? Pourquoi ou pourquoi pas?

CHANGEMENT CLIMATIQUE [IMPACTS] (25 minutes) Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec :

Ville de Québec Maintenant, je voudrais parler de changement climatique...

- **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par le changement climatique? Pourquoi dites-vous cela?
- **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec** Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** Le changement climatique a-t-il une incidence sur la gravité des conditions météorologiques?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** SI OUI : Quels impacts a-t-il?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Croyez-vous qu'il y ait un lien entre le changement climatique et la fréquence ainsi que la gravité des fortes tempêtes hivernales ou des conditions météorologiques extrêmement froides au Canada?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** SI OUI : Comment?
 - **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique** SI NON : Pourquoi dites-vous cela?
 - **Ville de Québec** Le changement climatique a-t-il un impact quelconque sur la faune et la flore et entraîne-t-il des phénomènes météorologiques extrêmes, de températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - **Ville de Québec** Quel sont les effets du changement climatique sur l'économie et sur le coût de la vie, le cas échéant?
 - **Ville de Québec** Et sur la santé des Canadiens?

- **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les effets potentiels du changement climatique?
- **Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique, Ville de Québec** Avez-vous constaté de quelconques effets du changement climatique au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous appris?
- **Ville de Québec** Est-il important que le gouvernement fédéral aide les collectivités à se préparer aux effets du changement climatique?
 - **Ville de Québec** Avez-vous entendu parler de quelconques initiatives prises par le gouvernement fédéral pour se préparer aux effets du changement climatique?
 - **Ville de Québec** Que souhaiteriez-vous que le gouvernement fasse?

RÉSEAU ÉNERGÉTIQUE (30 minutes) Résidents de l'Alberta préoccupés par le réseau énergétique

- Votre collectivité a-t-elle connu des froids extrêmes dernièrement?
 - SI OUI : Avez-vous constaté des effets liés à des froids extrêmes au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous appris?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et des impacts sur les réseaux électriques?

Comme vous le savez, le mois dernier, l'Agence albertaine de gestion des situations d'urgence a émis une alerte d'urgence indiquant que le réseau énergétique de l'Alberta était exposé à un risque élevé de pannes de courant rotatives en raison du froid extrême et de la forte demande d'électricité. L'alerte demandait aux Albertains de limiter leur consommation d'électricité à l'essentiel, en éteignant par exemple les appareils électriques inutiles, en réduisant au minimum l'utilisation des chauffages d'appoint, en cuisinant avec un micro-ondes plutôt qu'avec une cuisinière, entre autres.

- À votre avis, comment pourrait-on éviter une situation comme celle-là à l'avenir?
- Y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada pourrait faire pour renforcer la fiabilité du réseau électrique?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada en rapport avec le réseau électrique?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
- Le gouvernement fédéral est-il à votre avis sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant sa réponse aux catastrophes naturelles? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

CLARIFIER AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada investit dans l'électricité propre et les technologies propres afin de contribuer à la réduction des émissions.

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à de l'électricité propre? Et aux technologies propres?
- Le gouvernement du Canada devrait-il encourager des investissements dans l'électricité propre? Et dans les technologies propres?
 - CLARIFIER AU BESOIN : Cela pourrait comprendre des investissements dans la construction de réseaux électriques utilisant des sources d'énergie propres (comme l'éolien, le solaire et l'hydroélectrique) et l'octroi d'incitatifs à l'adoption et à la fabrication de technologies propres (dont des panneaux solaires et des éoliennes), pour n'en nommer que quelques-unes.
- Voyez-vous des avantages ou des bénéfices à ce que le gouvernement du Canada favorise des investissements dans le secteur de l'électricité propre et des technologies propres?
- Avez-vous des inquiétudes quant au fait que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans les secteurs de l'électricité propre et des technologies propres?
- Pensez-vous que le développement du secteur de l'électricité propre et des technologies propres augmentera les risques de pannes d'électricité, en diminuera les risques, ou pensez-vous que ces risques resteront à peu près les mêmes? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que le développement du secteur de l'électricité propre aura un impact positif, négatif ou nul sur une personne comme vous? Et sur les travailleurs de l'Alberta?

PRIORITÉS EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (55 minutes) Résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure

Lorsque nous vous avons invités à cette séance, vous avez tous indiqué que les soins de santé constituaient un enjeu prioritaire...

- - Quelles sont vos principales préoccupations à ce sujet?
- Comment décririez-vous votre expérience de l'accès aux services de santé? Lorsque vous avez besoin de soins de santé, dans quelle mesure est-il facile ou difficile d'y accéder?
- Est-elle meilleure, pire ou la même?

- Lorsqu'il s'agit du système de santé, diriez-vous que celui-ci nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans le secteur de la santé?
 - À votre avis, le gouvernement fédéral comprend-il les enjeux en matière de santé qui vous inquiètent le plus? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quelles nouvelles d'actualité avez-vous vues, lues ou entendues, le cas échéant, concernant les actions du gouvernement du Canada dans le domaine des soins de santé?
 - DEMANDER : Avez-vous entendu parler d'accords entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer les soins de santé en Ontario?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont récemment annoncé un nouvel accord de 3,1 milliards de dollars pour améliorer les soins de santé en Ontario. En vertu de cet accord, l'Ontario allouera des fonds fédéraux aux soins de santé afin d'améliorer l'accès aux médecins de famille, de réduire les temps d'attente et d'embaucher davantage de travailleurs de la santé.

- Nous entrerons dans les détails dans un instant, mais quelles sont vos premières réactions à cette annonce?

Je vais maintenant vous montrer quelques détails relatifs à ce plan...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Pour remédier aux pénuries dans le secteur des soins de santé, le gouvernement du Canada soutiendra les efforts de l'Ontario pour :

Augmenter les effectifs dans le secteur des soins de santé en créant de nouveaux postes de médecins, d'infirmières et de personnel de soutien, et en augmentant le nombre d'inscriptions à des formations dans le domaine de la santé.

Améliorer l'accès à des soins primaires en créant des équipes de médecins de famille, d'infirmières praticiennes et d'autres professionnels de la santé, en particulier dans les zones mal desservies.

Réduire les temps d'attente et les arriérés d'opérations chirurgicales en augmentant le nombre de professionnels de la santé et en améliorant l'accès aux soins.

Faciliter l'exercice des professions de la santé en Ontario en supprimant les obstacles à la reconnaissance des titres étrangers et en simplifiant les procédures de délivrance des licences.

Améliorer la gestion et l'échange d'informations en matière de santé.

Renforcer le soutien en matière de santé mentale en créant des carrefours bien-être pour les jeunes et en élargissant les programmes de psychothérapie.

- Quelles sont vos premières réactions après avoir pris connaissance de certains détails de ce plan?

SONDAGE : Je vais vous montrer un sondage. J'aimerais que vous sélectionniez deux éléments de ce plan qui sont, à votre avis, les plus importants pour remédier à la pénurie dans le domaine des soins de santé. Vous pouvez en choisir jusqu'à deux éléments.

Augmenter les effectifs dans le secteur des soins de santé

Améliorer l'accès à des soins primaires

Réduire les temps d'attente et les arriérés d'opérations chirurgicales

Faciliter l'exercice des professions de la santé en Ontario

Améliorer la gestion et l'échange d'informations en matière de santé

Renforcer le soutien en matière de santé mentale

- **LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX** : Qu'est-ce qui vous fait dire que c'est particulièrement important?
- Parmi les mesures figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne devraient pas y figurer?
- Globalement, pensez-vous que ce plan aura un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la qualité des soins de santé au Canada? Pourquoi?



- Diriez-vous que vous êtes pour, contre, ou ni pour ni contre les plans du gouvernement du Canada en matière de soins de santé? Pourquoi?

VOL DE VÉHICULES (25 minutes) Résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure

Passons à un autre sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'initiatives du gouvernement du Canada en rapport avec le vol de véhicules?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu? Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?

Le gouvernement du Canada a récemment rencontré des représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, des dirigeants de l'industrie automobile et des représentants des forces de l'ordre de tout le pays à l'occasion du Sommet national pour lutter contre le vol de véhicules.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos de ce sommet?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

Je vais maintenant vous présenter quelques mesures prises par le gouvernement du Canada...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada coordonne des initiatives dans tout le pays et prend des mesures immédiates pour lutter contre le vol de voitures, à savoir :

- **Étudier la possibilité d'apporter d'éventuelles modifications au code pénal**, notamment en revoyant les infractions et les sanctions existantes relatives au vol de véhicules.
- **Collaborer avec des entreprises canadiennes, y compris l'industrie automobile**, afin de mettre au point des solutions innovantes pour protéger les véhicules contre le vol.
- **Rechercher tous les moyens d'interdire les dispositifs utilisés pour voler des véhicules**, tels que le Flipper Zero (un outil de piratage portable qui peut copier les signaux sans fil pour l'entrée sans clé à distance).



- **Renforcer la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)** à mener davantage d'enquêtes relatives aux véhicules volés et d'examens de véhicules volés.
- **Favoriser un meilleur échange de renseignements entre la police locale et la police des chemins de fer** afin qu'elles puissent identifier et retrouver les voitures volées avant qu'elles n'arrivent dans les ports.
- **Collaborer avec des partenaires dans le domaine de la sécurité de partout au Canada et à l'étranger** afin d'accroître la collaboration et l'échange de renseignements.
- **Moderniser les normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada** pour s'assurer qu'elles tiennent compte des progrès technologiques visant à décourager et à prévenir le vol de voitures.
- **Travailler avec les autorités portuaires à l'élaboration de mesures et de plans de sécurité visant à remédier aux vulnérabilités liées à la manutention des marchandises.**
- Quelles sont vos premières réactions à la lecture de ces mesures?
- Parmi les mesures figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne sont particulièrement importantes?
- Parmi les mesures figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne devraient pas y figurer? Pourquoi dites-vous cela?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que ces mesures auront un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la lutte au vol de véhicules au Canada? Pourquoi?
- Diriez-vous que vous êtes pour, contre, ou ni pour ni contre les plans du gouvernement du Canada pur lutter contre le vol de véhicules? Pourquoi?

PARENTS – COÛT DE LA VIE (45 minutes) Parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie

- Comment décririez-vous généralement la gestion du gouvernement du Canada de l'économie?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- En tant que parent, quels enjeux économiques vous préoccupe le plus et ont le plus gros impact sur vous?

- Le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux économiques qui vous préoccupent le plus et qui ont le plus d'impact sur vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'abordabilité et du coût de la vie?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie?
- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada dont bénéficient les parents?
- Qui parmi vous a entendu parler de...?
 - L'Allocation canadienne pour enfants (ACE)
 - La Prestation dentaire canadienne (PDC)
 - SI ENTENDU PARLER : Que savez-vous de chaque programme?

CLARIFIER AU BESOIN : L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation.

CLARIFIER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 \$.

NOTE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR SI ON LUI DEMANDE CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR « FAMILLES ADMISSIBLES » :

Parents et tuteurs peuvent être admissibles s'ils paient les soins dentaires d'un enfant de moins de 12 ans ne bénéficiant pas d'un régime d'assurance dentaire privé.

- Quelles sont vos réactions à ces programmes?
 - Avez-vous des questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes?

- Pour ce qui est de rendre le coût de la vie plus abordable, dans quelle mesure ces programmes auront-ils un impact, le cas échéant, sur vous et votre famille?
 - Diriez-vous que l'Allocation canadienne pour enfants et la Prestation dentaire canadienne sont des mesures importantes quant à rendre la vie plus abordable pour les parents? Pourquoi ou pourquoi pas?

GARDE D'ENFANTS (40 minutes) Parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie

Lorsque vous avez été recruté(e) pour ce groupe de discussion, vous avez indiqué que vous aviez actuellement accès à un service de garde pour vos enfants ou être à la recherche d'un service de garde.

- Levez la main pour savoir qui, parmi vous, a actuellement accès à des services de garde d'enfants pour ses enfants, c'est-à-dire que vos enfants fréquentent une garderie, un service de garde d'enfants à domicile, etc. Qui parmi vous s'emploie actuellement à prendre des dispositions en matière de garde d'enfants?
 - Quel est le coût de vos services de garde d'enfants ou combien prévoyez-vous qu'ils vous coûteront?
 - En quoi ces coûts sont-ils comparables à vos autres frais de subsistance?
 - Ces coûts ont-ils changé au fil du temps?
 - A-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place en garderie pour votre enfant?
 - La disponibilité des places en garderie a-t-elle changé au fil du temps?
 - Comment décririez-vous la qualité des services de garde d'enfants offerts dans votre région?
 - La qualité a-t-elle changé au fil du temps?
 - SI DES CHANGEMENTS SONT MENTIONNÉS : Qu'est-ce qui explique ce changement?
 - De manière générale, à quelles principales difficultés diriez-vous que vous êtes confronté(e) en matière de garde d'enfants? À des difficultés sur le plan de l'abordabilité, de la disponibilité, ou à des difficultés d'une autre nature?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada en rapport avec l'actualité internationale?

DEMANDER : Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et les territoires afin de réduire le coût des services de garde d'enfants à un taux moyen de 10 \$ par jour et de créer 250 000 places de garde d'enfants dans tout le pays d'ici 2025-2026. En Ontario, les frais moyens encourus par les parents pour des services de garde d'enfants réglementés et financés pour enfants de moins de 6 ans ont été réduits de 50 % depuis décembre 2022. Cet accord permettra aux familles ontariennes de bénéficier de services de garde d'enfants à un coût moyen de 10 dollars par jour d'ici à la fin du mois de mars 2026.

- Quelles sont vos réactions à ce plan?
 - Y a-t-il des éléments de ce plan dont vous n'aviez pas connaissance avant aujourd'hui?
 - Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant ce plan?
 - Quels impacts, le cas échéant, ce plan a-t-il eus sur votre famille? Quels impacts pensez-vous qu'il aura sur votre famille à l'avenir?
 - Que pensez-vous de la façon dont le plan sur la garde d'enfants a été mis en œuvre jusqu'à présent?

- Lorsque vous pensez aux différentes politiques que le gouvernement du Canada pourrait adopter pour réduire le coût de la vie, pensez-vous qu'il soit important d'investir dans des mesures visant à réduire le coût des services de garde d'enfants? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quels impacts pourraient, selon vous, avoir des services de garde d'enfants à la fois plus abordables et plus accessibles sur l'économie? Diriez-vous que ces impacts positifs ou négatifs? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Quel impact cela pourrait-il avoir sur la capacité des parents à travailler?

- Avez-vous d'autres choses à ajouter concernant votre expérience en matière de garde d'enfants ou des suggestions à ce sujet?

DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (20-25 minutes) Ville de Québec, région de la Mauricie

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale...

- **Ville de Québec, région de la Mauricie** Quels sont les principaux enjeux à Québec auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité? - Quels sont les principaux enjeux dans votre région auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité?

- **Ville de Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Aux investissements dans les infrastructures locales?
- **Ville de Québec** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada et des infrastructures de la ville de Québec?
 - **Ville de Québec** Avez-vous remarqué des changements ou des développements en ce qui concerne les infrastructures locales?
- **Ville de Québec** En général, quel type de projets locaux d'infrastructure vous semblent les plus essentiels pour la ville de Québec? Qu'est-ce qui ferait vraiment une différence pour vous personnellement?

Ville de Québec Passons à un autre sujet...

- **Ville de Québec, région de la Mauricie** Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
- **Ville de Québec, région de la Mauricie** Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?

Région de la Mauricie *NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ces secteurs. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?*

- **Ville de Québec, région de la Mauricie** Les pénuries de main-d'œuvre posent-elles problème au sein de votre collectivité?
 - **Ville de Québec, région de la Mauricie** SI OUI : Ces pénuries de main-d'œuvre touchent-elles certains secteurs en particulier?
 - **Ville de Québec, région de la Mauricie** SI OUI : Lesquels?
 - **Ville de Québec, région de la Mauricie** À quoi sont dues ces pénuries de main-d'œuvre à votre avis?
 - **Ville de Québec, région de la Mauricie** Quelles sont, selon vous, les solutions pouvant être envisagées pour aider à limiter les pénuries de main-d'œuvre?

IMMIGRATION (30 minutes) **Ville de Québec** :

Passons à un autre sujet...

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada et l'immigration?
 - AU BESOIN : Et au sujet du gouvernement du Canada et des étudiants étrangers?

DEMANDER : Le gouvernement du Canada a annoncé la mise en place d'un plafond temporaire de réception des permis d'étude sur une période de deux ans. En fixant ce plafond, le gouvernement du Canada s'attend à ce que 364 000 permis d'étude soient approuvés en 2024.

- Quelles sont vos réactions à cette nouvelle? Quels en seront les impacts, selon vous?
- En gardant cette décision à l'esprit, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie quand il s'agit de gérer le système d'immigration? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada?
- Quels sont, selon vous, les avantages liés au fait d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada?
- Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant? :
« Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour contrer les pénuries de main-d'œuvre et contribuer à la croissance de l'économie »
 - Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous de quelconques appréhensions concernant l'accueil de nouveaux immigrants?
 - SI OUI : Quelles sont vos appréhensions? Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique?
- Avant de passer à la section suivante, avez-vous d'autres réflexions dont vous voudriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?



ENJEUX LIÉS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES (25 minutes) Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver

- Pensez-vous qu'il privilégie les étudiantes et les étudiants lorsqu'il prend des décisions? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour atteindre les étudiantes et les étudiants?
- Qui ici est au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada visant à rendre plus abordables les études postsecondaires et le remboursement des prêts étudiants?

Je vais vous présenter quelques mesures prises par le gouvernement du Canada et vous demander d'y réagir.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Élimination définitive des intérêts fédéraux** sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.
- **Augmentation des bourses d'études canadiennes** de 40 %, portant ainsi à 4 200 \$ le montant offert aux étudiants à plein temps.
- **Amélioration du Programme d'aide au remboursement** afin qu'une personne dont le revenu annuel est inférieur à 40 000 dollars ne soit plus obligée de rembourser ses prêts étudiants, le seuil de revenu augmentant en fonction de la taille des familles.
- Que pensez-vous de ces mesures? Quels impacts auront, à votre avis, ces mesures?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait, selon vous, faire pour venir en aide aux étudiants?

BUDGET (30 minutes) Étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver

Passons à un autre sujet...

- Comment se porte, à votre avis, l'économie canadienne dans son ensemble? Pourquoi êtes-vous de cet avis? (AU BESOIN : Et en matière de croissance, de création d'emplois, d'inflation?)
 - SI L'ÉCONOMIE SE PORTE MAL : Que faudrait-il qu'il se passe pour que vous commenciez à être optimiste concernant l'économie canadienne?

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement du Canada présentera bientôt un nouveau budget exposant ses priorités en matière de dépenses pour le prochain exercice financier.

SONDAGE : Je vais procéder à un autre sondage. J'aimerais que vous sélectionniez les éléments que devrait, selon vous, privilégier le gouvernement du Canada dans le prochain budget. Vous pouvez choisir un maximum de trois éléments. **LE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE AFFICHERA LES TITRES À L'ÉCRAN ET LE MODÉRATEUR EN FERA LA LECTURE AVANT DE PROCÉDER AU SONDAGE.**

Abordabilité et coût de la vie
Soutenir la classe moyenne
Ouvrir des voies vers la classe moyenne
Augmenter l'offre de logements
Accroître l'offre de bonnes carrières
Croissance économique à long terme grâce aux technologies et à l'énergie propres
Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite
Protéger l'octroi de prestations de vieillesse
Lutter contre le changement climatique
Assurer la saine gestion d'un plan responsable en matière de dépenses publiques
Améliorer le système de soins de santé
Augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Pourquoi avez-vous fait ce choix?
- Lorsqu'on parle des « Canadiens les plus fortunés », qui ou qu'est-ce qui vous vient à l'esprit?
 - Quel est, selon vous, le revenu annuel moyen des « Canadiens les plus fortunés »?
(Demander au besoin : 150 000 \$ ou plus, 250 000 \$, 500 000 \$, plus que cela?)
- À MAIN LEVÉE : Qui, parmi vous, estime faire partie de la classe moyenne?
- Selon vous, que signifie être de la classe moyenne?
 - À quoi ressemble d'après vous pour vous un mode de vie propre à la classe moyenne?
- Qu'entend-on, selon vous, par « ouvrir des voies vers la classe moyenne »?
 - Quelles sont les voies vers la classe moyenne?
 - Comment le gouvernement du Canada peut-il soutenir au mieux les personnes qui tentent de rejoindre la classe moyenne?

- Quels types d'investissements aideraient, selon vous, les Canadiens à rejoindre la classe moyenne et à y demeurer?
- Le gouvernement du Canada devrait-il prioriser de tels investissements? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Comment décririez-vous la performance globale du gouvernement du Canada en matière de soutien à la classe moyenne?
 - Dans quelle mesure avez-vous bon espoir, le cas échéant, que le gouvernement du Canada sera en mesure de soutenir la classe moyenne et ceux qui tentent de la rejoindre?
- Quelle est votre définition d'une « bonne carrière »? Une bonne carrière diffère-t-elle d'un « bon emploi »?
 - SI OUI : En quoi diffère-t-elle? Est-il préférable d'aspirer à l'une plutôt qu'à l'autre?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux technologies propres? L'énergie propre?
- Le gouvernement du Canada devrait-il encourager des investissements dans les technologies propres? Et dans l'énergie propre?
 - AU BESOIN : Cela pourrait comprendre des investissements dans la fabrication de batteries pour véhicules électriques, l'amélioration de l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques, la construction d'un réseau électrique national alimenté par des sources d'énergie propres (notamment l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique), la mise en place d'incitatifs pour l'adoption et la fabrication de technologies vertes (notamment des panneaux solaires et des éoliennes) et le développement de sources de combustibles propres (notamment l'hydrogène), pour n'en nommer que quelques-unes.
- Croyez-vous que le fait d'investir dans des technologies et des énergies propres favorise la croissance économique à long terme? Pourquoi ou pourquoi pas?

UKRAINE (90 minutes) Membres de la diaspora ukrainienne de centres de moyenne taille et de grands centres de la Saskatchewan

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours? Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et de la récente visite du gouvernement canadien en Ukraine au cours de laquelle il s'est engagé à fournir une aide financière et militaire de trois milliards de dollars à l'Ukraine en 2024?
 - Avant aujourd'hui, qui avait connaissance de cette annonce?
 -
 - Quel sera l'impact de cet engagement, le cas échéant?
- Avec quel degré d'attention suivez-vous la guerre en Ukraine, le cas échéant?
 - À CEUX QUI LA SUIVENT : Pouvez-vous nous faire part de ce que vous avez appris ou entendu à son sujet?
- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e), le cas échéant, par la guerre en Ukraine?
 - À CEUX QUI SONT PRÉOCCUPÉS : Quels aspects de la guerre vous préoccupent le plus?
- La guerre en Ukraine vous affecte-t-elle ou affecte-t-elle quelqu'un que vous connaissez personnellement?
- En quoi a-t-elle influencé, le cas échéant, votre vision du monde et de la place qu'y occupe le Canada?
- Selon vous, quelles ont été les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine?
 - Constatez-vous des répercussions directes ou indirectes sur le Canada?
- À votre avis, est-il important que le Canada vienne en aide à l'Ukraine? Pourquoi?

Nous utiliserons la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez prendre une minute pour repérer la fonction de clavardage et vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

- Si vous deviez choisir un mot pour décrire l'approche du gouvernement du Canada par rapport à la guerre en Ukraine, quel mot choisiriez-vous? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot?
- Diriez-vous qu'en ce qui concerne son approche de la guerre en Ukraine, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI SUR LA BONNE VOIE : Qu'est-ce qui vous fait dire cela? (Le modérateur interrogera les participants au sujet de l'aide financière, de l'aide militaire, de l'aide humanitaire et des visas temporaires du Canada, entre autres)

- SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que devrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie?
- Votre avis sur la performance du gouvernement fédéral a-t-il changé avec le temps?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis?
- Le gouvernement du Canada devrait-il, selon vous, en faire plus ou en faire moins en réponse à la guerre en Ukraine? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- De quels types d'aides l'Ukraine a-t-elle le plus besoin, le cas échéant, à l'heure actuelle?
SONDER AU BESOIN : D'une aide humanitaire? D'une aide militaire? De soutien diplomatique?
D'un renforcement des partenariats économiques?
- Avez-vous connaissance d'une quelconque aide humanitaire apportée par le Canada à l'Ukraine jusqu'à présent?
 - SI OUI : Que pensez de l'aide humanitaire fournie par le Canada à l'Ukraine jusqu'à présent?
 - Comment décririez-vous la qualité de l'aide humanitaire qui a été fournie?
- Êtes-vous au courant des sanctions que le gouvernement du Canada a imposées à la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine?
 - SI OUI : Que pensez-vous des sanctions imposées par le gouvernement du Canada?
 - Pensez-vous que des sanctions contre la Russie constituent un moyen efficace de venir en aide à l'Ukraine? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Êtes-vous au courant de l'engagement du gouvernement du Canada à aider des Ukrainiens déplacés à venir au Canada?
 - SI OUI : Que pensez-vous du nombre d'Ukrainiens déplacés qui viennent au Canada?
 - Estimez-vous que le gouvernement en fait assez, devrait en faire plus ou devrait en faire moins pour accueillir des Ukrainiens déplacés arrivant au Canada? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le gouvernement du Canada a créé l'autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) pour aider les Ukrainiens et les membres de leur famille à venir au Canada le plus rapidement possible et pour leur permettre de travailler et d'étudier durant leur séjour au Canada.

L'autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine a permis aux ressortissants ukrainiens vivant à l'étranger d'obtenir un visa de visiteur pour venir temporairement au Canada, jusqu'à ce qu'ils puissent retourner en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur leur offre également la possibilité de demander un permis de travail en même temps ou d'obtenir le statut d'étudiant s'ils sont âgés de moins de 18 ans et souhaitent étudier au Canada. En vertu des mesures spéciales prévues dans le

cadre de l'AVUCU, le dernier jour pour entrer au Canada est le 31 mars 2024. Les personnes arrivées avant cette date peuvent demander une prolongation de leur séjour pour une durée maximale de trois ans ou jusqu'à expiration de leur passeport.

- Connaissez-vous quelqu'un qui est arrivé au Canada en vertu de l'AVUCU?
- Êtes-vous au courant de la marche à suivre que doivent respecter les Ukrainiens et les membres de leur famille pour obtenir le statut de résident permanent?
- Êtes-vous pour ou contre cette initiative? Et pourquoi?
 - Quel sera, à votre avis, son impact sur le Canada? Et sur votre collectivité?
- Quelles sont, selon vous, les mesures de soutien importantes à adopter pour aider les Ukrainiens après leur arrivée au Canada?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la réponse du gouvernement du Canada à la guerre en Ukraine?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Lors de la visite du président Zelenskyy au Canada en septembre 2023, le gouvernement du Canada s'est engagé à fournir une aide financière et militaire de 650 millions de dollars sur trois ans, qui comprendra la fourniture à l'Ukraine de 50 véhicules blindés fabriqués au Canada. Cela s'ajoute au soutien militaire que fournit le Canada à l'Ukraine en offrant des formations aux soldats et au personnel ukrainiens, en fournissant de l'équipement et du matériel militaire ainsi que des armes et des munitions.

- Quelles sont vos réactions à cela?
- Êtes-vous pour ou contre le fait que le Canada fournit ce type d'aide militaire et financière? Pourquoi?
- Qui parmi vous a récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine? Pouvez-vous nous faire part de ce que vous savez à ce sujet?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : L'Accord de libre-échange Canada-Ukraine vise à améliorer les relations commerciales entre le Canada et l'Ukraine. L'Accord de libre-échange Canada-Ukraine vise à améliorer les relations commerciales entre le Canada et l'Ukraine.

À cette fin, cet accord prévoit un traitement spécial des marchandises échangées entre les deux pays et établit de nouvelles règles pour le commerce des services et les investissements. L'accord comporte désormais des articles supplémentaires portant tout particulièrement sur le commerce équitable, ce qui inclut un soutien aux petites entreprises, la garantie que le commerce profite de manière égale tant aux hommes qu'aux femmes, et qu'il soit avantageux pour les populations

autochtones. Cet accord vise à apporter un soutien à l'Ukraine dans le cadre de la reconstruction de son économie après l'invasion de la Russie.

- Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, d'avoir un accord de libre-échange avec l'Ukraine?
- De quel type de soutien à long terme, le cas échéant, pensez-vous que l'Ukraine aura besoin de la part du Canada et de la communauté internationale une fois le conflit résolu?
 - Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que le Canada continue à soutenir l'Ukraine tout au long de sa reconstruction économique?
- Quelle a été selon vous l'ampleur de l'impact, le cas échéant, du soutien global qu'apporte le Canada à l'Ukraine? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous eu connaissance d'informations relatives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui vous ont semblé fausses ou trompeuses? Can you provide any examples?
- À votre connaissance, les informations fausses ou trompeuses concernant la guerre en Ukraine constituent-elles un problème majeur, un problème mineur ou sont-elles tout à fait sans importance?
- Quelle incidence, le cas échéant, les informations fausses ou trompeuses ont-elles sur votre capacité à formuler une opinion fondée sur des faits au sujet du conflit?

ÉNERGIE À BASE D'HYDROGÈNE (25 minutes) Région de la Mauricie

- Qui parmi vous a déjà entendu parler de l'hydrogène propre?
 - SI FAMILIER : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'hydrogène propre?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Électricité propre (soit l'électricité produite à partir de sources hydroélectriques, éoliennes et solaires) et d'autres sources d'énergie renouvelable peuvent être converties en hydrogène en émettant peu ou pas d'émissions.

Une fois produit, l'hydrogène peut être utilisé comme source d'énergie durable pour une variété de processus industriels, dont la fabrication de l'acier. Elle peut également être convertie en électricité, qui peut ensuite servir à diverses fins, notamment à alimenter des véhicules, des centrales électriques et des bâtiments.

- Lorsque vous pensez à l'hydrogène propre, avez-vous certaines préoccupations ou y a-t-il certains inconvénients qui vous viennent à l'esprit?



- Dans quelle mesure l'énergie à base d'hydrogène contribuerait-elle à réduire les émissions? Comment savez-vous cela?
- À votre avis, combien d'emplois pourraient être créés, le cas échéant, dans le secteur de l'hydrogène propre? Quelle serait la nature de ces emplois? Quel impact, le cas échéant, ces emplois pourraient-ils avoir sur votre économie locale?
- Lorsqu'on pense aux investissements dans les énergies propres de façon plus générale, quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à l'hydrogène propre, par rapport à d'autres investissements dans les énergies propres?
 - Pourquoi êtes-vous de cet avis?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.